

TABLE DES MATIÈRES

MANIFESTATION ANTICAPITALISTE G20

LE DEVOIR : Plus de 1100 personnes ont été arrêtées à Toronto, en marge du sommet du G20, en juin 2010 - Tout ça pour ça ? : Les poursuites judiciaires entamées après la rencontre des chefs d'État ont tourné à la débâcle - Samedi 03 et dimanche 04 décembre 2011	3
LE DEVOIR : Marcher contre le G20 - Vendredi 04 novembre 2011	3
LA PRESSE : Manifestation anticapitaliste à Montréal - Vendredi 04 novembre 2011	4
MÉTRO : Montréal : Manifestation : Message aux dirigeants du G20 - Vendredi 04 novembre 2011	4
THE GAZETTE : Anti-capitalists hold small protest - Friday, November 4, 2011	4
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Une manifestation calme contre le G20 au centre-ville de Montréal - Mise à jour le jeudi 3 novembre 2011 à 23 h 15 HAE	4

OCDE : REGARDS SUR L'ÉDUCATION 2011

THETIMESHIGHEREDUCATION.CO.UK : The American way: so much spent on so few graduates - Thursday, September 15, 2011	5
NZHERALD.CO.NZ : NZ tuition fees among world highest - Thursday, m September 15, 2011, 06 :15 PM	5
THE SANTIAGO TIMES : Within OECD, Chile's education system most segregated by class : Report reveals higher levels of socio-economic dividend and lower public funding in Chile - Wednesday, 14 September 2011 18:39	6
THE AUSTRALIAN-HIGHER EDUCATION : OECD: US losing edge in higher ed worldwide - Thursday, September 14, 2011 5:07PM	6
HAARETZ.COM (ISRAEL) : OECD: Israel invests less per schoolchild than any other developed country : Organization for Economic Development and Cooperation gives Israel a poor grade on investment in education; new high school teachers in Israel earn about half as much as teachers in other OECD countries - Wednesday, September 14, 2011, 03 :14	6
LEPROGRES.FR : Education : bonnet d'âne de l'OCDE à l'école républicaine française - Publié le mercredi 14 septembre 2011 à 00:00	7
LE DEVOIR : En éducation, le statut socioéconomique ne détermine pas tout - Mercredi 14 septembre 2011	7
RTBF.INFO.BE : Crise de l'emploi : un jeune sur cinq est au chômage en Europe - Mis à jour le mercredi 14 septembre 2011 à 14h56	8
LESÉCHOS.FR : Education : le tableau alarmant de l'OCDE - Mercredi 14 septembre 2011, 07h00	8
THEAUSTRALIAN : Children of migrants outclassing the locals at school - Wednesday, September 14, 2011	9
LA LIBRE BELGIQUE : L'éducation, une "protection" contre le chômage en temps de crise - Mardi 13 septembre 2011	10
LACROIX.COM : La France stagne en matière d'éducation - mis à jour le mardi 13 septembre 2011 - 15 H 33	10
KOREA TIMES : Private spending on education highest among OECD countries - Tuesday, September 13, 2011, 19 :17	10
THE FINANCIAL TIMES : Report highlights value of higher education - Tuesday, September 13, 2011 1:05 pm	11
LIBÉRATION.FR : Salaires des enseignants: la France toujours en bas du tableau - Mardi 13 septembre 2011, à 12h34	11
LEMONDE.FR : Trois leçons de l'OCDE sur le salaire des enseignants - Mis à jour le mardi 13 septembre 2011 12h11	11
MIDILIBRE.FR : L'OCDE pousse un cri d'alarme sur la baisse du salaire des profs - mardi 13 septembre 2011, 12 h 08	12
L'EXPRESS.FR : Education: la France sur le déclin? - mardi 13 septembre 2011 à 11:50	12
AUFAITMARC.COM : Les diplômés de l'enseignement supérieur "beaucoup moins affectés par la crise" - Mardi 13 septembre 2011 à 11:48	12
LEQUOTIDIEN.LU : L'éducation est une "protection" contre le chômage en temps de crise - Mardi 13 septembre 2011, à 11h28	13
LEMONDE.FR : Les profs et leur salaire : un siècle d'histoire (entrevue avec Luc Rouban, Directeur de recherche, CNRS) - Mis à jour le mardi 13 septembre 2011 11h28	13
LEMONDE.FR : 1995, l'année où l'école bascule - Mardi 13 septembre 2011 11h26	14
LA TRIBUNE.FR : La France, élève moyen de l'OCDE pour les dépenses d'éducation - Mardi 13 septembre 2011, 11:24	14
LEFIGARO.FR : Éducation : la France, pays champion de l'inégalité - Mis à jour le mardi 13 septembre 2011 à 11:15	15
LEFIGARO.FR : Haro sur le statut des enseignants qui date de 1950 - Mis à jour le mardi 13 septembre 2011 à 11:14	15
LEPARISIEN.FR : Éducation : l'OCDE met la France en garde - Mise à jour : Mardi 13 septembre 2011, 11h11	16
THETELEGRAH.CO.UK : University education : OECD: UK student tuition fees 'third highest in the world - The UK is the third most expensive place in the world to go to university, it emerged today, with fears it could top international league tables when fees soar next year - Tuesday, September 13, 10.39 am	16
EDUCPROS.FR : Éric Charbonnier (expert à l'OCDE) : « Améliorer la qualité du personnel enseignant est plus efficace que toucher à la taille des classes » - Mardi 13 septembre 2011	17
LE DEVOIR : Éducation - Les diplômés canadiens s'en tirent moins bien que ceux des autres pays de l'OCDE - Mardi 13 septembre 2011	17
LE DEVOIR : Le pays fait bonne figure en matière d'immigration qualifiée - Mardi 13 septembre 2011	17
THE GAZETTE : More education? More likely to be employed in downtown, study says - Tuesday, September, 13, 2011	18
HÜRRİYET DAILY NEWS : Turkey ranks low on its education, report says - Tuesday, September 13, 2011	18
OCDE : Education: la crise souligne l'importance des études, selon l'OCDE - Mardi 13 septembre 2011	18

BRUTALITÉ POLICIÈRE

JOURNAL DE MONTRÉAL : Des fouilles abusives : Deux manifestants acquittés en raison de l'intervention policière hâtive - Samedi 27 août 2011	19
JOURNAL DE MONTRÉAL : Des manifs préparées - Samedi 27 août 2011	20
LA PRESSE : 1ère page : ACQUITTÉE POUR CAUSE DE FOUILLE ABUSIVE - MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE : Arrestation « arbitraire » et fouille « abusive » - Vendredi 26 août 2011	20

ESCOUADE GAMA - ASSÉ

LE DEVOIR: Hausse des droits de scolarité - L'ASSÉ se dit victime d'un profilage politique - Mardi 19 juillet 2011	21
Vos réactions	21
LA PRESSE: Des élus étudiants se disent persécutés - Mardi 19 juillet 2011	22
MÉTRO: L'ASSÉ juge une escouade du SPVM discriminatoire - Mardi 19 juillet 2011	22
24 HEURES / LCN: L'ASSÉ porte plainte contre le SPVM - Mardi 19 juillet 2011	23
THE GAZETTE: Students criticize police 'wave of repression' - Group is angry activists arrested - Tuesday, July 19, 2011	23
RADIO-CANADA / MONTRÉAL: Des étudiants portent plainte contre le SPVM - Mise à jour le lundi 18 juillet 2011 à 22 h 18 HAE	24
LE DEVOIR: Idée: Guet des mouvements marginaux - Profilage politique à Montréal, par Francis Dupuis-Déri, professeur de science politique à l'UQAM et sympathisant du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) - Lundi 18 juillet 2011	24
Vos réactions	25
LE DEVOIR: Escouade GAMMA: L'ASSE porte plainte à la Commission des droits - Lundi 18 juillet 2011	26
LA PRESSE: Trois élus de L'ASSÉ arrêtés - Lundi 18 juillet 2011	26



RADIO-CANADA / MONTRÉAL: L'escouade Gamma à Montréal a les mouvements politiques marginaux à l'œil - Mise à jour le jeudi 14 juillet 2011 à 18 h 44 HAE	26
Les commentaires (7)	27
LA PRESSE: Une escouade surveillera les mouvements anarchistes – Jeudi 14 juillet 2011	27
JOURNAL DE MONTRÉAL: Manifestants: La police veut serrer la vis: quatre militants anticapitalistes accusés d'avoir frappé des agents de la paix– Jeudi 14 juillet 2011	27
LA PRESSE: Forum: Profilage politique, par Marc-André Cyr, étudiant au doctorat en science politique et «membre à part entière de la turbulente famille anarchiste» - Mis à jour le lundi 11 juillet 2011 à 14h59	28
LA PRESSE: Les suspects auraient rossé des policiers – Vendredi 08 juillet 2011	28
JOURNAL DE MONTRÉAL: Policiers blessés: Quatre manifestants du 1er mai arrêtés – Vendredi 08 juillet 2011	29
LES DÉGRISEURS : MANIFESTE	29
LE DEVOIR: Libre opinion - «Nous, les vaincus»? , par Philippe Saint-Hilaire-Gravel, anarchiste et militant écologiste de 22 ans – Mardi 12 juillet 2011	29
LE DEVOIR: Libre opinion - Les Dégriseurs et Radio-Canada, par David Vachon, membre des Dégriseurs - Mercredi 6 juillet 2011	30
LE DEVOIR: Des jeunes s'attaquent aux travers du Québec actuel: Dans la mouvance de la contestation en Europe, les «dégriseurs» réclament plus de créativité sociale – Mardi 21 juin 2011	30
LE DEVOIR: Opinion: Manifeste pour un Québec dégrisé - Rompre avec l'idéal du vert-de-gris' par Dave Bakken, Patrice Bertolacci et David Vachon - Les dégriseurs – Mardi 21 juin 2011	31
LE DEVOIR : SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 AOÛT 2011 :	31
ÉDUCATION : RENTRÉE SCOLAIRE	31
Finissants du secondaire - Que doivent-ils savoir?: « Pour certains élèves, il n'est pas facile de se rendre jusqu'au bout de la formation générale »	31
Au primaire - Que faut-il avoir appris à la fin de la 6e année?: « Le rôle des parents est aussi de prolonger le scolaire »	32
Aide financière aux études - « Les étudiants vont devoir payer de leur poche les bonifications annoncées » : La FEUQ dénonce les dernières mesures budgétaires déposées par Québec.....	33
Dans les classes - Les syndicats obtiennent des avancées dans le cas des élèves en difficulté : « On devrait tenir compte de l'expertise de celles et de ceux qui font l'école au quotidien »	34
Choisir une école - Pour anglophones d'abord!: Our Kids de retour à Montréal.....	34
Les cégeps en pleine adaptation - « Montréal déborde! » : Des « exclusivités nationales » pour les régions	35
Les arts à l'école - Si on jouait?: « Une heure d'enseignement par semaine au primaire... c'est peu ».....	36
Et si on dansait?: Apprendre à danser? Suffirait d'avoir un peu de rythme et un peu d'audace pour oser, devant son miroir ou sur la piste, les premiers déhanchements. Mais pour devenir un vrai de vrai danseur? Un professionnel? C'est une autre histoire... ..	36
ENDETTEMENT : SONDAGE RBC – TD CANADA TRUST	37
MÉTRO : Étudiants lourdement endettés – Jeudi 18 août 2011.....	37
RBC : Un sondage RBC montre que les étudiants accumulent d'importantes dettes dès maintenant mais prévoient s'en occuper plus tard : Des outils en ligne permettant d'établir un budget peuvent aider les étudiants à économiser – Mercredi 17 août 2011	37
MÉTRO : Comment payer ses études – Mercredi 17 août 2011.....	37
24 HEURES : Étude ne rime pas toujours avec endettement – Lundi 15 août 2011.....	38
TD CANADA TRUST: Les étudiants québécois sont motivés à étudier ET à épargner – Mercredi 10 août 2011.....	38
DIVERS	39
THE GAZETTE : Opinion : To improve the education system, stop subsidizing private schools, by ROBERT GREEN, teaches social sciences at Westmount High School - Tuesday, November 15, 2011	39
LE DEVOIR : Idées : Économie néolibérale - De l'État et du marché, par Yvan Allaire et Mihaela Firsrotu, respectivement président du conseil de l'IGOPP (Institut sur la gouvernance des institutions privées et publiques) et professeur à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM – Mercredi 28 septembre 2011.....	40
LE NOUVELLISTE : Entre l'éducation et la répression – Samedi 24 septembre 2011	41
LA PRESSE : Forum : Une démission calamiteuse, par Marc Simard, professeur d'histoire au collège François-Xavier-Garneau, à Québec – Mercredi 24 août 2011.....	41
LA PRESSE : La rentrée des manuels scolaires numériques – Lundi 22 août 2011	42

MANIFESTATION ANTICAPITALISTE G20

LE DEVOIR : Plus de 1100 personnes ont été arrêtées à Toronto, en marge du sommet du G20, en juin 2010 - Tout ça pour ça ? : Les poursuites judiciaires entamées après la rencontre des chefs d'État ont tourné à la débâcle - Samedi 03 et dimanche 04 décembre 2011



Photo : Agence Reuters Mark Blinch
Les militants innocents ont dû respecter de sévères conditions de remise en liberté.

Brian Myles

Des arrestations lors du sommet du G20, il ne reste... presque plus rien. L'abandon récent des accusations contre 11 des 17 présumés «cerveaux» des manifestations monstres à Toronto démontre, une fois de plus, la futilité de la plus importante rafle policière dans l'histoire du Canada.

Plus de 1100 personnes ont été arrêtées à Toronto, en marge du sommet du G20, en juin 2010. Du lot, 330 ont été accusées, mais environ 200 d'entre elles ont bénéficié d'un arrêt des procédures.

Le caractère arbitraire et disproportionné de l'opération a trouvé de nouvelles confirmations cette semaine. Jason Wall a conclu une entente à l'amiable avec la police de Toronto pour mettre un terme à sa poursuite de 25 000 \$. Le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police avait déjà conclu que son arrestation était purement illégale.

Comme tant d'autres, le jeune homme marchait dans la rue Yonge, le 27 juin 2010, lorsque les policiers se sont rués sur lui pour l'arrêter parce qu'il portait un déguisement, en l'occurrence un foulard au cou. Durant le week-end du G20, les policiers avaient reçu l'ordre d'arrêter quiconque

portait un foulard, des lunettes protectrices ou un masque à gaz et de fouiller leurs sacs à dos. Dans les mois précédant la tenue du sommet, la police provinciale de l'Ontario (l'OPP) a aussi mené une opération d'infiltration des mouvements anarchistes et anticapitalistes. Deux agents ont partagé le quotidien des militants, et ils leur ont fourni de l'aide pour organiser les manifestations (hébergement, transport, logistique). Huit services policiers ont été impliqués dans cette opération de longue haleine.

Le 21 novembre dernier à Toronto, la Couronne a retiré les accusations de complot contre 11 des 17 militants infiltrés, qui ont été dépeints comme les principaux organisateurs des manifestations. Un membre de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC), Patrick Cadorette, faisait partie du lot.

Six autres accusés ont plaidé coupables à des accusations réduites d'avoir conseillé à d'autres personnes de commettre un méfait. Deux d'entre elles ont aussi plaidé coupables à l'accusation d'avoir conseillé à d'autres de nuire au travail des policiers. Les peines varient de 3 à 16 mois de prison.

Peu de résultats

En vertu d'une entente à l'amiable, la Couronne a reconnu que les six coupables n'avaient pas participé aux émeutes de juin 2010 à Toronto et qu'il n'y avait aucune preuve que leurs propos avaient pu contribuer aux actes de vandalisme et d'entrave au travail des policiers observés à Toronto.

Les dépenses combinées de sécurité pour les sommets du G8 (Huntsville) et du G20 (Toronto) s'élèvent à 509 millions de dollars. C'est près de 85 millions pour chacun des six «cerveaux» du chaos qui ont plaidé coupables aux accusations réduites, ironisait le National Post.

Tout ça pour ça? Selon Francis Dupuis-Déri, professeur en sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal et collaborateur de la CLAC, les arrestations étaient «sans fondement juridique et donc totalement arbitraires». Et elles n'ont pas été sans conséquences pour les mili-

tants qui ont été innocentés. Ils ont dû respecter de sévères conditions de remise en liberté: interdiction de participer à une manifestation, de communiquer entre eux, assignation à résidence, etc. Francis Dupuis-Déri voit dans la judiciarisation une tentative des autorités de «ruiner les réseaux de militants» et de les brimer de leur droit fondamental à la dissidence. «La police a le don d'exagérer la menace, dit-il. Évidemment, exagérer la menace permet de mobiliser des ressources et de justifier la répression.»

L'avocate Nicole Filion, coordonnatrice de la Ligue des droits et libertés, n'est pas du tout surprise par la débâcle des poursuites judiciaires entamées après le sommet du G20. «Ça confirme ce qu'on dit depuis le début: c'étaient des arrestations abusives pour tenir les gens loin du sommet et les empêcher de manifester et les faire taire», dit-elle.

En mars dernier, alors que les conservateurs étaient toujours minoritaires, le Comité permanent de la sécurité publique se disait préoccupé par l'explosion des coûts de sécurité et les arrestations de masse lors des sommets du G8 et du G20. Dans son rapport, le Comité réclamait des excuses et la tenue d'une enquête publique sur «la plus grande arrestation de masse en temps de paix dans l'histoire du Canada». Le juge à la retraite John Morden a reçu le mandat, il y a plus d'un an, de passer en revue le travail des policiers de Toronto. Il n'a toujours pas achevé son rapport.

Nicole Filion réitère la nécessité de tenir une enquête publique afin de déterminer «qui a ordonné quoi» dans la hiérarchie policière. L'Association canadienne des libertés civiles est du même avis.

Au-delà des coûts, l'agacement des défenseurs des libertés civiles sur la légalité même des arrestations est toujours aussi palpable. «Les policiers visaient le discours de ces gens. Ils n'ont pas été arrêtés pour ce qu'ils ont fait, mais pour ce qu'ils ont dit», constate Mme Filion.

LE DEVOIR : Marcher contre le G20 - Vendredi 04 novembre 2011

Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir



Le Devoir

Une centaine de personnes ont manifesté hier soir à Montréal pour contester la tenue du sommet du G20 à Cannes, en France. À l'invitation de la Convergence des luttes anticapitalistes, ils ont dénoncé les décisions des gouvernements qui selon eux défavorisent les citoyens tout en laissant trop de pouvoir aux banques et aux spéculateurs responsables de la crise financière de 2008.

La marche, qui a commencé au carré Phillips, était surveillée de près par les policiers. Les représentants des 20 puissances économiques mondiales se rencontraient hier et encore aujourd'hui. La question de la crise de l'euro est tout au haut de l'ordre du jour.

LA PRESSE : Manifestation anticapitaliste à Montréal – Vendredi 04 novembre 2011



Photo: Marco Campanozzi, La Presse

Les protestataires dénonçaient les plans d'austérité promus par les pays développés en réponse à la crise de la dette, ainsi que les politiques du gouvernement Harper au Canada et dans le monde.

Vincent Larouche, La Presse

Entre 200 et 300 manifestants anticapitalistes ont défilé dans les rues du centre-ville de Montréal jeudi soir pour dénoncer le sommet du G20, qui se tient aujourd'hui et demain à Cannes, en France.

Les protestataires dénonçaient les plans d'austérité promus par les pays développés en réponse à la crise de la dette, ainsi que les politiques du gouvernement Harper au Canada et dans le monde.

« Pendant qu'ils coupent dans les programmes sociaux et l'éducation, ils financent plus de prison et de policiers. Parce que le capitalisme ne peut pas fonctionner sans ces policiers », a crié le militant Jaggi Singh, au sujet du gouvernement conservateur.

Partis du Carré Phillips, les manifestants se sont rendus au Square Victoria, devant le village de tentes du mouvement Occupons Montréal, qui partage plusieurs de leurs revendications au sujet du système économique.

Plusieurs participants à la marche se sont désolés que les « indignés » d'Occupons Montréal aient été peu nombreux à se joindre à la marche. « Avec nous, dans la rue », leur ont-il crié.

MÉTRO : Montréal : Manifestation : Message aux dirigeants du G20 – Vendredi 04 novembre 2011

Montréal. Manifestation



► La CLAC a critiqué hier le gouvernement canadien ainsi que les coupures budgétaires imposées par Stephen Harper dans le secteur public.

YVES PROVENCHER/MÉTRO

Message aux dirigeants du G20

La Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC) a manifesté hier à Montréal afin de dénoncer les pratiques financières des dirigeants réunis actuellement au sommet du G20. Les 200 protestataires ont également tenté d'intégrer les Indignés du Square Victoria à leur manifestation contre l'impérialisme. ● MÉTRO

THE GAZETTE : Anti-capitalists hold small protest – Friday, November 4, 2011

A demonstration which at its height numbered about 120 protesters took to the streets of downtown Montreal Thursday night, chanting against capitalism in general and the G20 summit in Cannes in particular.

Marching under a police escort, the protest left Phillips Square to rendezvous with protesters of the Occupy Montreal movement camped out in Victoria Square before heading back to Ste.

Catherine St., listening to speeches delivered at stops along the route.

The marchers burned an effigy of Prime Minister Stephen Harper before dispersing.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Une manifestation calme contre le G20 au centre-ville de Montréal – Mise à jour le jeudi 3 novembre 2011 à 23 h 15 HAE



Des militants de la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC) au square Phillips, Montréal. Alors que les dirigeants des pays membres du G20 sont réunis à Cannes pour un [sommet sur l'état de l'économie mondiale](#), quelque 200 militants de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) ont manifesté au centre-ville de Montréal, jeudi soir.

Le temps froid aidant, le rassemblement s'est déroulé dans le calme, et n'a entraîné aucun

meurtre ou intervention majeure des forces policières.

Les manifestants s'étaient donné rendez-vous au square Phillips, qui longe la rue Sainte-Catherine Ouest, près de l'avenue McGill College.

Après un passage au square Victoria, où ils n'ont pas réussi à convaincre des « indignés » de Montréal de se joindre à leur mouvement, ils ont poursuivi leur route jusqu'au siège de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, où certains ont pris la parole.

La marche s'est terminée à l'esplanade de la Place des Arts, où des manifestants ont brûlé une marionnette à l'effigie du premier ministre du Canada, Stephen Harper.



Mathieu Francoeur, porte-parole de la CLAC

Le porte-parole de la CLAC, Mathieu Francoeur, s'est dit déçu de n'avoir pu rallier des « indignés » à ce rassemblement. « On aimerait ça que ça soit autre chose qu'un campement. Le symbole est intéressant, le symbole est fort, mais c'est sûr qu'on aimerait que les gens se joignent de plus en plus à toutes sortes de mouvements qui existent déjà et qui font du travail quotidiennement, et du travail très intéressant », a-t-il déclaré.

Les organisateurs de la manifestation voulaient notamment dénoncer les coupes des gouvernements occidentaux dans les programmes sociaux et les politiques sociales au cours des derniers mois.
M. Francoeur a précisé que le gouvernement Harper était lui aussi ciblé par les récriminations du mouvement, au même rang que les autres gouvernements du G20.



© Éric Plouffe
Les manifestants ont brûlé une marionnette à l'effigie du premier ministre Stephen Harper.

OCDE : REGARDS SUR L'ÉDUCATION 2011

THE TIMES HIGHER EDUCATION.CO.UK : The American way: so much spent on so few graduates – Thursday, September 15, 2011



Credit: Reuters

Pay as you go: low US university completion rates may be attributable to high tuition fees and a dearth of affordable student loans

By Simon Baker

OECD data offer 'arms race' warning to a UK sector emulating the US model. Simon Baker reports

British universities have been urged not to engage in the same kind of "arms race" that has caused massive increases in the cost of higher education in the US without improving the country's graduation rate.

The warning follows the publication of statistics by the Organisation for Economic Cooperation and Development, which suggest that higher tuition fees in the US may be pricing out sections of the population.

Despite the US system being by far the most expensive per student, the figures published this week show that it has been overtaken by more than a dozen countries over the past 15 years in terms of the percentage of the population completing degrees.

Although a lack of student support is thought to be one factor in the decline, some have pointed

to the increasing sums of money being spent - especially at elite universities - on extras such as sports facilities and merit-based scholarships that bolster institutions' prestige but do not widen participation.

The trend may spell a warning to universities in England as they embark on a new system of increased competition for students, especially for applicants with A-level grades of AAB and above. It has already been suggested that some institutions may try to "buy" such students through scholarships regardless of financial need.

According to the OECD's *Education at a Glance report*, spending per higher education student in the US, excluding research, was \$26,908 in 2008, significantly ahead of its nearest rivals, including the UK, which spent \$8,399.

However, graduation rates in the US lagged behind most other industrialised nations at 37 per cent.

Arms race trajectory

Andreas Schleicher, head of the Indicators and Analysis Division at the OECD's Directorate for Education, said the US trend could be jointly attributed to "quite exorbitant" fees and the restricted supply of applicants due to poor school performance and difficulties in accessing affordable loans.

He said that although the UK should be able to guard against the final problem through its "well-developed" system of government-backed loans, the US trend was noteworthy "because that is a trajectory that the UK seems to be following in some respects closely".

Roger Brown, professor of higher education policy at Liverpool Hope University, said the US figures provided evidence that the decline in

public investment in state universities and rising private fees were having a detrimental effect.

"The basic issue that the OECD figures demonstrate is that if you have too much market competition you get reduced value for money," he said.

Bahram Bekhradnia, director of the Higher Education Policy Institute, said the US had been putting more money into its higher education system for some time. If numbers were stagnant, this must mean more funding per student.

"More expenditure on higher education is good, but we must be careful not to create the sort of arms race here as in the US, where they are spending increasing amounts per student, sometimes on items of doubtful benefit, to gain competitive advantage," he said.

Meanwhile, Libby Hackett, director of the University Alliance group, said the UK sector would face future problems owing to the limits the government was placing on participation in order to keep a lid on student-support costs.

"At some point we are going to have to come back to this quandary," she said.

UK spending falls, China rises

Elsewhere, the OECD report reveals that investment in higher education in the UK as a share of national wealth fell from 1.3 per cent to 1.2 per cent, below the OECD average of 1.5 per cent.

This was due to a 0.1 percentage-point decline in public expenditure from 2007 to 2008.

The report also provides evidence of China's increasing importance to global higher education.

Mr Schleicher presented figures showing that the country took a 36.6 per cent share of new entrants to global tertiary education in 2009, well ahead of the US, its nearest rival (12.9 per cent).

NZHERALD.CO.NZ : NZ tuition fees among world highest – Thursday, m September 15, 2011, 06 :15 PM

Tuition fees at New Zealand universities are among the highest in the world, according to a new report.

The Organisation for Economic Co-operation and Development's (OECD) latest edition of *Education at a Glance* looks at education across 42 locations.

The report analysed education at all levels in 34 OECD member countries as well as Argentina, Brazil, China, India, Indonesia, Saudi Arabia, the Russian Federation and South Africa in 2008 and 2009.

New Zealand had the seventh-most expensive tuition fees for universities, with entrants paying more than \$3600 a year.

United States universities top the list, charging more than \$7300 every year and Korea, United Kingdom and Japan fill out the top four.

Tertiary Education Union president Dr Sandra Grey said the Kiwi rates indicate the tug between

the state versus students paying for education fees.

"This is the trade-off between how much we feel students should contribute to their own education and how much we're prepared as taxpayers and as a Government to put into those institutions."

The report also showed Kiwis are flocking to some form of further training. New Zealand had the fourth highest entry levels into university or vocationally-orientated tertiary education.

"We've had a big push in New Zealand for what is loosely called a mass tertiary market model which is the right of open entry so people do, if they want, have the opportunity to study," said Dr Grey.

Women are dominating the tertiary system, and make up the majority of students and graduates in the OECD. The report showed women tend to populate the education, health, welfare, humani-

ties and arts fields, while men were the majority in engineering, manufacturing and construction fields.

The number of international students coming here to study at university rose 2 per cent, but Australia, Canada, France, Germany, US and the UK continue to attract more than half the world's students.

Top 10 Most Expensive Tuition Fees

1. United States
2. Korea
3. UK
4. Japan
5. Australia
6. Canada
7. New Zealand
8. Netherlands
9. Portugal
10. Italy

THE SANTIAGO TIMES : Within OECD, Chile's education system most segregated by class : Report reveals higher levels of socio-economic divide and lower public funding in Chile - Wednesday, 14 September 2011 18:39



Photo by The Santiago Times.

Written by Mariana Penaforte

An annual study released this month by the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) revealed that Chile has the most segregated education system by socio-economic indicators of all OECD members. The study indicates that the degree of socio-economic integration within Chilean schools is less than 50 percent. OECD member countries have, on average, 74.8 percent, and figures peaked at over 89 percent in Finland and Norway. The report also showed that in 2009, Chile spent US\$2,707 for each student in primary school and US\$2,564 for each student in high school. These are lower figures than average spending per student in the OECD, according to the report, which are US\$7,153 for each primary student and US\$8,972 for those in high school.

However, the money invested in students relative to Chile's Gross Domestic Product (GDP) is 4.2 percent, while the OECD average is 3.8 percent.

The OECD report also brought to light the financial burden of university education on Chilean families, since the country ranks as the most dependent on private funding for higher education. More than 85 percent of funding for higher education comes from private sources and the highest share of this percentage comes from families, who cover 79.3 percent of the total cost.

[Read the full OECD "Education at a Glance" report here.](#)

THE AUSTRALIAN-HIGHER EDUCATION : OECD: US losing edge in higher ed worldwide - Thursday, September 14, 2011 5:07PM



The US is sliding badly on the great brain race, according to the OECD Source: AFP

CHRISTINE ARMARIO, From: AP

The US is losing its advantage in the global talent pool as the number of adults gaining college degrees in countries such as China and South Korea increases rapidly, according to a new study by the Organisation for Economic Cooperation and Development.

One in four adults with a higher education degree is in the US, but industrialised and emerging economies are catching up. China has 12 percent of all college graduates, but among young adults, its share is much higher. Of those ages 25 to 34, 18.3 percent of college graduates are in China compared to 20.5 percent in the US, the study found.

"Participation hasn't increased at the speed it has at other countries," said Andreas Schleicher, head of indicators and analysis at the OECD education directorate. "When you look at the young population, the picture looks quite different already."

The report, [Education at a Glance](#), examined data from the 34 emerging and developed na-

tions that make up the OECD. It comes nearly a year after results from the Program for International Student Assessment were released, showing US students trailing behind countries such as South Korea, Finland, and Hong Kong and Shanghai in China. Out of 34 countries, the US ranked 14th in reading, 17th in science and 25th in maths.

The results of that test brought about renewed calls for education reform in the United States.

US Education Secretary Arne Duncan said it was a "wake-up call" for the country, which has reviewed the practices of top-performing nations at a conference last spring. The new findings are likely to be seen as another piece of evidence indicating US students are falling behind other countries.

"It shows the U.S. is asleep at the switch and not really paying attention to what is happening around the rest of the world," said Gary Phillips, vice president and chief scientist at the American Institutes for Research.

President Barack Obama has called on the United States to take steps to lead the world in the proportion of college graduates by 2020.

The new report notes the US still ranks among the top five in terms of the percent of the adult population with a higher education degree. However, it ranks 15th among 34 OECD countries in college attainment among 25 to 34-year-olds. The rate of graduation from a two-year college, or higher, has increased from 42 to 49 percent between 2000 and 2009.

"But here too the pace of the expansion has been more rapid in many other countries," the report states, noting the graduation rate has increased from 37 percent to 47 percent on average across the 34 emerging and developed OECD countries.

In the US, college graduates can expect to earn 79 per cent more than someone with a high

school degree - higher than in most countries examined. Likewise, those who have the least education face higher prospects of unemployment, particularly in tough economic times.

"The recession has amplified the impact of education on outcomes," Schleicher said.

While the benefits of education are evident, the path to getting there is expensive. The US had the highest tuition fees among OECD countries, with students expected to spend \$70,000 in direct costs and \$39,000 in lost earning while studying - an overall investment of more than \$100,000, compared to an average of \$50,000 across OECD countries.

Meanwhile, the percentage of public spending on higher education in the U.S. that goes toward subsidies such as scholarships, grants and loans is about the same as the other countries examined, even while the tuition costs are considerably higher.

The report also notes that many U.S. students are academically unprepared for the challenges of higher education, with 42 percent of 15-year-olds scoring less than a proficiency level three in the PISA reading exam, compared to 17.3 percent of students in Shanghai.

"We are not giving a good college preparatory program to most of our students," said Tony Wagner, co-director of the Change Leadership Group at the Harvard Graduate School of Education. He also noted the high number of students in the US who start but never finish a college degree.

He said three key elements to boosting the number of college graduates is to better prepare students for college or a career, make a higher education degree affordable and have colleges pay closer attention to their attrition rates.

HAARETZ.COM (ISRAEL) : OECD: Israel invests less per schoolchild than any other developed country : Organization for Economic Development and Cooperation gives Israel a poor grade on investment in education; new high school teachers in Israel earn about half as much as teachers in other OECD countries - Wednesday, September 14, 2011, 03 :14

By Talila Neshet

Israel invests less per schoolchild than any other developed country and new high school teachers here earn only about half as much as their counterparts in OECD countries.

These are a few of the findings released yesterday in the Organization for Economic Development and Cooperation's annual report, "Education at a Glance," which surveys state in-

vestment in education in developed countries between 2008-2009.

According to the report, the average annual investment per schoolchild in Israel - from pre-school through high school - is \$5521, compared to an average of \$7069 in OECD countries.

Yet the report also shows that the total national expenditure in educational institutions, from the elementary school level through high school, is higher in Israel than in other countries. In Israel,

educational expenditures constitute 4.2% of the national budget, compared to an average of 3.8% in OECD countries. Officials at Israel's Central Bureau of Statistics account for these findings by noting that Israel has a higher percentage of young people than the other countries, meaning that there is a relatively high number of schoolchildren, and a relatively low number of working citizens who can help fund education.





Photo by: Emil Salman

A mother hugging her child on the first day of school in a Beit Shemesh classroom earlier this month.

Officials at Israel's Education Ministry note that birth rates in Israel are higher than those in European countries.

The new report also shows that in OECD countries secondary school teachers earn more than elementary school teachers, in contrast to Israel,

where high school teachers earn 14% less than elementary school teachers.

The starting salary of an elementary school teacher in Israel is \$18,935 a year, or 36% less than that of their European counterparts who earn \$29,767. The gap decreases for experienced elementary school teachers, with Israeli ones earning an annual salary of \$42,425 - 11% less than teachers in OECD countries.

But the gap is much greater for high school teachers, with OECD ones taking home a starting salary of \$33,044 - nearly double that of Israeli high school teachers who earn just \$16,715 a year. For veteran high school teachers the gap narrows slightly to 29%, with a high school teacher with maximum seniority in Israel earning \$37,874 a year, compared to a \$53,651 for veteran high school teachers in OECD countries.

Israeli teachers also spend less time in the classroom than their OECD counterparts - 600 hours a year, compared to an average of 701 hours. By contrast, teachers in Argentina, Mexi-

co, Chile and the United States spend an average of 1,000 hours a year in the classroom. A high school teacher in Israel spends an average of less than 3 hours in class each school day.

It is worth noting that the report relates to 2008-2009, when the "New Horizon" reform was just beginning to be implemented in Israeli elementary schools, and prior to the forging of a new agreement with secondary school teachers, which is being implemented only this year, and which promises to gradually raise teacher salaries by 50%. Under these two reforms, the average number of hours spent by teachers in elementary and secondary school classrooms will rise significantly.

The report notes that classroom size in Israel is also large. Elementary schools in Israel have an average of 27.4 pupils per class, compared to the OECD average of 21.4 pupils.

LEPROGRES.FR : Education : bonnet d'âne de l'OCDE à l'école républicaine française - Publié le mercredi 14 septembre 2011 à 00:00



Photo Yves Salvat

Le SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire, estime que le rapport de l'OCDE « livre un miroir cruel des spécificités » du système éducatif français, et juge « indispensable un plan de rattrapage » pour l'école

Publié hier, le [rapport sur l'éducation](#) de l'OCDE indique que la France est à l'avant dernier rang concernant l'égalité des chances à l'école. Et le salaire des enseignants français n'augmente pas

« Indiscutablement nous sommes loin de cette école républicaine dont nous nous réclavons beaucoup en France » a déclaré hier Bernard Hugonier, directeur pour l'éducation à l'OCDE. L'organisation internationale publie régulièrement études et des avis destinés à aider les gouvernements à répondre aux défis économiques et sociaux. Elle a publié hier le rapport « Regards sur l'éducation » comparant les performances des systèmes éducatifs de 35 pays. Su le thème de l'égalité des chances, cher à nos politiques en campagne, la France évite tout juste le bonnet d'âne, porté par la Nouvelle-Zélande. Car si la performance des élèves en compréhension de l'écrit varie fortement selon leur milieu socio-économique, cet impact encore

supérieur dans nos classes. Il est de l'ordre de 30 % de plus que la moyenne de l'OCDE, précise l'étude. D'autres pays comme la Canada, la Corée ou la Finlande parviennent à réduire cette influence du milieu Or ces pays se trouvent aussi en tête pour les performances globales, ce qui souligne qu'il est possible d'obtenir de bons résultats tout en favorisant l'équité.

Conséquence directe de l'impact du milieu, dans de nombreux pays de l'OCDE, les élèves qui ont des parents ou des grands parents d'origine étrangère sont nettement plus susceptibles de compter parmi les élèves peu performants. Ils sont devancés de 44 points (en France, de 60 points), en moyenne, par les élèves autochtones. « Cela soulève « la question de l'équité pour les jeunes issus de l'immigration », a dit M. Hugonier

D'autres études indiquent que les destins scolaires se forment très tôt, dès la maternelle. Or, c'est à l'école primaire que la France investit le moins. La dépense avoisine 6 000 euros contre plus de 7 000 en moyenne. Au collège, comme au lycée ces dépenses sont aussi en deçà à la moyenne, inférieures à celles des USA, de l'Italie, de l'Espagne et même le Royaume-Uni, dont le système éducatif fait souvent l'objet de critiques.

Plus largement, entre 2000 et 2008, les dépenses par élève ont augmenté de 5 % chez nous contre une moyenne de 34 % au sein de l'OCDE « La France connaît depuis 1995, de sérieux signes de ralentissement » dans les taux de scolarisation des 15-19 ans, les dépenses d'éducation dans le primaire et le secondaire, tandis que « le poids des inégalités sociales est

toujours aussi fort », relève l'OCDE. Entre 1995 et 2009 ; « le taux de scolarisation des 15-19 ans est passé de 89 % à 84 % », alors que ce taux a progressé dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE, passant en moyenne de 74 % à 83 %.

L'ascenseur social a du mal à fonctionner et les hussards de la République ne sont plus si bien traités. On peut corréliser les deux données, si on en croit l'OCDE qui note que les pays qui ont amélioré leur système ont aussi choisi d'investir dans le recrutement de leurs enseignants. La France fait le chemin inverse. « Le salaire des enseignants a augmenté, en valeur réelle, dans la plupart des pays dont les données sont disponibles entre 1995 et 2009. La France et la Suisse font figure d'exception : le salaire des enseignants y a diminué en valeur réelle durant cette période » indique l'OCDE. Entre 2000 et 2009 c'est en Australie, en Corée, en France, au Japon et en Suisse « que le salaire des enseignants en pourcentage du PIB par habitant a le plus diminué. Il est toutefois resté nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE dans tous ces pays, sauf en Australie et en France. Le salaire d'un professeur de 15 ans d'ancienneté (hors primes et heures supplémentaires) est de 24 422 euros dans le primaire contre 28 507 en moyenne dans l'OCDE. Il est d'un peu plus de 26 000 euros en collège et lycée contre plus de 30 000 euros en moyenne ailleurs. Les primes, qui constituent souvent 10 % de la fiche de paie, ne réduisent pas cet écart.

Muriel Florin

LE DEVOIR : En éducation, le statut socioéconomique ne détermine pas tout – Mercredi 14 septembre 2011

Lisa-Marie Gervais

Qui vit dans la pauvreté aura moins de chance de réussir à l'école, prouve la littérature scientifique. Or, la faiblesse de cette corrélation pour le Canada, où la performance en lecture des élèves peut être élevée dans un milieu défavorisé et faible dans une famille riche, semble vouloir faire mentir ce constat.

Selon les données de [Regards sur l'éducation 2011 de l'OCDE](#), qui sont parues hier dans leur forme plus détaillée par province sur le site de Statistique Canada, la relation qui existe entre les statuts socioéconomiques et le rendement en lecture est peu marquée (8,6 %) comparativement à la moyenne des pays de l'OCDE (14 %). C'est au Nouveau-Brunswick que la corrélation

est la plus forte (9,5 %) tandis que le Québec est dans la moyenne.

La Finlande et la Corée sont les deux autres pays de l'OCDE qui, tout comme le Canada, ne démontrent qu'un faible lien entre le niveau socioéconomique et la réussite. « Leur exemple montre qu'il est possible d'afficher le plus haut niveau de performance tout en offrant une répartition équitable des possibilités d'apprentissage », laisse entendre le rapport de l'OCDE.

Pour Andrew Parkin, directeur général du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, cela signifie qu'il y a de l'espoir. « Ça veut dire qu'on réussit à compenser l'effet négatif qu'a un revenu familial plus faible sur la réussite », a-t-il soutenu. « Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problèmes chez les élèves moins avantagés,

mais si on met le Canada en comparaison avec d'autres pays comme c'est fait dans le rapport, on voit que nos systèmes scolaires performant assez bien. »

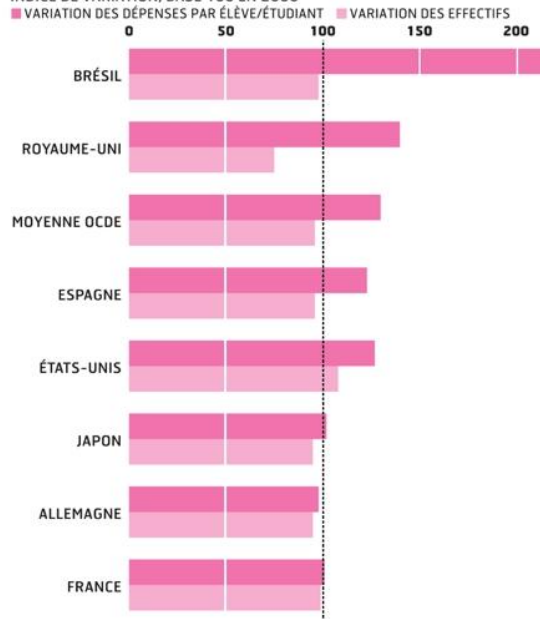
Très grande scolarité

M. Parkin souligne d'ailleurs la très grande scolarité du Canada, « qu'on a trop tendance à oublier », croit-il. « Ça fait tellement longtemps que le Canada est parmi les pays qui ont les plus hauts taux de diplomation qu'on ne le remarque plus. Mais il faut pourtant souligner ça », a-t-il insisté. En 2009, 88 % des Canadiens âgés de 25 à 64 ans possédaient un diplôme égal ou supérieur au diplôme d'études secondaires (DES), ce qui classe le pays au 5e rang parmi ceux de l'OCDE ex aequo avec la Pologne, derrière la République tchèque et la Slovaquie (91 %) et



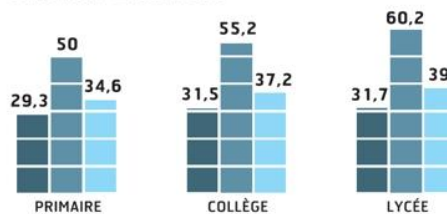
VARIATION DES EFFECTIFS D'ÉLÈVES ET DES DÉPENSES D'ENSEIGNEMENT ENTRE 2000 ET 2008

INDICE DE VARIATION, BASE 100 EN 2000



SALAIRE ANNUEL DES ENSEIGNANTS HORS PRIMES ET ANCIENNETÉ

APRÈS TROIS ANS D'EXERCICE. EN 2009. EN MILLIERS D'EUROS (PPA)
■ FRANCE ■ ALLEMAGNE ■ MOYENNE OCDE



ne dépassent pas les 10% de chômage chez les moins de 25 ans.

L'emploi éclipsé par la crise

En temps normal lorsque l'emploi est en berne, les gouvernements ont recours aux techniques d'incitations fiscales (aides ou crédit d'impôt) et aux politiques monétaires souples pour créer des emplois.

Mais la croissance économique de l'UE au deuxième trimestre n'a été que de 0,2% par rapport à 2010. L'Europe n'a pas une grande marge de manœuvre et par conséquent le chômage explose. Sur ce point, un constat s'impose : les crises augmentent le chômage mais lorsque la conjoncture s'améliore la reprise ne le résorbe pas totalement. Les entreprises restructurées, évitent de recruter à l'identique même si l'économie se porte mieux.

Le diplôme, protection contre le chômage?

Face à la dure réalité des chiffres, plusieurs études sont effectuées afin de trouver des pistes pour enrayer le problème. Par exemple, l'OCDE dans son rapport "Regards sur l'éducation", constate que les diplômés de l'enseignement supérieur sont beaucoup moins nombreux à avoir perdu leur emploi pendant la

l'Estonie et les États-Unis (89 %). Le Québec se situe en deçà de la moyenne canadienne, avec 84 % des personnes de 25 à 64 possédant un DES.

M. Parkin fait toutefois remarquer que le Canada a fort à faire encore pour que davantage d'étu-

RTBF.INFO.BE : Crise de l'emploi : au chômage en Europe - Mis à jour septembre 2011 à 14h56

La dette souveraine est au cœur des préoccupations de l'Union Européenne. Mais une crise plus silencieuse touche également l'Europe: la pénurie d'emplois qui touche en premier lieu les jeunes. En juin, l'UE comptait plus de 5 millions de chômeurs de moins de 25 ans et les mois qui arrivent ne s'annoncent pas meilleurs. Chaque pays de l'UE s'affaire à réduire les dépenses et mettre en œuvre des plans d'austérité.

Ces opérations de sauvetage financier se font au détriment d'autres actions qui viseraient à stimuler la croissance et à créer des emplois.

Dans ce contexte, c'est sans surprise que les taux de chômage grimpent partout en Europe. La génération des 15-24 ans en ligne de mire, se retrouve déconnectée du marché du travail.

La Belgique en dessous de la moyenne européenne

En juin 2011, 18,3% des Belges actifs de moins de 25 ans étaient sans emploi, ce qui représente 13% du chômage du pays (Eurostat, "enquête sur les forces de travail"). Ce résultat, en baisse, est encourageant. L'an passé à la même époque, le chômage touchait 22,6% des jeunes actifs.

A titre de comparaison avec d'autres États européens, l'Espagne, la Grèce et l'Irlande ont les taux de chômage les plus élevés. C'est également dans ces pays que les politiques de rigueur sont les plus fortes.



En Belgique aussi les jeunes se mobilisent. Ils sont les cibles les plus fragiles du chômage.

En Grèce, 36% des 18-24 ans sont sans emploi, en Espagne, ils sont 44%. Ce chiffre alarmant fut l'un des motifs d'indignation qui a poussé les jeunes espagnols à descendre dans la rue, rejoints par leurs aînés.

La moyenne européenne du chômage des jeunes actifs est de 20,5% en juin 2011. La Belgique se situe donc en-dessous avec 18,3%, juste devant la France (20,9%). Mais elle ne doit pas pour autant se réjouir, ce chiffre reste préoccupant. Les belges sont encore loin des résultats de l'Allemagne et des Pays-Bas, seuls pays qui

dians au 2e cycle universitaire soient diplômés. «On se fait dépasser par les autres et dans la recherche, on ne mène pas. On peut faire mieux», a-t-il noté.

un jeune sur cinq est le mercredi 14

crise économique que ceux qui ont quitté l'école sans diplôme.

En Belgique, les disparités régionales traduisent bien cette corrélation entre chômage et diplôme : 32,3% des jeunes chômeurs sont en région flamande, 53,8 % en région wallonne et 13,9% viennent de la région Bruxelles-capitale. Le taux d'emploi des jeunes plus élevé au Nord qu'au Sud du pays s'explique en partie, par le niveau de diplôme plus élevé. Les jeunes Wallons représentent plus de la moitié des jeunes chômeurs même si ce chiffre diminue grâce à l'allongement des études.

Si le diplôme améliore la probabilité de conserver son emploi en temps de crise, en revanche, il n'assure pas de trouver un travail. D'autres facteurs entrent en jeu comme l'activité économique et la création d'emplois.

Miser sur la jeune généra-

tion

Il n'y a pas de remède miracle pour corriger le chômage des jeunes. En Belgique, le gouvernement tient à renforcer les dispositifs de formation et insiste sur le suivi des demandeurs d'emploi. Cet accompagnement dès la fin des études permettrait ainsi d'éviter aux jeunes actifs de s'enliser dans le chômage.

La Belgique tente de ne pas relâcher les efforts mis dans l'éducation même si elle doit composer avec un budget serré. "Les plus diplômés recourent généralement moins au système d'indemnisation du chômage ou à l'aide sociale et paient plus d'impôts lorsqu'ils entrent dans la vie active", fait valoir l'OCDE.

L'investissement est payant si les efforts sont soutenus sur le long terme. Actuellement les gouvernements européens tentent de parer au plus urgent et l'éducation ne se trouve pas sur la liste des priorités. Une chose est sûre, si rien n'est fait en termes de politique d'emploi, la génération future risque de devenir la génération perdue.

C.C.

LESÉCHOS.FR : Education : le tableau alarmant de l'OCDE - Mercredi 14 septembre 2011, 07h00

L'OCDE a publié hier son rapport annuel « Regards sur l'éducation », qui pointe pour la France de « sérieux signes de ralentissement », notamment en matière de taux de scolarisation, de salaires des enseignants et de correction du poids des inégalités sociales dans la réussite des élèves.

Ecrit par Isabelle FICEK

Le constat est sévère pour la France. Et l'est plus encore lorsqu'on la compare aux autres pays développés. Le rapport annuel de l'Organisation de coopération et de développement écono-

miques (OCDE) sur l'éducation, publié hier, va sans aucun doute alimenter le débat sur l'école. « Si l'on regarde sur une longue période, on peut être satisfait de l'évolution. En revanche, on observe depuis 1995 de sérieux signes de ralentissement », pointe Bernard Hugonnier, directeur adjoint de l'éducation à l'OCDE. Revue de détails des points de faiblesse relevés par l'Organisation.

Des taux de scolarisation en berne

Si, sur les trente dernières années, la France a rattrapé son retard pour le niveau d'éducation de

la population, le nombre de jeunes qui sortent du système sans aucune qualification « reste constant depuis des années, à 140.000 par an », relève Bernard Hugonnier. Et si le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur a augmenté de manière significative sur trente ans, à 43 % en France (contre 37 % pour la moyenne de l'OCDE), il est loin de l'objectif de Lisbonne de 50 % d'une génération diplômée. « Signal alarmant », le taux de scolarisation des individus de 15 à 19 ans - qui donne la mesure des effectifs du secondaire -, a diminué de 1995 à 2009,

passant de 89 % à 84 %. Quand, dans le même temps, il a augmenté de 9,3 points en moyenne dans l'OCDE. Quant au taux de scolarisation des 20-29 ans - soit l'enseignement supérieur -, il stagne en France entre 1995 et 2009, à 19 %, alors qu'il a crû sur la période de 8,2 points dans les pays développés, à 26 %.

Un ralentissement des dépenses d'enseignement

Constat connu, la France présente un déséquilibre dans la répartition de ses dépenses d'enseignement, qui sont 12 % plus élevées que la moyenne de l'OCDE pour le second degré et 14 % inférieures pour le primaire. Dans l'OCDE, entre 2000 et 2008, les dépenses d'éducation par élève ont augmenté d'au moins 15 % dans 23 des 30 pays aux données disponibles, quand elles ont crû en France de 5 %. Bon point, celles consacrées à l'enseignement supérieur ont grimpé sur cette période de 17 % dans l'Hexagone - contre 14 % en moyenne pour les pays de l'OCDE. Mais les dépenses d'enseignement ont augmenté moins vite que le PIB en France et la part de l'éducation dans les budgets publics s'est réduite, passant de 11,5 % en 1995 à 10,6 % en 2008.

Baisse des salaires statutaires des enseignants

C'est un sujet explosif, qui plus est à l'orée d'une campagne présidentielle au cours de laquelle la question des suppressions de postes, mais aussi de la formation, de la rémunération et du service des enseignants fera débat. En France, le salaire

statutaire (hors prime et heures supplémentaires) des enseignants du primaire et du secondaire est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE, aussi bien pour les débutants que pour ceux qui ont dix ou quinze ans d'expérience. Le rattrapage se fait au bout de trente ans de carrière. Mais alors que, depuis 1995, le salaire statutaire des deux tiers des pays a augmenté en valeur réelle, « il a diminué en France, alors même qu'il est déjà inférieur à la moyenne », souligne Eric Charbonnier, expert à la direction de l'éducation de l'OCDE. « On peut s'interroger sur l'attractivité du métier. » D'autant que le nombre de places aux concours a baissé ces dernières années et que certaines disciplines peinent à recruter. Or, rappelle Eric Charbonnier, les pays qui ont enregistré des progrès dans leurs résultats ont mis en place des politiques d'amélioration de leur enseignement et de leurs enseignants, via, entre autres, une augmentation des salaires statutaires, un fort investissement dans la formation, comme au Portugal, ou dans le primaire outre-Rhin.

Fort poids des inégalités sociales dans les résultats

Le rapport pointe à nouveau en France une école qui ne corrige pas les inégalités sociales, la performance des élèves en compréhension de l'écrit variant fortement selon leur milieu d'origine. Un écart qui est en France 30 % supérieur au moins à la moyenne de l'OCDE. Et qui s'observe aussi chez les élèves issus de l'immigration, devancés pour la compréhension de l'écrit

par les autres élèves de 44 points dans l'OCDE, mais de 60 points dans l'Hexagone. « Nous sommes très loin de cette école républicaine que nous clamons beaucoup en France en ce moment. Sur les 34 pays de l'OCDE, la France est l'un des deux pays où le milieu familial pèse le plus », remarque Bernard Hugonnier.

Le diplôme, meilleur rempart contre la crise

« Malgré ces signaux alarmants, obtenir le niveau bac en France reste essentiel, notamment en temps de crise », insiste Bernard Hugonnier. Les jeunes n'ayant pas ce niveau de diplôme sont plus touchés par le chômage que leurs homologues dans la moyenne des pays de l'OCDE. Et ce même si le bénéfice financier à détenir un tel diplôme est moins important en France que dans le reste de l'OCDE, l'écart de salaire entre non-diplômés et titulaires de ce niveau étant de 23 % dans l'OCDE et de 15 % en France. En revanche, le retour sur investissement d'un diplôme de l'enseignement supérieur est meilleur que pour le secondaire, tant pour le diplômé que pour les pouvoirs publics, puisque le rendement public net est près de trois fois supérieur à l'investissement public. Mais, là encore, pour le diplômé, l'avantage salarial brut tiré d'un diplôme de l'enseignement supérieur est moins important en France que dans l'OCDE. « Avec ces résultats, on peut comprendre que la France ait quelques problèmes de croissance et de compétitivité », souligne Bernard Hugonnier.

THE AUSTRALIAN : Children of migrants outclassing the locals at school – Wednesday, September 14, 2011



Picture: Sam Mooy
First-generation students Harleen Kaur and Tina Zhou at Baulkham Hills High, in Sydney's northwest, yesterday.

AUSTRALIA is one of three countries where the children of migrants perform better at school than their local classmates.

While the experience around the world is that students from migrant backgrounds tend to do less well at school, a report by the OECD released yesterday says the exceptions are Australia, Canada and Hungary.

Students born in Australia to foreign-born parents score much higher on an international reading test than other Australian-born students, by about 16 points, which is the equivalent of about half a year of school.

The report, Education at a Glance, says first-generation students, who have migrated to Australia, score a little higher than other students.

The difference persists even after accounting for the social background of students, with first- and second-generation migrant students scoring 11 points higher.

Baulkham Hills High School in Sydney's northwest, is one of the nation's leading academically selective schools and about 92 per cent of its students, such as Harleen Kaur and Tina Zhou, come from homes where English is a second language.

Principal Jeanne Bathgate says the school's students -- who are primarily Chinese, Indian

and Sri Lankan but also come from about 50 countries -- are keen to gain admission to the school. "The kids are willing to do really well and make sacrifices . . . for the outcomes at the end, and then they will help their family," she said. Ms Bathgate said parents had often made sacrifices to come to Australia to build a better life and their children were very determined to make that worthwhile.

"It's their chance to make a difference. Often there's only one child in the family, possibly two, and of lot of expectations are placed on them . . . so they don't want to let their parents down."

Melbourne University professor Stephen Lamb, who researches education systems around the world, suggested the specific background of migrants was an important factor.

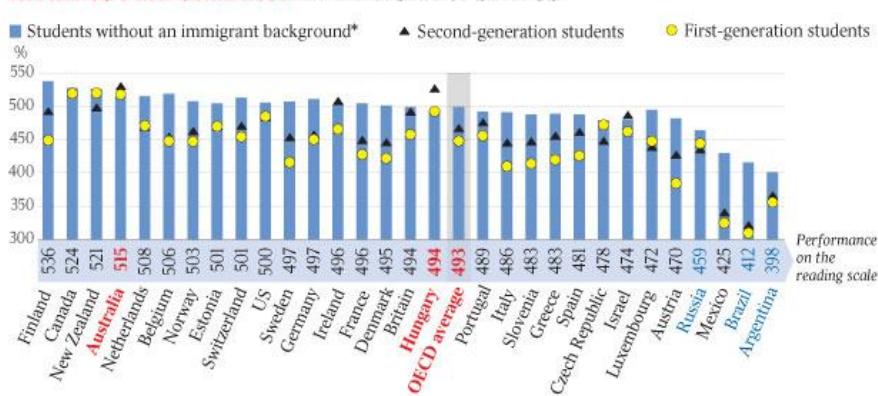
Professor Lamb said Australia had a greater proportion of migrants from countries such as China, Vietnam and the Dravidian-language countries, who tend to be high achievers at

school. "We have a higher number of them in our migrant intake than other countries. We find in schools that are doing unusually well given their social circumstances, they have high concentrations of students from these countries," he said. The Organisation for Economic Co-operation and Development report says teenagers who read for enjoyment at least 30 minutes a day do better in reading tests than non-readers, by one year of school on average, and reading fiction also boosts scores.

Comparing the reading scores of public and private school students, the report says the former in Australia scored 44 points lower on average but after adjusting for the social background of the student and their school, the scores were about the same.

The report reveals Australia is the fourth-biggest spender on private schools, devoting more than twice the public dollars to private schools than the OECD average.

READING PERFORMANCE BY IMMIGRANT STATUS



* Having an immigrant background is defined as having foreign-born parents (second generation) or being foreign-born with foreign-born parents (first generation)
Source: OECD, PISA 2009 Database

While the report uses 2008 figures, before the injection of billions into education programs by Labor, it says 71 per cent of public money spent	in education went to public schools compared with the OECD average of 86 per cent.	Almost 22 per cent of public spending was directed to private schools, compared with the OECD average of 9.8 per cent.
--	--	--

LA LIBRE BELGIQUE : L'éducation, une "protection" contre le chômage en temps de crise – Mardi 13 septembre 2011

AFP/BELGA L'éducation constitue "une bonne protection contre le chômage et améliore la probabilité de garder son emploi en temps de crise économique", relève mardi l'OCDE à l'occasion de la publication de son rapport annuel "Regards sur l'éducation" . "La crise souligne l'importance des études", insiste l'Organisation, en référence à la tempête financière qui a éclaté en 2008 et alors que les craintes d'une nouvelle récession économique et la persistance de la crise de la zone euro pèsent sur le marché du travail et l'emploi. Les diplômés de l'enseignement supérieur sont "beaucoup moins nombreux à avoir perdu leur emploi pendant la crise économique mondiale que ceux qui ont quitté l'école sans diplôme", selon l'OCDE. "Malgré des budgets publics tendus", pour résister à la crise économique, "les États doivent maintenir leurs investissements afin de préserver	le niveau de qualité de l'enseignement, notamment pour les plus vulnérables", exhorte le rapport. En 2009, le taux de chômage des diplômés du supérieur est resté constant, à 4,4% en moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE, alors que chez les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, le taux de chômage a atteint 11,5%, contre 8,7% en 2008. Concernant ce paramètre, la Belgique se distingue par une des progressions les plus faibles. "La Belgique a beaucoup investi ces 40 dernières années dans l'enseignement et, comme la France, a rattrapé son retard par rapport aux autres pays de l'OCDE, surtout concernant les formations aux métiers techniques", a commenté Eric Charbonnier, analyste à l'OCDE. Il insiste sur l'importance de renforcer la transition entre l'enseignement supérieur et le marché du travail. La Belgique dépense en outre davantage que la moyenne des pays de l'OCDE pour l'enseigne-	ment primaire et secondaire. Mais il demeure toutefois des "inégalités sociales" qui frappent davantage l'enseignement francophone que flamand, relève M. Charbonnier. Les taux élevés de redoublement constituent un autre défaut de l'enseignement francophone belge, qu'elle partage avec la France, la Grande-Bretagne ou le Portugal. "Or, les études démontrent que le redoublement n'est pas un bon instrument de lutte contre le décrochage scolaire", commente M. Charbonnier. Insistant sur les problématiques de la taille des classes et de la revalorisation du salaire des enseignants, il souligne aussi l'importance d'améliorer la formation des enseignants, non pas tant dans leurs connaissances académiques que dans les compétences pédagogiques. A cet égard, l'OCDE verrait d'un bon œil une extension de 3 à 5 ans de la formation des instituteurs et professeurs du secondaire inférieur.
--	---	--

LACROIX.COM : La France stagne en matière d'éducation - mis à jour le mardi 13 septembre 2011 - 15 H 33

FRANCK BERTEAU Selon une étude de l'OCDE, le taux de scolarisation marque le pas dans l'Hexagone. Pour trouver du travail, les jeunes français sont davantage dépendants de leur diplôme que ceux des autres pays membres. Comme chaque année, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a rendu public mardi 13 septembre son rapport annuel sur l'éducation, intitulé Regards sur l'éducation . Cette étude compare la France aux autres pays membres (34 pays) en matière d'éducation en utilisant une multitude de critères (taux de scolarisation ; niveau d'éducation, salaire des enseignants, etc.) En voici les principaux résultats. Les taux de scolarisation n'augmentent plus Le taux de scolarisation représente la proportion de jeunes d'un âge donné scolarisée par rapport à la population totale du même âge. En France, globalement, ce taux n'évolue plus. Entre 1995 et 2009, le taux de scolarisation des 15-19 ans a même diminué, passant de 89 % à 84 %. Même constat chez les 20-29 ans, pour lesquels le taux de scolarisation a stagné à 19 % entre 1995 et 2009, contre 26 % en moyenne dans l'OCDE.	L'État consacre moins d'argent à l'éducation La France fait partie des pays de l'OCDE où les dépenses au titre des établissements d'enseignement ont augmenté à un rythme plus faible que le produit intérieur brut (PIB). En moyenne, dans les pays membres, la part de l'éducation dans les budgets publics est passée de 11,8 % en 1995 à 12,9 % en 2009. En France, cette part a diminué, passant de 11,5 % en 1995 à 10,6 % en 2008. Les Français dépendants des diplômes pour trouver un emploi Encore aujourd'hui, obtenir le baccalauréat demeure fondamental en France où le diplôme, plus qu'ailleurs, protège contre le chômage. La proportion des jeunes français de 20-24 ans non scolarisés et au chômage ayant un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire est de 30 % contre 15 % dans l'OCDE. Paradoxalement, le bénéfice financier de l'obtention d'un diplôme du secondaire est moindre en France que dans la moyenne des pays de l'OCDE. Dans ces derniers, les individus de 25 à 64 ans qui n'ont pas décroché leur diplôme de fin d'études peuvent gagner jusqu'à 23 % de moins que ceux qui ont réussi. Cet écart	n'est que de 15 % en France et il descend même à 9 % chez les 25-24 ans, contre 18 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. Le salaire statutaire des enseignants a diminué En France, le salaire moyen des enseignants du primaire ou du secondaire est inférieur à la moyenne de l'OCDE, aussi bien pour les enseignants débutants que pour ceux qui ont 10 ou 15 ans d'expérience professionnelle. Seuls les salaires en fin de carrière sont légèrement au-dessus de la moyenne de l'OCDE. Entre 1995 et 2009, le salaire des enseignants ayant au moins 15 ans d'exercice a progressé en valeur réelle dans tous ces pays, sauf en France et en Suisse. Le niveau d'éducation de la population française s'est amélioré La France a rattrapé le retard qu'elle pouvait déplorer ces dernières décennies en matière de niveau d'éducation atteint par sa population. 84 % des adultes de 25 à 24 ans disposent d'un diplôme égal ou supérieur au deuxième cycle du secondaire – baccalauréat, CAP ou BEP – la moyenne de l'OCDE étant de 81 %.
--	---	---

KOREA TIMES : Private spending on education highest among OECD countries – Tuesday, September 13, 2011, 19 :17



/ Korea Times
Education Minister Lee Ju-ho announces a package of steps to ease the heavy burden of college tuition on households at the Government Com-

plex in Seoul Thursday. The government seeks to cut tuition from the current levels by 30 percent by 2014. By Na Jeong-ju Korea ranked second among 34 OECD member nations in terms of the ratio of public education spending to the gross domestic product, according to the organization's 2011 edition of Education at a Glance , released Tuesday. The country spent 7.6 percent of GDP on public education – 4.7 percent by the government and 2.8 percent by the private sector – in 2009, much higher than the OECD average of 5.9 percent, the Ministry of Education, Science and Technology said, citing the OECD data. Iceland came first at 7.9 percent. "The spending by the private sector on public education was the highest among OECD countries for the 11th consecutive year, indicating that Korean parents rely heavily on private tutoring for children's education," a ministry official said.	The annual survey was conducted on 42 countries – 34 OECD countries plus eight non-member nations – based on 2009 statistics. In terms of per capita tuition needed to study at state-run and public universities and graduate schools, Korea ranked second at \$5,315, followed by the United States at \$6,312. The yearly average tuition at the country's private universities and graduate schools was at \$9,586, higher than the OECD average. The figures were based on purchasing power parity (PPP), the conversion index used to compare price levels for different countries. The survey is expected to provide a fresh leverage for the government to press ahead with its campaign to cut university tuition. Last week, the government and the ruling Grand National Party agreed to set aside 1.5 trillion won (\$1.3 billion) in next year's budget to ease the heavy college tuition burden on households. The country is seeking to effectively cut tuition by 30 percent from the current levels by 2014.
--	---



According to the OECD survey, the ratio of scholarships to tuition at Korean schools was 6 percent, which was much lower than the OECD average of 11.4 percent. This means Korean colleges charge higher tuition fees, but pay less for scholarships than those in other rich countries. In the category of higher education, the rate of finishing high school was 80 percent, higher than the OECD average of 73 percent.

Among the younger demographic group of from 25 to 34-year-olds, 98 percent of students finished high school and 63 percent of them went on to higher education, both of them topping the OECD rankings. Students from foreign countries accounted for 1.6 percent of total students at higher educational institutions, much lower than the OECD average of 8.5 percent. However, Korea has recorded the highest increase in the rate of foreign students for the past

decade as schools have adopted aggressive globalization programs, according to the Education Ministry. The number of students per teacher has been declining but still remains far higher than the OECD average. The number of students per teacher came in at 22.5 for elementary schools, 19.9 for middle schools and 16.7 for high schools, 3.2-6.5 higher than the OECD average.

THE FINANCIAL TIMES : Report highlights value of higher education – Tuesday, September 13, 2011 1:05 pm

By Chris Cook, Education Correspondent

Male graduates can expect to earn \$208,000 more over their lifetimes than people without degrees, making higher education qualifications worth \$95,000 to the state in increased tax receipts and reduced unemployment, according to an analysis by the OECD.

The Paris-based international organisation also said foreign students were a boon to the UK economy – especially if they stay on to work: "The labour market and taxpayers are reaping the benefits of these additional highly educated workers without having incurred the cost of basic education."

The Education at a Glance report also confirmed that most of the pain of the recent crisis and recession was borne by poorly educated workers. Andreas Schleicher, author of the report, said: "If you look at the UK, and actually most countries of the OECD, those people who are well educated haven't felt much of the crisis ... When you look at the people without baseline qualifications, they have really taken the impact of this."

This assessment comes as the UK is tightening visa restrictions on foreign students and preparing to raise tuition fees – already assessed as the third-highest user charges for higher education in the world. Annual fees, which are currently capped at £3,375, will be able to rise to £9,000 next year.

Mr Schleicher said, however, that the UK student loan system made the system very different from other high-fee countries. "At the same time what you can also say is most of the people in the UK are covered – they have access to loans. That's far different from Korea and the US", he said.

David Willetts, universities minister, said: "By asking graduates to contribute more to the costs of their education, we have been able to avoid damaging alternatives like cutting student numbers or reducing the amount available for educating each student."

Les Ebdon, chair of [million+](#), a universities think-tank, said the report showed that higher education should be seen as "a crucial investment not only for individuals but also as a means of pro-

moting social cohesion and the growth and innovation that are vital to the UK's economic recovery".

But Alison Wolf, a professor of public policy at Kings College, London, criticised the OECD's calculations. Professor Wolf, who produced an official report on vocational qualifications in schools earlier this year, supports subsidy for the higher education sector but attacked the OECD's reasoning.

She said: "The OECD seems to assume that anything extra that a graduate earns, compared to a non-graduate, is the direct result of their degree; and that the state therefore gets enormous 'social returns' on university spending through graduates' higher income taxes."

Prof Wolf continued: "[McDonald's](#) franchise holders and city traders also earn much more than the average, and so pay more taxes. Does the OECD want the state to go around subsidising any business from which people expect to make a profit?"

LIBÉRATION.FR : Salaires des enseignants: la France toujours en bas du tableau – Mardi 13 septembre 2011, à 12h34

La France est l'un des rares pays où le salaire moyen réel des profs n'a pas augmenté depuis 1995, selon une [étude de l'OCDE](#).

On savait que les enseignants français ne roulaient pas sur l'or, loin s'en faut. Voilà une étude qui ne devrait pas leur remonter le moral en cette rentrée plutôt morose. La France est l'un des rares pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) où le salaire des profs est en berne totale, selon une note de la série «Regards sur l'éducation» de l'OCDE, publiée ce mardi et qui regroupe les statistiques concernant l'éducation de plus d'une trentaine de pays ([lire le pdf ici](#) - voir page 444 pour le comparatif des salaires par pays).

Non seulement le salaire moyen des enseignants français est inférieur à la moyenne de l'OCDE, «aussi bien pour les enseignants débutants, que pour ceux qui ont dix ou quinze ans d'expérience professionnelle», mais alors que ce salaire a augmenté (en valeur réelle) dans la plupart des

pays entre 2000 et 2009, ce n'est pas le cas en France. Si l'on remonte à 1995, on constate que le salaire a augmenté partout... sauf en France et en Suisse.

Or, en Suisse, «le message est différent car les enseignants sont parmi les mieux payés des pays de l'OCDE, mais en France, déjà que le salaire d'un enseignant débutant est inférieur à cette même moyenne, le fait qu'il y a aussi un recul, cela peut poser beaucoup de questions sur l'attractivité du métier d'enseignant», relève Eric Charbonnier, analyste des politiques éducatives de l'OCDE.

Les Allemands et les Irlandais loin devant. Le salaire moyen des enseignants du **primaire** (hors primes et heures supp) ayant au moins quinze ans d'expérience est en France de 33.359 dollars US (**24.448 euros** net, soit 2037 euros par mois), tandis que la moyenne des pays de l'OCDE est à 38.914 dollars US (28.519 euros - 2376 par mois).

Pour le **secondaire**, le salaire moyen en France tourne autour de **26.400 euros** annuels, contre **30.700 en moyenne dans l'OCDE**, 33.000 euros pour les enseignants belges, 34.500 euros pour les enseignants anglais, et plus de 44.000 euros pour les Irlandais ou les Allemands. Les mieux lotis étant de loin les Luxembourgeois (81.000 euros).

«Si l'on prenait en compte les heures supplémentaires et les primes, on aurait toujours ce constat où le salaire moyen des enseignants est toujours inférieur à cette moyenne des pays de l'OCDE», précise Eric Charbonnier.

A ce constat guère réjouissant, le ministre de l'Éducation Luc Chatel répond que le salaire de 170.000 enseignants en début de carrière a depuis été revalorisé de 10% la première année: 153 euros nets de plus par mois depuis 2010 et 259 euros nets de plus pour les agrégés, «soit l'équivalent d'un treizième mois».

LEMONDE.FR : Trois leçons de l'OCDE sur le salaire des enseignants - Mis à jour le mardi 13 septembre 2011 | 12h11

Maryline Baumard

Dans son analyse annuelle, "[Regard sur l'éducation](#)", dévoilée mardi 13 septembre, l'OCDE a scruté le salaire des enseignants. Un sujet qui fait débat à l'heure où l'école s'installe comme thème central dans la pré-campagne électorale de 2012. A droite comme à gauche, il est déjà question de revalorisation. Quelques données pour alimenter la polémique.

Leçon 1 : l'enseignant français gagne moins que ses voisins

"En France, le salaire moyen des enseignants du primaire ou du secondaire est inférieur à la moyenne de l'OCDE, aussi bien pour les enseignants débutants, que pour ceux qui ont 10 ou 15 ans d'expérience professionnelle. Seuls les salaires en fin de carrière sont légèrement au

dessus de la moyenne des pays", rappelle Eric Charbonnier, analyste à l'OCDE. Le salaire statutaire – c'est-à-dire le salaire sans les primes et les heures supplémentaires – des enseignants ayant 15 ans d'ancienneté s'établit, en moyenne en 2009, à 24 422 euros dans l'enseignement primaire, contre 28 507 dans la moyenne des pays de l'OCDE. Il est de 26 267 euros dans le premier cycle de l'enseignement secondaire alors que dans la moyenne des pays il se monte à 30 549. Les professeurs de lycée, eux, ont un salaire de 26484 euros contre 32 030 en moyenne ailleurs. A ce salaire statutaire, il faut évidemment ajouter les primes, qui sont en moyenne de l'ordre de 10 % dans la profession et les heures supplémentaires ; éléments que l'OCDE ne prend pas en compte.

Leçon 2 : entre 2000 et 2009, le salaire des enseignants a diminué en France

"Depuis 1995, le salaire des enseignants a crû dans les deux tiers des pays de l'OCDE. Pas en France", explique l'analyste. C'est en Estonie, en République tchèque et en Turquie que les progressions ont été les plus fortes. Elles ont même été nettement supérieures à 50 %. Les seuls pays qui échappent à ce constat sont l'Australie, la France, le Japon et la Suisse.

Si l'on prend l'année 2005 comme référence, qu'on lui affecte une base 100 et qu'on regarde ensuite la variation du salaire statutaire en euros constants corrigés de l'inflation, on observe que le salaire des enseignants français a décliné. Dans le premier degré, il était à l'indice 107 en 1995 et est tombé à l'indice 95 en 2009. En collège, il



est passé de 109 à 95 entre les mêmes dates et en lycée, de 108 à 95. Dans les trois cas, et selon la même base, la moyenne des pays de l'OCDE est à 107.

Les données OCDE ne prennent pas en compte la revalorisation des premières années de métier que Luc Chatel a mis en place à la rentrée 2010. Elle ne concerne d'ailleurs que les huit premières années de métier et sont très rapidement dégressives. Les statistiques oublient aussi les heures supplémentaires qui représentent aujourd'hui un montant global annuel d'1,5 milliard d'euros, mais sont très inégalement réparties entre les enseignants ; sont quasiment imposées à certains, alors que d'autres en voudraient qui ne s'en voient pas proposées. Pourtant, ces nouveautés n'invalident pas l'analyse de l'organisme international.

d'hui un montant global annuel d'1,5 milliard d'euros, mais sont très inégalement réparties entre les enseignants ; sont quasiment imposées à certains, alors que d'autres en voudraient qui ne s'en voient pas proposées. Pourtant, ces nouveautés n'invalident pas l'analyse de l'organisme international.

Leçon 3 : la France consacre une part moindre de sa richesse à payer ses profs

Dans la plupart des pays le pourcentage du PIB par habitant qui est consacré à l'éducation a

diminué entre 2000 et 2009. C'est en Australie, en Corée, en France, au Japon et en Suisse que le salaire des enseignants en pourcentage du PIB a le plus diminué. Il est toutefois resté nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE partout, sauf en Australie et en France. A l'inverse, le salaire des enseignants a augmenté en pourcentage du PIB au Danemark, au Portugal et en République tchèque entre 2000 et 2009.

MIDILIBRE.FR : L'OCDE pousse un cri d'alarme sur la baisse du salaire des profs – mardi 13 septembre 2011, 12 h 08



La rentrée scolaire 2011, marquée par une réforme des classes de première et 16.000 postes supprimés, sera l'occasion d'aborder les grands débats éducatifs de 2012, alors que le système français peine plus que d'autres à réduire les inégalités scolaires. (AFP)

Le salaire statutaire des enseignants français, dans le primaire et le secondaire, déjà peu élevé, connaît un recul depuis 1995, relève aujourd'hui l'OCDE qui juge la situation "alarmante" et

s'interroge sur les conséquences sur "l'attractivité du métier d'enseignant".

"Entre 2000 et 2009, le salaire statutaire (hors primes et heures supplémentaires) après 15 ans d'expérience a augmenté dans plus des deux tiers des pays", a indiqué Eric Charbonnier, analyste des politiques éducatives de l'OCDE, à l'occasion de la présentation du [rapport 2011 "Regards sur l'éducation"](#).

"La situation de la France est assez paradoxale car déjà on a pu titrer dans les études précédentes que le salaire statutaire d'un enseignant débutant et d'un enseignant avec 10 ou 15 ans d'expérience est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE", a-t-il ajouté, lors d'une conférence de presse.

"C'était un premier critère assez alarmant, mais en plus, quand on regarde l'évolution de ce salaire statutaire entre 1995 et 2009, la France avec la Suisse fait partie des deux pays qui ont

eu une baisse constante de ce salaire des enseignants", a poursuivi M. Charbonnier.

Or, en Suisse, "le message est différent car les enseignants sont parmi les mieux payés des pays de l'OCDE, mais en France, déjà que le salaire d'un enseignant débutant est inférieur à cette même moyenne, le fait qu'il y a aussi un recul, cela peut poser beaucoup de questions sur l'attractivité du métier d'enseignant", a-t-il ajouté.

"Il y a simplement un rattrapage qui se réalise au bout de 30 années d'expérience", a dit M. Charbonnier. "Quand on regarde le dernier salaire des enseignants, on peut voir que le salaire statutaire est au niveau de la moyenne des pays de l'OCDE, mais si l'on prenait en compte les heures supplémentaires et les primes, on aurait toujours ce constat où le salaire moyen des enseignants est toujours inférieur à cette moyenne des pays de l'OCDE", a-t-il conclu.

L'EXPRESS.FR : Education: la France sur le déclin? – mardi 13 septembre 2011 à 11:50



afp.com/Anne-Christine Poujoulat
Le système éducatif français une nouvelle fois sur la sellette.

Le [dernier rapport de l'OCDE](#) sur l'éducation souligne que la France est l'un des rares pays à voir son taux de scolarisation des 15-19 ans diminuer. L'organisation note également que les inégalités à l'école sont de plus en plus importantes.

Un nouveau rapport épingle le système éducatif français. Selon une [étude de l'OCDE publiée ce mardi](#), "le taux de scolarisation des 15-19 ans a

diminué entre 1995 et 2009 et est passé de 89% à 84%", alors que ce taux a progressé dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE, passant de 74% à 83%.

"Il y a 130 000 à 140 000 jeunes qui sortent du système éducatif français sans diplôme", a rappelé Bernard Hugonnier, directeur adjoint de l'éducation lors d'une conférence de presse. "C'est ce qu'on appelle la 'constance macabre' et cette constance macabre reste malheureusement macabre depuis de nombreuses années, ce qui fait qu'il y a des efforts à faire", a-t-il ajouté. "Et si on ajoute un manque de 50000 diplômés par an, on peut comprendre que notre pays ait quelques difficultés en matière de croissance et de compétitivité", a déploré Bernard Hugonnier.

"Le poids des inégalités sociales est toujours aussi fort"

Par ailleurs, "alors que [les effectifs scolarisés sont restés stables](#) dans la plupart des pays de l'OCDE ou en léger recul dans certains d'entre eux, la dépense d'éducation (dans le primaire et le secondaire) a augmenté, mais c'est moins le cas en France", a dit Eric Charbonnier, analyste

des politiques éducatives. Ainsi, entre 2000 et 2008, la dépense par élève a augmenté en moyenne de 34% dans les pays de l'OCDE, mais la hausse est "tout juste de 5% en France", a-t-il précisé.

"Le poids des [inégalités sociales est toujours aussi fort](#) pour expliquer les performances moyennes des élèves à l'âge de 15 ans en France", relève l'OCDE. "Dans de nombreux pays de l'OCDE, les élèves issus de l'immigration sont nettement plus susceptibles de compter parmi les élèves peu performants. Ils sont devancés de 44 points (en France, de 60 points), en moyenne, par les élèves autochtones, un écart qui représente l'équivalent de plus d'une année d'études", selon l'organisation.

L'écart représente en France plus d'une année et demie d'éducation. Cela soulève "la question de l'équité pour les jeunes issus de l'immigration", a dit Bernard Hugonnier pour qui "indiscutablement, nous sommes loin de cette école républicaine que nous clamons beaucoup en France".

AUFAITMAROC.COM : Les diplômés de l'enseignement supérieur "beaucoup moins affectés par la crise" – Mardi 13 septembre 2011 à 11:48



Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE. /DR

Les diplômés de l'enseignement supérieur sont beaucoup moins nombreux à avoir perdu leur

emploi pendant la crise économique mondiale que ceux qui ont quitté l'école sans qualification, selon la dernière édition de "[Regards sur l'éducation](#)", un rapport publié annuellement par l'OCDE.

"Une éducation de qualité ainsi que de bonnes compétences sont cruciales à l'amélioration des perspectives économiques et sociales d'un individu", souligne le rapport.

Selon le document, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est resté constant en 2009, à 4,4% en moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE, alors que chez les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, le taux de chômage a atteint 11,5%, contre 8,7% en 2008.

Cette tendance vient s'ajouter à l'énorme problème du chômage des jeunes, qui dépasse aujourd'hui la barre des 17% dans la zone OCDE. Pour M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, "le fait de quitter l'école sans diplôme est de plus en plus lourd de conséquences, tant pour les personnes concernées que pour la société dans son ensemble".

"Nous devons à tout prix éviter le risque d'une génération perdue. Malgré la restriction des budgets publics, les Etats doivent maintenir leurs investissements afin de préserver le niveau de qualité de l'enseignement, notamment pour les plus vulnérables" a ajouté M. Gurría, cité dans un communiqué de l'OCDE.

"L'investissement dans l'éducation n'est pas seulement une question d'argent, c'est aussi un

investissement dans les personnes et un investissement dans l'avenir", a-t-il souligné.

Au vu des taux actuels d'obtention d'un diplôme, 82% des jeunes d'aujourd'hui vont terminer avec succès le deuxième cycle du secondaire, mais ceux qui n'y parviendront pas auront d'autant plus de mal à entrer sur le marché du travail et à y rester, lit-on dans la publication.

Plus de la moitié des 15-19 ans qui ne sont pas scolarisés sont au chômage ou inactifs. Dans la plupart des pays, les jeunes déscolarisés et inactifs ne reçoivent aucune aide sociale, et, par rapport à leurs aînés, sont deux fois plus susceptibles d'arrêter de chercher un emploi et de rompre tout lien avec le marché du travail.

"Les gouvernements doivent donc investir dans l'éducation", souligne-t-on. À long terme, leurs budgets bénéficieront de cet investissement : les plus diplômés recourent généralement moins au système d'indemnisation du chômage ou à l'aide

sociale et paient plus d'impôts une fois dans la vie active.

Un homme diplômé de l'enseignement supérieur versera, en moyenne, 91.000 dollars US d'impôts sur le revenu et de contributions sociales au cours de sa vie active, un montant supérieur à celui que l'État a payé pour sa formation, selon l'OCDE.

L'instruction bénéficie aussi aux intéressés : dans l'ensemble des pays de l'OCDE, l'avantage salarial brut d'un diplômé de l'enseignement supérieur dépasse 300.000 dollars US pour les hommes et 200.000 dollars US pour les femmes. Le rapport de l'OCDE montre également l'évolution du vivier mondial des compétences : les actifs plus qualifiés du Japon et des Etats-Unis, qui concentrent à eux deux près de la moitié des diplômés de l'enseignement supérieur dans la zone OCDE (47%), ont donné à leurs pays respectifs une longueur d'avance dans de nombreux domaines de haute technicité.

Toutefois, la situation change : aujourd'hui, un retraité diplômé de l'enseignement supérieur sur trois réside aux Etats-Unis, contre un diplômé sur cinq seulement parmi les jeunes actifs. À l'inverse, 5% seulement des Chinois ont un diplôme de l'enseignement supérieur, mais, du fait de la taille de sa population, la Chine se place désormais devant le Japon, au second rang derrière les Etats-Unis, pour ce qui est du pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur dans les pays de l'OCDE et du G20.

"Regards sur l'éducation" présente des statistiques nationales comparables sur les systèmes d'éducation dans le monde. L'édition 2011 inclut, en outre, des indicateurs sur les ressources humaines et financières investies dans l'éducation, de même que sur le fonctionnement et l'évolution des systèmes d'enseignement, et sur le rendement des investissements dans l'éducation.

MAP

LEQUOTIDIEN.LU : L'éducation est une "protection" contre le chômage en temps de crise – Mardi 13 septembre 2011, à 11h28



La France loin du peloton de tête

Dépenses publiques d'éducation, en % du PIB

Pays	2008	2000	1995
Australie	5,2	5,0	5,0
Autriche	5,4	5,5	6,2
Belgique	6,6	6,1	nc
Canada	6,0	5,9	6,7
Chili	7,1	6,7	4,6
Rép. tchèque	4,5	4,2	5,1
Danemark	7,1	6,6	6,2
Estonie	5,8	5,4	5,8
Finlande	5,9	5,6	6,3
France	6,0	6,4	6,6
Allemagne	4,8	4,9	5,1
Grèce	nc	3,6	2,6
Hongrie	4,8	4,3	4,8
Islande	7,9	7,1	nc
Irlande	5,6	4,5	5,2
Israël	7,3	7,6	7,8
Italie	4,8	4,5	4,6
Japon	4,9	5,0	5,0
Corée	7,6	6,1	nc
Luxembourg	nc	nc	nc
Mexique	5,8	5,0	5,1
Pays-Bas	5,6	5,1	5,4
Nouvelle-Zélande	6,6	5,6	4,7
Norvège	7,3	6,8	6,9
Pologne	5,7	5,6	5,2
Portugal	5,2	5,2	4,9
Rép. slovaque	4,0	4,1	4,6
Slovénie	5,4	nc	nc
Espagne	5,1	4,8	5,3
Suède	6,3	6,3	6,0
Suisse	5,7	5,7	6,0
Turquie	nc	2,5	1,7
Royaume-Uni	5,7	4,9	5,2
États-Unis	7,2	6,9	6,6
Total pays de l'OCDE	6,1	-	-

La Tribune Infologique

Source: OCDE/Photo: Reuters

Propos recueillis par Maryline Baumard

L'éducation constitue "une bonne protection contre le chômage et améliore la probabilité de garder son emploi en temps de crise économique", relève mardi l'OCDE lors de la publication de son rapport annuel "Regards sur l'éducation".

"La crise souligne l'importance des études", insiste l'Organisation, en référence à la tempête financière qui a éclaté en 2008 et alors que les craintes d'une nouvelle récession économique et la persistance de la crise de la zone euro pèsent sur le marché du travail et l'emploi. Les diplômés de l'enseignement supérieur sont "beaucoup moins nombreux à avoir perdu leur emploi pendant la crise économique mondiale que ceux qui ont quitté l'école sans diplôme", selon l'OCDE. En 2009, "le taux de chômage des diplômés du supérieur est resté constant, à 4,4% en moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE, alors que chez les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, le taux de chômage a atteint 11,5%, contre 8,7% en 2008". "Cela vient s'ajouter à l'énorme problème du chômage des jeunes qui, aujourd'hui, représente plus de 17% dans la zone OCDE". Plus de la moitié des 15-19 ans qui ne sont pas scolarisés sont au chômage ou inactifs. "Le fait de quitter l'école sans diplôme est de plus en plus lourd de conséquences, tant pour les personnes concernées que pour la société dans son ensemble", souligne dans le rapport, Angel Gurría, secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui regroupe 34 pays.

Aussi, "malgré des budgets publics tendus", pour résister à la crise économique, "les Etats doivent maintenir leurs investissements afin de préserver le niveau de qualité de l'enseignement, notamment pour les plus vulnérables", exhorte M. Gurría.

Les Etats qui le font en retirent un "bénéfice" à long terme car "les plus diplômés recourent

généralement moins au système d'indemnisation du chômage ou à l'aide sociale et paient plus d'impôts lorsqu'ils entrent dans la vie active", fait valoir l'OCDE.

Un homme diplômé du supérieur versera "en moyenne 91.000 dollars d'impôts sur le revenu et de contributions sociales au cours de sa vie active, soit plus que ce que l'Etat a payé pour sa formation". L'instruction bénéficie aussi aux intéressés: "l'avantage salarial brut d'un diplômé du supérieur dépasse 300.000 dollars pour les hommes et 200.000 dollars pour les femmes dans l'ensemble des pays de l'OCDE". Le rapport montre également "l'évolution du vivier mondial des compétences": les actifs les plus qualifiés du Japon et des Etats-Unis, qui concentrent à eux deux près de la moitié des diplômés du supérieur dans la zone OCDE (47%), "ont donné à leurs pays respectifs une avance dans de nombreux domaines de haute technicité".

Toutefois, la situation change: "aujourd'hui, un retraité diplômé du supérieur sur trois réside aux Etats-Unis, mais chez les jeunes actifs, un diplômé sur cinq seulement y habite". A l'inverse, 5% seulement des adultes en Chine ont un diplôme supérieur mais, du fait de la taille de sa population, la Chine se place désormais devant le Japon, au deuxième rang derrière les Etats-Unis, pour ce qui est du pourcentage de diplômés du supérieur dans les pays de l'OCDE et du G20. Le rapport de 530 pages relève également qu'en 2008, les pays de l'OCDE ont consacré 6,1% de leur produit intérieur brut (PIB) à l'éducation. Entre 2000 et 2009, les salaires des enseignants ont augmenté en valeur réelle dans la plupart des pays, France et la Suisse faisant figure exception. Les femmes constituent "la majorité des étudiants et des diplômés dans quasiment tous les pays de l'OCDE".

AFP

LEMONDE.FR : Les profs et leur salaire : un siècle d'histoire (entrevue avec Luc Rouban, Directeur de recherche, CNRS) – Mis à jour le mardi 13 septembre 2011 | 11h28

Luc Rouban est directeur de recherche au CNRS et chercheur au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Il s'est beaucoup intéressé aux transformations du secteur public en Europe et plus particulièrement aux mutations de la fonction publique. Ses travaux actuels portent sur une étude comparative des cadres de la fonction publique et du secteur privé. Elles veulent expliquer les nouvelles relations entre les institutions et leur histoire.

Des fonctionnaires mal payés... C'est un fort risque de démotivation ?

Un bon salaire est toujours motivant. C'est vrai partout, dans toutes les professions. Mais dans le service public, l'autonomie, la possibilité d'être créatif et le fait de bien s'entendre avec ses collègues arrivent avant le salaire dans la liste des éléments de motivation au travail.

Les enseignants entretiennent-ils une relation particulière à leur salaire ?

Pour comprendre le rapport du fonctionnaire français à son salaire, il faut remonter au XIX^e siècle. A cette époque, la rémunération des fonctionnaires n'est pas considérée comme la contrepartie d'un travail mais comme des émoluments qui permettent de tenir un certain rang dans la société. Chez les fonctionnaires bien plus que dans le privé, le salaire est un marqueur de la place hiérarchique au sein de la fonction publique, d'abord et dans la société ensuite. Dans la fonction publique, vous appartenez à une catégorie. Et vous vous inscrivez par cette appartenance dans une hiérarchie des professions. On accepte les inégalités entre catégories (séparées par des concours, etc.), mais pas à l'intérieur d'une même catégorie. Et la notion d'enrichissement personnel est rejetée, surtout par les enseignants.

Ce rapport au traitement est donc un phénomène très français ?

Cette structure de motivation est effectivement très franco-française. Au Royaume-Uni, on trouve bien plus d'intérêt pour l'individualisation des carrières mais aussi désormais... pour la sécurité de l'emploi. L'enrichissement est une valeur surtout cultivée dans les pays d'Europe du sud ou d'Europe orientale.

On comprend qu'avec l'idée qui traîne de "salaire au mérite", ils aient plutôt le moral en berne ! Depuis quelques années on a effectivement ressorti quelques vieux fantômes des placards et remis sur le devant de la scène quelques sujets qui étaient endormis depuis 1945.

Vous pensez à quoi ?

A partir du moment où on veut introduire du management dans le système, on va vers une individualisation des carrières. En cela, on oublie volontairement que les enseignants se pensent dans un travail collectif, même s'ils sont seuls dans la classe. On réveille aussi l'angoisse de favoritisme qui est une peur très profondément

ancrée chez les fonctionnaires. Presque constitutive de leur identité professionnelle.

En amorçant ces changements, on touche aussi à un équilibre de la société française où les fonctionnaires occupaient une place spécifique à côté des salariés du privé et des hommes politiques. La mise en place de la République à partir de 1877 a reposé sur un ordre social dans lequel les fonctionnaires échappaient à la loi du marché autant qu'à la loi du politique. Le fonctionnaire n'était pas un travailleur comme les autres puisqu'il était au service de l'État et que son travail individuel disparaissait derrière la hiérarchie. D'un autre côté, les associations de fonctionnaires bataillaient pour faire reconnaître leur professionnalité et cherchait à constituer de véritables carrières pour échapper à l'emprise des élus (népotisme, politisation des recrutements...).

L'apparition des fonctionnaires a dérangé autant la classe politique républicaine qui entendait monopoliser la représentation de l'intérêt général que la critique de la gauche marxiste qui les voyait non pas comme des travailleurs mais comme des valets au service d'un État répressif. Les choses ont changé seulement après 1918.

Aujourd'hui à travers la Révision générale des politiques publiques (RGPP), il y a cette idée d'assimiler les fonctionnaires aux salariés du privé mais aussi de redonner au politique un contrôle plus étroit sur le monde professionnel des fonctionnaires. C'est d'ailleurs toute la logique du New Public Management développé depuis les années 1980 dans les pays anglo-saxons.

La vraie question pour les enseignants reste de savoir s'ils sont cadres ou non ?

En termes de sociologie du travail, ils ne sont pas des cadres, au sens où ils n'assurent pas un encadrement hiérarchique, mais peuvent être considérés comme des cadres experts. Dans la

grille des salaires, ils sont catégorie A, et donc des cadres sur le plan juridique mais ils ne sont pas reconnus comme des cadres sur le plan social. Rien à voir avec les fonctionnaires qui sortent de l'ENA. Il ne faut pas oublier qu'historiquement les fonctionnaires ont été les premiers gros bataillons à incarner la notion de classe moyenne. Le déclassement des fonctionnaires et des enseignants est avéré. Mais la "privatisation" des fonctionnaires, c'est aussi le signe d'une remise en cause des classes moyennes au profit d'une dualisation sociale avec, en haut, des dirigeants et des états-majors et, en bas, une foule de salariés contractuels plus ou moins précarisés.

C'est la cause principale du malaise ?

Il y a aussi d'autres causes. Au fil des années on a surchargé les enseignants de multiples fonctions. Un peu comme les préfets. Et puis c'est vrai que sur le long terme ils ont perdu en pouvoir d'achat quand d'autres fonctionnaires comme les magistrats gagnaient.

Pourquoi a vos yeux y-a-t-il eu ce décrochage financier entre les enseignants et d'autres catégories de fonctionnaires ?

Une première réponse serait de dire qu'ils sont nombreux et que le poids budgétaire des augmentations est insupportable. Mille euros de plus par an et par enseignant, ce n'est pas grand-chose mais cela coûte 1 milliard.

Ensuite, et peut-être surtout, les enseignants ne constituent pas un groupe corporatisé et fortement intégré. Et ils sont répartis sur tout le territoire. Seuls les corps, petits, bien charpentés et ayant leurs entrées dans les cabinets ministériels ont pu se faire entendre pour obtenir des avantages financiers sectoriels (indices sommitaux, etc.) alors que l'on bloquait le point d'indice.

LEMONDE.FR : 1995, l'année où l'école bascule – Mardi 13 septembre 2011 | 11h26

Marilyne Baumard

Le grand virage de 1995 a donné un coup d'arrêt à la progression de la France en matière éducative. C'est un des points que souligne [la version 2011 de "Regard sur l'éducation"](#). L'hexagone a longtemps compté peu de diplômés dans sa population active. Seuls 55 % des 55- 64 ans ont au moins un diplôme de l'enseignement secondaire. C'est 16 points de moins que la moyenne de l'OCDE. Avec une bonne progression de la scolarisation dans le supérieur avant 1995, le taux de diplôme des 25-34 est monté à 84 %. Mais maintenant, il stagne et la France peine à amener la moitié d'une génération à un bac +3.

Elle en est à 43 %, et cela pète. Le point de blocage réside en amont dans le système. Dans l'enseignement secondaire, le taux d'accès au baccalauréat ne bouge pas vraiment depuis 1995. Il a progressé cette année, à la session 2011, mais artificiellement puisqu'on a eu pour la première fois l'effet du passage de la préparation du bac professionnel de quatre à trois ans. Plus globalement, l'OCDE, mesure que la scolarisation des 15-19 ans ne progresse plus dans notre pays. Elle met le doigt sur un problème crucial du système éducatif français : le fait qu'il n'arrive pas à "raccrocher ses décrocheurs". Chaque année, entre 120 000 et 150 000 jeunes

quittent l'école sans diplôme. Le système commence tout juste à s'y intéresser. L'OCDE rappelle pourtant que l'éducation est un vrai vecteur de croissance. Et grâce à un savant calcul, l'organisme international mesure que chaque fois que la France produit un étudiant de plus, elle génère un rendement public supplémentaire de 47 000 euros supplémentaires sur la carrière de ce diplômé. Des rentrées dues au fait qu'il gagnera plus, paiera plus d'impôt et bénéficiera de moins de transferts sociaux en sa faveur que s'il avait arrêté ses études plus tôt.

LA TRIBUNE.FR : La France, élève moyen de l'OCDE pour les dépenses d'éducation – Mardi 13 septembre 2011, 11:24

Clarisse Jay

Les dépenses d'éducation ont en moyenne progressé de 32% entre 2000 et 2008 dans les pays de l'OCDE. En 2008, année de référence de l'étude, la France a consacré 6 % de son produit intérieur brut au financement de ses établissements d'enseignement, contre 6,1% pour l'ensemble des pays de l'organisation. Celle-ci perçoit de "sérieux signes de ralentissement" dans l'Hexagone.

L'OCDE est formelle : en temps de crise, les gouvernements ne doivent pas réduire les dépenses dédiées à l'éducation. Dans l'édition 2011 de [son rapport « Regards sur l'éducation »](#), l'Organisation de coopération et de développement économiques constate que tous niveaux d'enseignement confondus, les dépenses - privées et publiques - ont en moyenne progressé de

32% entre 2000 et 2008 dans les pays de l'OCDE. En 2008, année de référence de l'étude, les pays de l'OCDE ont consacré 6.1 % de leur produit intérieur brut (PIB) cumulé au financement de leurs établissements d'enseignement. La France se situe en dessous de la moyenne avec 6% dépensés, un montant en repli par rapport à 2000 (6,4%) et à 1995 (6,6%). Le pourcentage des dépenses rapportées au PIB est supérieur à 7.0 % au Chili, en Corée, au Danemark, aux États-Unis, en Islande, en Israël et en Norvège. Par contraste, 9 des 36 pays dont les données sont disponibles consacrent moins de 5 % de leur PIB à l'éducation : l'Allemagne (4.8 %), la Chine (3.3 %), la Fédération de Russie (4.7 %), la Hongrie (4.8 %), l'Indonésie (3.3 %), l'Italie (4.8 %), le Japon (4.9 %), la République slovaque (4.0 %) et la République tchèque (4.5 %)

Signes de ralentissement en France

En dépit de dépenses légèrement en dessous de la moyenne, la note sur la France de l'OCDE se veut assez critique. Comme nombreux pays développés, l'Hexagone a produit des effort significatifs en matière de démocratisation et de massification de son enseignement ces trente dernières années. Sa proportion de diplômés du secondaire - ou plus - est notamment en en forte hausse : 84 % des 25-34 ans français avaient en 2010 un diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat, CAP ou BEP contre seulement 81 % pour la moyenne OCDE. Mais depuis 1995, la situation se gâte. « Nous observons une stagnation ou un ralentissement de la plupart des indicateurs sur ces 10 à 15 dernières années », note Eric Charbonnier, expert éducation à l'OCDE. Le taux de scolarisation, que l'on croyait avoir atteint des niveaux sans



précédent, notamment à l'aulne du taux de réussite au baccalauréat, désormais à 86 % (mais 30 % d'une génération n'accède toujours pas à ce diplôme...), est ainsi en recul. Alors qu'il a progressé de 9,3 points en moyenne chez les 15-24 ans des pays de l'OCDE entre 1995 et 2009, il est passé en France de 89 % à 84 %. A l'inverse, des pays comme la Belgique, l'Irlande, la Pologne ou la Slovaquie dépassent les 90 %. Même tendance pour les diplômés du supérieur. « Les taux de scolarisation des 20-29 ans ont progressé dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE », note l'organisation internationale, parfois de plus de 10 points comme en Corée, Finlande, Hongrie ou Pologne. Dans le même temps, des « signes de nivellement se font jour » en France, ce taux a stagné depuis 1995 à 19 %, contre... 26 % pour la moyenne OCDE en 2009 (tableau C1 page 312) !

Déséquilibre des investissements

Autre indicateur très parlant, l'investissement financier. Dans l'enseignement primaire et secondaire (collèges et lycées), la France présente depuis plusieurs années un déséquilibre et un ralentissement de la croissance. Le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, s'est félicité d'une progression des dépenses par élève de plus de 80 % sur ces trente dernières années lors de sa conférence de presse de rentrée, le 1er septembre. En fait, depuis 1995, la progression marque le pas : + 7 % entre 2000 et 2008 contre une hausse de 15 % en moyenne dans 23 pays de l'OCDE. Autre problème, la dépense française est mal répartie : inférieure à la moyenne en primaire, elle est supérieure au lycée, du fait des disciplines et des nombreuses

options. Ce qui implique la mobilisation de plus d'enseignants. Seul bon point, le supérieur bénéficie d'une progression des dépenses de 17 % en France, contre 14 % pour la moyenne OCDE.

Le salaire des enseignants en berne

Enfin, s'il était besoin de le confirmer, la France se distingue par un salaire statutaire - c'est-à-dire hors primes et heures supplémentaires - de ses enseignants en berne. Entre 1995 et 2009, il a diminué. Ainsi, en France, un enseignant de primaire ayant au moins quinze ans d'expérience gagnait en 2009 35.856 dollars (la monnaie de référence de l'OCDE) par an, contre 38.914 dollars pour la moyenne des pays de l'organisation. Tant dans le primaire que dans le secondaire, le traitement moyen des enseignants français est inférieur à la moyenne OCDE.

Des mesures de revalorisation

« Seuls les salaires en fin de carrière sont légèrement au-dessus », relève l'OCDE. « La rémunération des enseignants stagne en France entre 1995 et 2009 », précise Eric Charbonnier. L'année dernière, Luc Chatel avait promu la revalorisation des débuts de carrière dans le cadre de son « pacte carrière ». Il estime, en mettant bout à bout les mesures de revalorisation mises en place depuis 2007 (primes, heures supplémentaires, accompagnement personnalisé, la correction des copies du bac...) que ce sont pas moins de 981 millions d'euros supplémentaires qui ont été affectés au renforcement du pouvoir d'achat des enseignants (La Tribune du 25 mai 2011).

65.000 postes supprimés depuis 2007

Mais « si l'on considère le seul salaire statutaire, le niveau de vie baisse », corrige Eric Charbon-

nier. Et qui dit heures supplémentaires, dit augmentation du temps de service... Ce vers quoi tend le gouvernement discrètement puisque environ 15.000 postes sont supprimés par an en France, ce qui porte le total à 65.500 depuis 2007. Par ailleurs ces revalorisations ne bénéficient pas à tous les enseignants. Ceux du premier degré ne font, par exemple, pas d'heures supplémentaires et ne corrigent pas les copies du bac. Ces 981 millions d'euros intègrent aussi des traînes de mesures anciennes, comme les 75 millions consacrés à la poursuite du plan d'intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles lancé en... 1990.

Le coût des heures supplémentaires

Enfin, ces fameuses heures supplémentaires ont un coût pour l'État : 1,41 milliard d'euros cette année, contre 1,25 milliard d'euros en 2010. Cette stagnation du niveau de vie pourrait à terme avoir un effet néfaste sur l'attractivité du métier en France, estiment de nombreux observateurs, d'autant plus depuis l'obligation d'avoir un master (bac + 5). La désaffection observée lors de la session 2011 des concours pourrait en être un premier signe.

L'OCDE dubitative sur les réformes à venir

Quant aux réformes en cours ou à venir (lycée, rythmes scolaires, recrutement, expérimentations sur le sport...) en France, l'OCDE se montre dubitatif sur la méthode française, qui consiste à lancer tous azimuts des changements sans définir précisément au préalable un grand projet national global comme l'ont fait la Pologne, l'Allemagne, le Portugal ou encore le Chili et le Brésil.

LEFIGARO.FR : Éducation : la France, pays champion de l'inégalité - Mis à jour le mardi 13 septembre 2011 à 11:15

Dans la version 2011 de son dernier rapport, « Regards sur l'éducation », l'OCDE n'est pas tendre pour la France.

Par Marie-Estelle Pech

On le sait grâce aux études de comparaisons internationales Pisa menées par l'organisation internationale qui regroupe 31 pays développés, le poids des inégalités sociales est toujours aussi fort pour expliquer les performances moyennes des élèves français âgés de 15 ans. Avec la Nouvelle-Zélande, la France est le pays où la performance en compréhension écrite varie le plus selon le milieu socioéconomique: 30%. Les élèves issus de l'immigration ont plus de difficulté à réussir en France que partout ailleurs: ils ont l'équivalent d'une année d'étude de retard en moyenne avec les jeunes d'origine française! «Le déterminisme social est très important en France», insiste Eric Charbonnier, l'un des experts économiques de l'OCDE. A l'inverse, les quatre pays en tête du classement, Canada, Corée, Finlande et Shanghai parviennent à assurer une plus grande équité.

À lire l'analyse de l'organisation internationale, la politique éducative de notre pays n'est guère efficace, surtout depuis 1995. Depuis cette date, les taux de scolarisation des 15-19 ans stagnent en France, voire diminuent légèrement à 84% quand ce taux a progressé de manière constante dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE, augmentant de 9,3% en pourcentage entre 1995 et

2009. Certes, selon Claude Sauvageot, expert français auprès de l'OCDE, cette baisse s'explique en partie par le fait que la France a limité les redoublements dans l'enseignement secondaire ces dernières années. «Du coup, les jeunes se retrouvent plus vite dans le monde du travail à ces âges», explique-t-il.



Crédits photo : FRANK PERRY/AFP
Des élèves sont installés dans l'une des classes de l'école Harouys à Nantes, le 05 septembre 2011.

Il n'empêche, Pour Eric Charbonnier, «la stagnation est évidente». De même, le taux de scolarisation des étudiants de 20-29 ans ne progresse plus. La France reste bloquée à 19% quand les autres pays de l'OCDE atteignent en moyenne le chiffre de 26%.

La France investit davantage dans son enseignement supérieur depuis 2000 mais pour le reste son investissement financier dans l'éducation faiblit. C'est une conséquence logique des suppressions de postes d'enseignants, ces dernières années: entre 2000 et 2008, les dépenses éducatives ont augmenté à un rythme «plus faible que le PIB», selon l'OCDE en Allemagne, Autriche, France, Israël, Japon. Parmi ces pays, les variations les plus sensibles s'observent en France et en Israël, pays où la part du PIB consacrée à l'éducation a diminué d'au moins 0,3 point de pourcentage entre 2000 et 2008, essentiellement en raison de la diminution des dépenses en pourcentage de PIB dans l'enseignement primaire et secondaire. Alors que la part de l'éducation dans les budgets publics est passée de 11,8% en 1995 à 12,9% en 2009, en moyenne dans l'OCDE, en France, la part dans l'éducation dans ces mêmes budgets a diminué, passant de 11,5% en 1995 à 10,6% en 2008. Pourtant, affirme l'organisation internationale, même en temps de crise, il faut continuer à investir dans l'éducation: Le diplôme protège contre le chômage: 30% des jeunes Français de 20 à 24 ans sans diplôme d'études secondaires sont sans emploi, un taux réduit de plus de 10% pour ceux qui ont un diplôme équivalent au bac.

LEFIGARO.FR : Haro sur le statut des enseignants qui date de 1950 - Mis à jour le mardi 13 septembre 2011 à 11:14

Pour l'OCDE, l'idée, évoquée par le gouvernement, d'engager une réforme sur le statut des enseignants français après la présidentielle est intéressante.

Par Marie-Estelle Pech

«La situation des enseignants français est régie par des décrets qui n'ont pas bougé depuis

1950: 15 heures de cours pour les agrégés et 18 heures pour les titulaires d'un Capes est obsolète», estime Bernard Hugonnier, l'un des experts économiques de l'OCDE. Partout ailleurs, affirme-t-il, les contrats signés entre l'État et les municipalités concernant les enseignants englobent les cours mais aussi des activités pédago-

giques, des échanges avec les parents, le soutien scolaire, etc. «En France, les enseignants sont uniquement focalisés sur leur temps de service, c'est à dire leurs heures de cours. Du coup, ils ont l'impression que ce qu'on leur demande en plus devrait être payé en heures supplémentaires. Si on incluait dans leurs contrats toutes

ces tâches qu'ils font déjà pour partie, quitte à les payer davantage, leur investissement serait meilleur», estime-t-il. Il faut «négocier avec les syndicats d'enseignants», insiste-t-il, et instituer un «système contractuel qui peut varier selon leur statut. C'est cela la modernité», précise-t-il.

L'urgence d'une réforme se fait d'autant plus sentir qu'aujourd'hui, en France, la situation financière des enseignants n'est pas brillante. Le salaire moyen des enseignants du primaire et du secondaire est inférieur à la moyenne de l'OCDE, aussi bien pour les débutants que pour ceux qui ont 10 ou 15 ans d'expérience. Seuls les salaires

en fin de carrière sont légèrement au-dessus de la moyenne de l'OCDE. Lorsque on n'inclut ni les primes, ni les heures supplémentaires, entre 2000 et 2009, le salaire des enseignants a augmenté dans la plupart des pays, sauf en Australie, en France, au Japon et en Suisse.

LEPARISIEN.FR : Education : l'OCDE met la France en garde - Mise à jour : Mardi 13 septembre 2011, 11h11

Claudine Proust
Peut mieux faire. La France ne sort décidément pas grandie des études successives de l'OCDE, qui sonde régulièrement les performances scolaires des élèves de 15 ans (par les fameux tests Pisa) et compare à travers une panoplie d'indicateurs l'état des systèmes éducatifs de ses pays membres. Le constat que dresse la dernière livraison annuelle de l'Etat de l'éducation, en 500 pages d'indicateurs comparatifs (niveau de formation des adultes, taux d'obtention d'un diplôme du secondaire, taux de scolarisation, montant des dépenses publiques d'éducation), dévoilé ce mardi matin dans le monde entier à 11 heures est loin d'être excellent.

Un -petit- satisfecit. La France a rattrapé son retard côté adultes, puisque elle compte désormais 84 % de 25-34 ans titulaires d'un diplôme du secondaire, CAP BEP ou Bac, quand la moyenne de l'OCDE se situe à 81 %. A peine plus de la moitié des 55- 64 ans ont un tel diplôme en poche.

Un taux de scolarisation des jeunes en berne. En revanche, depuis 1995, le pays n'a pas amélioré le taux de scolarisation des 15-19 ans. Alors que dans la quasi totalité des pays de l'OCDE, cette tranche d'âge est de plus en plus scolarisée, en France on est passé de 89 à 84 %. «13 % de jeunes hors du système scolaire secondaire, soit quelque 130 000 par an» c'est une

«constante macabre» qui n'est pas encourageante pour la compétitivité de notre pays, observe le directeur pour l'éducation à l'OCDE Bernard Hugonnier. L'étude de l'OCDE démontre en effet qu'un diplôme du secondaire reste une clef fondamentale pour décrocher un emploi. Le taux de chômage des moins de 25 ans sans diplôme atteint les 30 % en France.

Pas assez d'argent pour le primaire... S'il l'on veut que les jeunes ne quittent ou n'abandonnent pas l'école avant d'avoir décroché un diplôme, fuyant la spirale de l'échec qu'ils doivent y affronter, il faut «mettre le paquet dès le cours préparatoire» prévient Bernard Hugonnier. L'enquête Pisa l'esquissait déjà : c'est dès les premières années, même dès la maternelle, qu'on lutte contre l'échec scolaire. L'OCDE enfonce le clou : non seulement la France investit moins (la part de l'éducation dans les budgets publics est passée de 11,5 % à 10,6 % entre 1995 et 2008), mais elle le fait de façon déséquilibrée. Trop d'argent dans le secondaire (12 % de plus par élève que la moyenne de l'OCDE) et pas assez dans le primaire (14 % de moins que la moyenne).

... ni pour s'offrir le meilleur des professeurs. Les pays qui ont amélioré leur système éducatif sont ceux qui ont fait le choix d'investir dans leurs profs. Or entre 1995 et 2009, le salaire statutaire des enseignants (hors heures

supplémentaires et primes) qui ont 10 ou 15 ans de métier a diminué en France. Le salaire moyen des profs du primaire et du secondaire (sauf en toute fin de carrière) y est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. «Cela interroge sur l'attractivité du métier» observe Eric Charbonnier, analyste à l'OCDE. L'examen comparé des indicateurs de tous les pays montrent en outre que les pays ont décidé d'améliorer leur système éducatif en investissant plus dans le recrutement des enseignants (leur qualité) ont de meilleurs résultats.

La France championne de l'inégalité. Les mots du directeur de l'éducation à l'OCDE sont particulièrement durs sur ce point. «L'égalité des chances et l'école républicaine dont on se gargarise sont un mensonge colossal. Il faut que la France se réveille et prenne ce problème à bras le corps», car elle se trouve pour le coup championne de l'inégalité scolaire, arrivant en 33e position sur 34 pays ! Soit bonne avant dernière pour «offrir» une chance par l'école aux enfants de milieux socioéconomiques défavorisés et/ou issus de l'immigration. «Il n'y a qu'un seul pays où l'influence du milieu familial est plus importante que la France : la Nouvelle Zélande». Système scolaire élitiste oblige : un enfant d'immigré de première génération en France a toutes les chances...de subir un retard scolaire d'un an et demi par rapport à ses camarades.

THE TELEGRAPH.CO.UK : University education : OECD: UK student tuition fees 'third highest in the world - The UK is the third most expensive place in the world to go to university, it emerged today, with fears it could top international league tables when fees soar next year - Tuesday, September 13, 10.39 am

By Graeme Paton
Figures show that undergraduates in just two other countries - the United States and Korea - currently pay more for a degree than in the UK. Data from the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) showed that students were charged the equivalent of almost £3,100 a year for a university course in 2008/9. It put the UK above Japan and Australia and significantly higher than European competitors such as France, the Netherlands and Sweden, where tuition is free.

Separate figures show that UK students currently contribute two-thirds of the cost of a degree course - more than double the OECD average and around twice the proportion a decade ago. The findings come before the cap on tuition fees almost trebles to £9,000 for students starting courses in 2012, which could lead to the UK topping the table in coming years.

According to the OECD, a sharp rise in the cost of higher education in the US has already led to a relative stagnation in the number of people going on to university.



Photo: REX FEATURES

Students in the UK pay more for a degree than in any other country, apart from the US and Korea, according to the OECD.

Andreas Schleicher, head of the organisation's indicators and analysis division, insisted that comparisons to other nations were unfair as UK students had access to generous Government-backed loans, which is "far different from Korea and the US".

But he acknowledged that the scale of loan repayments represented a "difficult psychological barrier" for poor students to overcome.

He added: "In the US, one of the issues is cost. The cost for higher education has risen dramatically. It is very difficult for people to afford."

"If you look at the UK system, at the moment it is quite strong. With public and private money, it probably is the best system."

"But there is a clear risk in there if fees get to a level that's unmanageable, if you free things up entirely - and universities may well want to charge fees a lot higher than £9,000 - then you can run into problems."

Separate data showed that disadvantaged teenagers were already less likely to succeed "against the odds" in the UK than in most other nations. They were 30th out of 39 countries for pupil resilience - achieving decent standards despite coming from the poorest backgrounds. Critics fear that a rise in university fees may hold them back further.

Sally Hunt, general secretary of the University and College Union (UCU), said: "The Government's university reforms are an untested experiment that are being rushed through at an alarming rate."

"Overnight it is transferring the burden of funding higher education from the state to the student."

The report - Education at a Glance - compared figures for 34 OECD member countries plus systems in states such as Brazil, Russia, Argentina, China, India, Indonesia, Saudi Arabia and South Africa.

It found UK tuition fees were the third most expensive in the world in 2008/9, with average students paying the equivalent of almost \$5,000 to attend public universities. In Korea and the United States, students had a greater choice between public and private universities, with the latter charging far more. Average fees for Korean students were \$5,315 at public universities and \$9,586 at private institutions, while the cost of a degree ranged from \$6,312 to \$22,852 in the US.

At the same time, UK students pay a greater share of the overall cost of a university degree than in most other developed nations, it was revealed.

Some 65.5 per cent of course costs are currently covered by individual students - putting the UK fourth in the world behind Chile, Korea and Japan.

However, the data showed that the wage premium for people with a degree was far higher for UK students than in most other countries.

David Willetts, the Universities Minister, said: "The earnings premium enjoyed by graduates remains substantial and higher than the OECD average. This vindicates our reforms."

"By asking graduates to contribute more to the costs of their education, we have been able to avoid damaging alternatives like cutting student



EDUCPROS.FR : Éric Charbonnier (expert à l'OCDE) : « Améliorer la qualité du personnel enseignant est plus efficace que toucher à la taille des classes » - Mardi 13 septembre 2011

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) publie, mardi 13 septembre 2011, la nouvelle édition de son rapport « Regards sur l'éducation ». Le document montre que le budget éducation de la France progresse moins en moyenne que celui des autres pays développés, que le taux de scolarisation stagne, que le diplôme reste un rempart contre le chômage, que l'Hexagone attire toujours les étudiants étrangers ou encore que le salaire des professeurs a baissé entre 2005 et 2009. Interview d'Éric Charbonnier, analyste des politiques éducatives à l'OCDE.

Propos recueillis par Virginie Bertereau

Quels enseignements faut-il tirer de ce « Regards sur l'éducation 2011 » pour la France ?

Il y a une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne nouvelle, c'est que le niveau de l'éducation a nettement augmenté ces dernières décennies en France. Le pays a rattrapé son retard. 84 % des adultes de 25 à 34 ans ont aujourd'hui un niveau bac, CAP ou BEP (81 % pour la moyenne des pays de l'OCDE), alors qu'ils ne sont que 55 % dans la tranche des 55-64 ans à être dans ce cas (71 % dans l'OCDE). La mauvaise nouvelle : on constate depuis 1995 un ralentissement des progrès du taux de scolarisation et de l'investissement financier dans l'enseignement primaire et secondaire. La France a augmenté de 7 % son budget éducation entre 2000 et 2008, contre 34 % en moyenne dans

l'OCDE, pour une évolution d'effectifs comparable. Beaucoup de pays en ont fait une priorité, pas la France.

Faut-il relier ces constats au manque de résultats des élèves français dans les enquêtes PISA ?

On ne peut pas dire qu'il existe une corrélation directe entre l'investissement financier et les résultats des élèves car, d'un pays à l'autre, l'investissement ne porte pas sur les mêmes mesures. Certains réduisent la taille des classes. D'autres augmentent le salaire des enseignants. En revanche, les enquêtes PISA montrent que les inégalités sociales en France jouent un grand rôle dans les performances moyennes des Français. Cela donne des pistes pour améliorer notre système éducatif... Citons l'exemple de Shanghai où les meilleurs professeurs et chefs d'établissement sont placés dans les établissements difficiles.

Justement, réduire la taille des classes ou augmenter les enseignants : qu'est-ce qui est le plus efficace ?

Selon les études de l'OCDE, les politiques qui visent à améliorer la qualité du personnel enseignant – cela passe par une augmentation des salaires pour attirer davantage et augmenter le niveau, mais aussi par la formation, les méthodes pédagogiques, etc. – sont plus efficaces que celles qui touchent à la taille des classes. Ce qui ne veut pas dire que les politiques sur la taille des classes sont vouées à l'échec... Si une

réforme va dans ce sens en France, il faut surtout l'envisager dans les établissements difficiles. **Luc Chatel, le ministre de l'Éducation nationale, ne cesse de répéter que le budget moyen par élève a déjà augmenté de 80 % par rapport à 1980 et que le salaire des enseignants débutants a été revalorisé en 2010. Qu'en pensez-vous ?**

Sur le salaire des enseignants, nos chiffres datent de 2009. On n'a donc pas pris en compte les nouvelles mesures. Notez toutefois qu'entre 2005 et 2009, on a relevé une baisse de 5 % du salaire statutaire – hors primes, hors heures supplémentaires, que les professeurs ne connaissent pas au départ – des enseignants. Donc, je ne suis pas sûr que tout va changer en 2010-2011. Sur l'investissement, la hausse est une réalité, mais le ministre compare les données d'il y a près de quarante ans à celles d'aujourd'hui. De notre côté, nous avons également regardé l'évolution à plus court terme.

Finalement, la France se trompe-t-elle de voie, fait-elle tout à l'envers ?

Non, la France ne fait pas tout ce qu'il ne faut pas faire. Elle a tout de même rattrapé son retard concernant son niveau d'éducation. Mais cette progression va-t-elle continuer ? La stagnation qui touche le primaire et le secondaire va-t-elle atteindre le supérieur ? Il faut que l'État investisse. Un étudiant rapporte deux fois plus à l'État français qu'il ne lui coûte. Mais c'est trois fois plus en moyenne dans l'OCDE.

LE DEVOIR : Éducation - Les diplômés canadiens s'en tirent moins bien que ceux des autres pays de l'OCDE - Mardi 13 septembre 2011



Photo : Agence Reuters Sue Ogrocki

Lisa-Marie Gervais

Le taux d'emploi chez les diplômés parmi les plus qualifiés au pays serait relativement peu élevé selon l'OCDE.

Les diplômés universitaires du Canada ont la vie dure comparativement à ceux des autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), révèle le plus récent rapport de l'organisation, rendu public aujourd'hui. En effet, le taux d'emploi chez les hommes et les salaires de ces diplômés parmi les plus qualifiés au pays seraient relativement peu élevés.

Intitulé Regards sur l'Éducation 2011, ce document de référence, qui recense de multiples indicateurs en éducation pour comparer notamment la totalité ou quelques-uns des 34 pays de l'OCDE, mais aussi ceux du G20, démontre que le Canada possède la plus grande proportion de diplômés, se destinant à la recherche ou à l'exercice de professions exigeant un haut niveau de compétences comme la médecine, qui gagnent moins que le salaire médian (25 500 \$ pour une

personne seule en 2009, selon Statistique Canada). Voilà qui indique que les qualifications acquises et les besoins sur le marché du travail ne sont pas toujours bien arrimés, laisse entendre le rapport.

Et alors que la présence des grands diplômés universitaires sur le marché du travail est très élevée dans la majorité des pays de l'OCDE (88,6 % en moyenne), au Canada, environ 82 % des hommes de cette catégorie, âgés de 25 à 34 ans, travaillent. C'est le pire taux après celui de la Hongrie.

Les diplômés universitaires ont aussi tendance à travailler moins d'heures puisque 60 % d'entre eux sont employés à temps plein, contre 75 % en moyenne dans les autres pays de l'OCDE. Enfin, l'écart entre le salaire gagné par des diplômés universitaires canadiens et ceux qui ne le sont pas demeure plus grand chez les femmes que chez les hommes.

Le Canada excelle par contre dans le raccrochage scolaire à tous âges et possède une bonne filière professionnelle au niveau secondaire, note le rapport. Toutefois, en le comparant à celui des pays de l'OCDE qui détiennent une telle filière, le taux d'obtention du diplôme au Canada est inférieur à 30 %, à l'instar notamment de la Corée, de l'Estonie et du Mexique. Sur une note plus positive, le bilan de l'OCDE souligne que le Canada fait partie des pays à la main-d'oeuvre la plus qualifiée. Environ 50 % des travailleurs possèdent un diplôme universitaire, contre 30 % en moyenne dans les autres pays. Et cette proportion continue de croître. Chez les jeunes Canadiens âgés de 25 à 34 ans, 56 % sont diplômés de l'université, une part qui n'est sup-

plantée que par les Coréens, qui sont 64 % à avoir au moins un tel diplôme.

Diplomation en hausse

« Dans l'hypothèse du maintien des taux d'obtention d'un diplôme à leur niveau actuel, 82 % des jeunes d'aujourd'hui devraient terminer avec succès leurs études secondaires au cours de leur vie, en moyenne, dans les pays de l'OCDE », souligne d'emblée le rapport.

Actuellement, dans 28 des 33 pays de l'OCDE à l'étude, 60 % au moins des individus âgés de 25 à 64 ans sont au moins diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Les filles sont toujours premières de classe : 73 % d'entre elles terminent avec succès et dans le délai imparti leurs études secondaires, contre 63 % de garçons. Il n'y a qu'en Suisse et en Allemagne que le taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires des filles est inférieur à celui des garçons.

Enfin, le pourcentage de diplômés universitaires a sensiblement augmenté au cours des 30 dernières années : il est de 37 % en moyenne chez les 25-34 ans et c'est en Corée, au Japon ainsi qu'au Canada qu'il est le plus élevé, avec plus de 50 % de jeunes adultes qui ont terminé avec succès une formation de ce niveau. Le rapport mentionne en outre que bien que le nombre de diplômés du doctorat demeure faible dans le monde, il n'a cessé de croître, à raison de 5 % par an depuis 2000.

Pour plus de détails sur les autres indicateurs (les droits de scolarité, le niveau de salaire des enseignants, les dépenses publiques en éducation, etc.), consultez notre site Internet www.ledevoir.com.

LE DEVOIR : Le pays fait bonne figure en matière d'immigration qualifiée - Mardi 13 septembre 2011

Lisa-Marie Gervais

Lorsqu'il s'agit d'attirer des immigrants instruits et qualifiés pour venir, par exemple, enrichir le bassin de main-d'œuvre, certains pays réussissent mieux que d'autres. C'est le cas du Canada, qui connaît du succès en la matière, souligne le grand rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), intitulé Regards sur l'Éducation 2011. Avec une proportion de plus de 45 %, il est d'ailleurs le pays qui compte le plus d'autochtones diplômés de l'université, tout juste suivi de l'Irlande.

Et le Canada fait également bonne figure pour son taux de rétention des étudiants étrangers. Son «taux de séjour», un indicateur élaboré par l'OCDE qui permet d'évaluer le pourcentage d'étudiants en mobilité internationale qui sont passés du statut d'étudiant à un autre statut de résidence (un permis de travail, par exemple), est de 33 %, contre 25 % ailleurs en moyenne. Autre fait intéressant: au Canada, 61 % des élèves nés à l'étranger ont suivi des études universitaires les menant à la recherche ou à une carrière qui demande un haut niveau de compé-

tences, comme la médecine, contre 43 % seulement des élèves nés au pays. Et si les autochtones sont en général plus performants que les élèves issus de l'immigration dans la plupart des pays, ce n'est pas le cas pour l'Australie, la Hongrie et le Canada, où les élèves issus de l'immigration, de la première comme de la deuxième génération, surclassent les élèves autochtones.

THE GAZETTE : More education? More likely to be employed in downturn, study says – Tuesday, September 13, 2011



Photograph by: Getty Image
Getty Images

Canadians who have a university or college degree suffered fewer job losses during the global financial crisis than those with less education, according to a new report.

By Jordan Press
Postmedia News

OTTAWA — Canadians who have a university or college degree suffered fewer job losses during

the global financial crisis than those with less education, according to a new report.

The [study released Tuesday](#) from the Organization for Economic Co-Operation and Development (OECD) found more than 80 per cent of university and college graduates between the ages of 25 and 64 are employed, compared to a little more than 50 per cent of high school graduates. Those figures are average compared to other countries in the OECD report, including Japan, China, the U.S. and the U.K. According to the OECD, unemployment rates among university graduates are 4.4 per cent on average across OECD countries in 2009.

People who did not complete high school faced unemployment rates of 11.5 per cent, up from 8.7 per cent the year before.

Based on current graduation trends, 82 per cent of young people today will complete upper secondary education, but those who do not will face ever greater challenges in entering and staying in the job market, the OECD said.

The OECD called on governments to increase their investments in education in order to avoid creating a "lost generation."

"The cost to individuals and society of young people leaving school without a qualification keeps rising," OECD secretary-general Angel Gurría said in a release. "Despite strained public budgets, governments must keep up their investment to maintain quality in education, especially for those most at risk."

On average, the OECD found that countries spent about 6.1 per cent of GDP on education in 2009. The report found Canada spent a little more than six per cent of GDP on education.

But as a percentage of public expenditures, Canada's spending dropped between 1995 and 2008 while the OECD average went up. The OECD report found Canadian spending decreased to 12.3 per cent from 12.7 per cent.

The report also estimated how much someone with a post-secondary degree will pay in income taxes over the course of their lifetime over and above government funding — about \$91,000 U.S..

HÜRRİYET DAILY NEWS : Turkey ranks low on its education, report says - Tuesday, September 13, 2011



DAILY NEWS photo, Emrah GÜREL
ISTANBUL - Hürriyet Daily News

A recent report shows that Turkey ranks low in rates of higher-education, exhibits gender disparities and has high unemployment rates among youth. Accordingly, only 18 percent of Turks attend university education, while the average among Economic Development and Cooperation, or OECD countries is 40 percent.

Turkey ranks low in rates of higher-education attainment while exhibiting significant gender disparities in education, according to a [recent report](#) prepared by the Organization for Economic Development and Cooperation, or OECD. According to the report, 18 percent of 25- to 34-year-olds in Turkey have attained tertiary (col-

lege or university) levels of education, compared to an OECD average of 40 percent. Japan, Canada and Ireland ranked highest on this criterion while Turkey ranked second-lowest among 33 OECD countries, followed by Brazil, with a rate below 15 percent.

In 28 out of 33 OECD countries, 60 percent or more of 25- to 64-year-olds have completed at least upper secondary education, the report said. However, in Brazil, Mexico, Portugal and Turkey, more than half of the people in that age group have not completed upper secondary education. The report also showed that high school graduation rates increased between 1995 and 2009 in some countries, including Turkey. The most significant increases since 1995 were reported in Austria, the Czech Republic, the Slovak Republic, Switzerland and Turkey, where the annual growth in high school graduation rates was more than 8 percent.

In addition, the report looked at gender inequalities in different countries when it comes to education. In Japan and Turkey, more men than women graduate from institutes of higher education. The gender gap in favor of women is especially wide (more than 25 percentage points) in Iceland, Poland and the Slovak Republic, while in Germany, Mexico and Switzerland, there is practically no gender gap.

Women represent the majority of students and graduates in almost all OECD countries and

largely dominate in the fields of education, health and welfare, and humanities and arts. Men dominate in engineering, manufacturing and construction.

According to the OECD report, employment rates for women with only lower secondary education are particularly low: below 40 percent in Chile, the Czech Republic, Hungary, Poland, the Slovak Republic and Turkey. Across all educational levels, women earn considerably less than men, it said.

Interestingly, the report also showed that in Turkey, Finland and Japan, students from modest backgrounds do far better in reading than would be expected. The proportion of these students is between 10 and 15 percentage points higher than the OECD average.

The report also said that virtually everyone in the OECD area has access to at least 13 years of formal education; in Brazil, Indonesia and Turkey, however, 90 percent of children have access to only nine years or less of formal education.

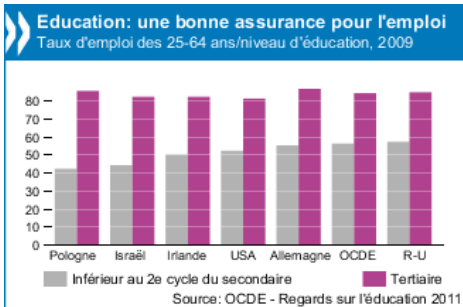
When it comes to youth unemployment rates, Turkey ranked second highest after Spain. Among 15- to 29-year-olds, 14 percent are unemployed in Spain and 11 percent are unemployed in Turkey.

OCDE : Education: la crise souligne l'importance des études, selon l'OCDE – Mardi 13 septembre 2011

13/09/2011 - Les diplômés de l'enseignement supérieur sont beaucoup moins nombreux à avoir perdu leur emploi pendant la crise économique mondiale que ceux qui ont quitté l'école sans qualification, selon la dernière édition de [Regards](#)

[sur l'éducation](#). Une éducation de qualité ainsi que de bonnes compétences sont cruciales à l'amélioration des perspectives économiques et sociales d'un individu.





En 2009, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est resté constant, à 4,4 % en moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE, alors que chez les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, le taux de chômage a atteint 11,5 %, contre 8,7 % en 2008. Cette tendance vient s'ajouter à l'énorme problème du chômage des jeunes, qui passe aujourd'hui la barre des 17 % dans la zone OCDE.

Pour M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, « le fait de quitter l'école sans diplôme est de plus en plus lourd de conséquences, tant pour les personnes concernées que pour la société dans son ensemble ». Et d'ajouter : « Nous devons à tout prix éviter le risque d'une génération sacrifiée. Malgré la restriction des budgets publics, les États doivent maintenir leurs investissements afin de préserver le niveau de qualité de l'enseignement, notamment pour les plus vulnérables ».

« L'investissement dans l'éducation n'est pas seulement une question d'argent, c'est aussi un investissement dans les personnes et un investissement dans l'avenir. »

Au vu des taux actuels d'obtention d'un diplôme, 82 % des jeunes d'aujourd'hui vont terminer avec succès le deuxième cycle du secondaire, mais ceux qui n'y parviendront pas auront d'autant plus de mal à entrer sur le marché du travail et à y rester. Plus de la moitié des 15-19 ans qui ne sont pas scolarisés sont au chômage ou inactifs. Dans la plupart des pays, les jeunes déscolarisés et inactifs ne reçoivent aucune aide sociale, et, par rapport à leurs aînés, sont deux fois plus susceptibles d'arrêter de chercher un emploi et de rompre tout lien avec le marché du travail.

Les gouvernements doivent donc investir dans l'éducation. À long terme, leurs budgets bénéficieront de cet investissement : les plus diplômés recourent généralement moins au système d'indemnisation du chômage ou à l'aide sociale et paient plus d'impôts une fois dans la vie active.

Un homme diplômé de l'enseignement supérieur versera, en moyenne, 91 000 USD d'impôts sur le revenu et de contributions sociales au cours de sa vie active, un montant supérieur à celui que l'État a payé pour sa formation.

L'instruction bénéficie aussi aux intéressés : dans l'ensemble des pays de l'OCDE, l'avantage salarial brut d'un diplômé de l'enseignement supérieur dépasse 300 000 USD pour les hommes et 200 000 USD pour les femmes.

Le rapport de l'OCDE montre également l'évolution du vivier mondial des compétences : les actifs plus qualifiés du Japon et des États-Unis, qui concentrent à eux deux près de la moitié des diplômés de l'enseignement supérieur dans la zone OCDE (47 %), ont donné à leurs pays respectifs une longueur d'avance dans de nombreux domaines de haute technicité.

Toutefois, la situation change : aujourd'hui, un retraité diplômé de l'enseignement supérieur sur trois réside aux États-Unis, contre un diplômé sur cinq seulement parmi les jeunes actifs. À l'inverse, 5 % seulement des Chinois ont un diplôme de l'enseignement supérieur, mais, du fait de la taille de sa population, la Chine se place désormais devant le Japon, au second rang derrière les États-Unis, pour ce qui est du pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur dans les pays de l'OCDE et du G20.

Regards sur l'éducation présente des statistiques nationales comparatives sur les systèmes d'éducation dans le monde. L'édition 2011 inclut, en outre, des indicateurs sur les ressources humaines et financières investies dans l'éducation, de même que sur le fonctionnement et l'évolution des systèmes d'enseignement, et sur le rendement des investissements dans l'éducation.

Il présente, pour la première fois, une analyse des systèmes d'éducation en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, en Inde, en Indonésie et en Fédération de Russie, et donne, entre autres, les indications suivantes :

Dépenses d'éducation

- En 2008, les pays de l'OCDE ont consacré 6,1 % de leur PIB à l'éducation. Entre 2000 et 2008, les dépenses ont progressé à un rythme plus soutenu que le PIB dans 25 des 32 pays dont les données sont disponibles (graphique B2.1).
- Entre 2000 et 2008, les dépenses unitaires dans les établissements d'enseignement supérieur ont augmenté de 14 points de pourcentage, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Les dépenses par étudiant ont reculé dans 7 des 30 pays dont les données sont disponibles dans la mesure où ces dépenses n'ont pas suivi la hausse des inscriptions (graphique B1.6, seconde partie).
- Entre 2000 et 2008, la part du financement privé dans l'enseignement supérieur s'est accrue dans 20 des 26 pays pour lesquels des données comparables sont disponibles. Cette part a augmenté de 6 points de pourcentage, en moyenne, et de plus de 15 points au Portugal, en République slovaque et au Royaume-Uni (graphique B3.3, première partie).

- En 2009, le salaire des enseignants représentait, en moyenne, 63 % des dépenses de fonctionnement au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non supérieur dans les pays de l'OCDE (tableau B6.2b). Entre 2000 et 2009, le salaire des enseignants a augmenté en valeur réelle dans la plupart des pays. Les hausses les plus fortes – bien au dessus de 50 % – ont été enregistrées en Estonie, en République tchèque et en Turquie. Échappent à cette tendance l'Australie, la France, le Japon et la Suisse, où le salaire des enseignants a diminué (tableau D3.3 et graphique D3.2).

Étudiants en mobilité internationale

- En l'espace de 30 ans, le nombre d'étudiants en mobilité internationale a considérablement augmenté, passant de 800 000 en 1975 à 3,7 millions en 2009 (graphique de l'encadré C3.1). C'est en Australie, en Autriche, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Suisse que l'on trouve les pourcentages les plus élevés d'étudiants en mobilité internationale dans l'enseignement supérieur.
- La Chine représente 18,2 % de tous les étudiants en mobilité internationale originaires de pays non membres de l'OCDE inscrits dans des pays membres (sans compter les 1,3 % d'étudiants originaires de Hong-Kong [Chine]).

Parité hommes-femmes

- Les jeunes femmes sont désormais plus susceptibles que les hommes de terminer leurs études secondaires dans tous les pays de l'OCDE, sauf en Allemagne et en Suisse.
- Les femmes constituent la majorité des étudiants et des diplômés dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE, et dominent largement dans les domaines de l'éducation, de la santé et du secteur social, ainsi que des lettres, des sciences humaines et des arts. Les hommes sont quant à eux majoritaires en ingénierie, production et construction (graphique A4.1).

Les journalistes sont invités à prendre contact avec Andreas Schleicher (tél. : + 33 1 45 24 93 66) à la Direction de l'Éducation de l'OCDE. Les journalistes peuvent obtenir le rapport sur [le site protégé par mot de passe de l'OCDE](#).

De plus amples informations à propos de Regards sur l'éducation, notamment les notes par pays et les principaux indicateurs, sont présentés à l'adresse : www.oecd.org/edu/rse2011

Des synthèses par pays sont disponibles pour l'Allemagne (en allemand), le Brésil, le Chili, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Grèce, l'Italie (en Italien), le Japon (en Japonais), la Corée et le Royaume-Uni.

BRUTALITÉ POLICIÈRE

JOURNAL DE MONTRÉAL : Des fouilles abusives : Deux manifestants acquittés en raison de l'intervention policière hâtive – Samedi 27 août 2011

VALÉRIE GONTHIER

Si les policiers sont parvenus à limiter les dégâts lors de la manifestation contre la brutalité policière, le 15 mars 2009, toutes les actions déployées n'ont pas été faites selon les règles de l'art.

Un total de 200 personnes ont été arrêtées lors de cette manifestation organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), dont le point de rencontre était le métro Mont-Royal. Sur

ces arrestations, 36 concernent des infractions criminelles.

Parmi les manifestants qui ont fait face à des accusations dans le cadre de cette opération policière, 18 ont présenté des requêtes visant l'exclusion de la preuve ou l'arrêt des procédures.

Argument évoqué ? Leurs droits garantis par la Charte canadienne des droits et libertés auraient été bafoués.

Jugée arbitraire

Dans un jugement rendu récemment par la Cour municipale de Montréal, la juge Lison Asseraf a rejeté leur requête, sauf dans deux cas. Le Tribunal a en effet donné raison à une femme de 26 ans, et à un homme de 24 ans, dont l'arrestation est jugée « arbitraire » et la fouille « illégale et abusive ».

Sarah Boudreau-Dupéré se dirigeait vers le point de rassemblement, en compagnie d'une dizaine de personnes.





PHOTO D'ARCHIVES

✓ Des 200 manifestants arrêtés, 18 ont présenté des requêtes visant l'exclusion de la preuve ou l'arrêt des procédures.

Parmi eux, certains étaient cagoulés, avaient en leur possession des bâtons et portaient des sacs à dos qui paraissaient lourds. Avec d'autres policiers, l'agent du Service de police de la Ville de Montréal Jean-Michel Laroche-Alepin s'est approché du groupe et les a avertis de l'illégalité

du port de bâtons, ce qui fut ignoré par les manifestants.

L'agent Laroche-Alepin est par la suite uniquement intervenu auprès de Sarah Boudreau-Dupéré, à la recherche d'armes potentielles. La femme de 26 ans arborait la cagoule et transportait uniquement un lourd sac à dos, ce qui, en soi, n'a rien d'illégal, a rendu compte le juge. De simples soupçons...

Selon le jugement, Mme Boudreau-Dupéré a coopéré lors de son arrestation. Après lui avoir lu ses droits et l'avoir menottée, l'agent Laroche-Alepin a fouillé son sac et a trouvé une quinzaine de roches de différentes grosseurs.

Or, le Tribunal soutient que l'agent de police n'avait que de « simples soupçons » quant à l'infraction commise par Sarah Boudreau-Dupéré. Selon ces circonstances, la juge Asseraf soutient que la fouille était « illégale et abusive » et l'arrestation « complètement arbitraire et sans égard pour ses droits ».

Règlement non valide

De plus, au moment de l'arrestation de la requérante, non seulement la manifestation n'avait pas débuté, mais l'événement n'avait pas encore été déclaré illégal par la police et aucun ordre de

dispersion n'avait été donné, rappelle le jugement.

L'arrestation est donc jugée illégale, puisque « le règlement municipal en vertu duquel la jeune femme a été arrêtée ne s'appliquait donc pas », peut-on lire.

Sarah Boudreau-Dupéré a été détenue pendant près de quatre heures sans aucun motif valable ni articulé, tranche la juge.

Cette dernière donne également raison à Randal Wayne Carrier à l'effet que la fouille et la saisie dont il a été l'objet étaient déraisonnables et abusives.

L'agent Mathieu Préfontaine a eu tort de fouiller l'homme dans la mesure où il n'était pas capable d'identifier la nature des objets perçus.

Dans le cas de certaines autres arrestations, la juge Asseraf a relevé certains accros aux procédures usuelles, comme le droit à l'avocat « sans délai » et l'exercice de fouille et de saisie. Mais la juge a conclu que ces entorses n'ont causé aucun préjudice grave aux accusés.

Elle a également noté la bonne foi apparente des policiers dans le déroulement de l'opération policière.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Des manifs préparées – Samedi 27 août 2011

VALÉRIE GONTHIER

D'année en année, le degré de violence manifesté par les participants au Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) augmente.

C'est ce qu'a constaté l'enquêteur Alexandre Bertrand du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), selon ce qui est rapporté dans le jugement rendu par la Cour municipale de Montréal.

Dans la métropole, seule la manifestation de 2003 a été passive.

Dans les autres cas, de nombreux actes de méfait ont été perpétrés par des manifestants et plusieurs personnes ont été blessées ou agressées.

Des projectiles, soit des roches, des bouteilles ou des cocktails Molotov sont souvent lancés et des « armes de rue » sont également utilisées.

De l'équipement policier a également déjà été volé et vandalisé.

Préparation

L'enquêteur Bertrand note qu'« une des problématiques principales des forces de l'ordre a été l'identification des contrevenants en matière criminelle. »

Pour contrer cette lacune, une procédure unique est donc prévue par le SPVM, puisqu'à chacune des manifestations, un nombre variable d'individus est arrêté.

Les policiers chargés des arrestations individuelles isolées peuvent ainsi, à leur discrétion, arrêter toute personne arrivant près des lieux du rassemblement munie d'un bâton, masquée et chargée de sac à dos donnant « des motifs précis de croire que cette personne possède des armes de rue ».

Afin d'éviter la casse, l'objectif est de retirer des lieux du rassemblement et de la manifestation « toute personne susceptible de mettre en péril la sécurité du public ou des policiers affectés à

veiller sur elle; le tout, sans créer de périmètre de sécurité », a expliqué au Tribunal l'enquêteur Alexandre Bertrand.

MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

15 MARS 2009

✓ 13e manifestation contre la brutalité policière à Montréal.

✓ 200 arrestations.

✓ 36 arrestations en lien avec des infractions criminelles.

VIOLENCE

✓ Seule la manifestation de 2003 avait été passive.

SOURCE: JUGEMENT COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL

LA PRESSE : 1ère page : ACQUITTÉE POUR CAUSE DE FOUILLE ABUSIVE - MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE : Arrestation « arbitraire » et fouille « abusive » – Vendredi 26 août 2011



PHOTO PATRICK SANFAÇON ARCHIVES LA PRESSE

Seule la manifestation organisée en 2003 s'est déroulée pacifiquement

CAROLINE TOUZIN

L'arrestation d'une jeune femme cagoulée s'appropriant à participer à une manifestation contre la brutalité policière munie d'un sac rempli de pierres était « arbitraire ». Et la fouille de son sac, « abusive », a tranché une juge de la cour municipale de Montréal. L'arrestation d'une jeune femme qui s'appropriait à participer à une manifestation contre la brutalité policière munie d'un sac rempli de pierres était « arbitraire » et la fouille de son sac « abusive », a récemment tranché une juge de la cour municipale de Montréal, qui a en conséquence acquitté la manifestante.

Cette décision apporte de l'eau au moulin du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), organisateur de la manifestation annuelle du même nom, qui se plaint depuis plusieurs années d'être victimes de fouilles abusives et d'arrestations illégales.

Le 15 mars 2009, vers 13 h 30, Sarah Boudreau-Dupéré faisait partie d'un groupe d'une dizaine de personnes cagoulées, en vêtements foncés, qui se trouvaient dans la rue Rivard. Certains avaient des bâtons et d'autres, des sacs à dos. La manifestation devait commencer une demi-heure plus tard à la station de métro Mont-Royal. Posté près de la station de métro, l'agent Jean-Michel Laroche-Alepin s'est approché du groupe avec des collègues pour avertir les manifestants que les bâtons étaient interdits par un règlement municipal. Le groupe a ignoré les policiers. L'agent a décidé d'arrêter la jeune femme de 26 ans – mais non les autres membres du groupe – avant que la manifestation ne commence. Le policier a invoqué un règlement municipal concernant « le droit de toute personne de jouir de l'espace public en toute sécurité ».

La jeune femme a coopéré. Il lui a lu ses droits, l'a menottée et a fouillé son sac, dans lequel il a trouvé une quinzaine de pierres de grosseurs variées. Elle n'a toutefois pas eu le droit d'appeler un avocat comme le prescrit la loi.

L'agent n'avait pas constaté d'infraction au moment de l'arrestation, a retenu la juge de la cour municipale Lison Asseraf. Il n'avait que des « soupçons ». À ce moment-là, la manifestation n'avait pas encore été déclarée illégale et aucun ordre de dispersion n'avait été donné. Le règlement municipal en vertu duquel la jeune femme a été arrêtée ne s'appliquait donc pas.

La jeune femme a été détenue plusieurs heures (de 13h35 à 17h10) sans motif valable, selon la juge. Elle sera « réarrêtée » à 17h10, cette fois pour l'infraction criminelle de possession d'armes (des pierres). Comme cette arrestation était « arbitraire », la fouille de son sac devient « illégale et abusive », a tranché la juge.

L'opération menée de bonne foi

La juge n'a toutefois pas condamné l'intervention policière globale qui s'est soldée par quelque 200 arrestations, dont 36 pour des infractions criminelles. Au fil des ans, seule la manifestation organisée en 2003 s'est déroulée pacifiquement. Malgré cette arrestation illégale, la magistrate conclut que, « dans son ensemble, la planification de l'opération était empreinte de bonne foi et dans le but d'assurer la sécurité du public en général, celle des manifestants paisibles et des policiers ».

Contrairement à ce que prétendait la défense, l'objectif de l'opération policière n'était pas

d'empêcher les gens de manifester ni de se servir des règlements municipaux comme d'un moyen indirect d'arrêter les gens et de les fouiller de façon arbitraire « en général », selon la juge.
D'autres manifestants arrêtés qui ont présenté des arguments similaires ont d'ailleurs vu leur requête en exclusion de la preuve rejetée, si

l'annonce fie à une série de jugements rendus plus tôt cet été.
« Les manifestants contre la brutalité policière sont devenus l'ennemi public no 1. La police fait preuve chaque année de beaucoup de créativité pour arrêter le plus de monde possible », estime pour sa part l'avocat de Sarah Boudreau-Dupéré, Me Pascal Lescaubeau.

Aucun porte-parole du COBP n'était disponible pour réagir à ce jugement, hier. De son côté, le Service de police de la Ville de Montréal a préféré ne pas le commenter puisque certaines personnes arrêtées lors de cette manifestation n'ont toujours pas eu leur procès.

ESCOUADE GAMA - ASSÉ

LE DEVOIR: Hausse des droits de scolarité - L'ASSÉ se dit victime d'un profilage politique - Mardi 19 juillet 2011



Photo : François Pesant - Le Devoir
Me Véronique Robert, de la Ligue des droits et libertés, et Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ, en conférence de presse, hier à Montréal

Marco Bélair-Cirino

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) compte traîner le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) devant la Commission des droits de la personne afin de le forcer à mettre fin aux activités de «l'escouade GAMMA», qui cible les «mouvements marginaux» et les «anarchistes».

La fonction de ce projet de Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes (GAMMA) «bafoue de manière flagrante» l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne, qui stipule que «toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur [notamment] les convictions politiques», a fait valoir hier le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois.

L'étudiant estime que les quatre arrestations faites dans la foulée de l'occupation des bureaux du ministre des Finances, Raymond Bachand, le 24 mars, puis de ceux de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), le 31 mars, avaient un «caractère politique».

M. Nadeau-Dubois appréhende d'autres arrestations, alors que l'ASSÉ s'apprête à sonner la mobilisation contre l'augmentation des droits de scolarité. «Jamais n'aura-t-on vu, dans un service de police, une volonté si claire et si assumée de casser les reins du mouvement étudiant non seulement en arrêtant ses militants et ses militantes, mais en visant précisément ses représentants élus», à la veille d'une «lutte historique» pour préserver l'accès aux études postsecondaires.

«On ne peut pas empêcher la police d'intervenir lors de manifestations qui tournent mal. On ne peut pas empêcher la police de surveiller des manifestations, mais que la police enquête de manière continue sur des jeunes qui sont militants, c'est très troublant et c'est très épouvantant», a ajouté Me Véronique Robert, de la Ligue des droits et libertés.

Pas une escouade

Le ministre des Finances avait annoncé, lors du dépôt de son dernier budget, que les droits de scolarité (2168 \$ en 2011-2012) seront haussés

de 325 \$ par année à partir de l'année scolaire 2012-2013.

Le porte-parole du SPVM, Ian Lafrenière, s'affairait hier à reprendre ceux qui définissaient GAMMA comme une escouade. «Je ne veux pas jouer sur les mots. Quand on parle d'une "escouade", ça vient avec un budget et une équipe. Dans le cas présent, c'est vraiment un projet; il y a un début et une fin», répétait-il. Le projet GAMMA a été «activé» lors de la manifestation du 1er mai, au cours de laquelle sept policiers «avaient été attirés dans un guet-apens», puis malmenés. Il n'a rien à voir avec les manifestations étudiantes de la fin de mars, a-t-il assuré.

Ce sont des enquêteurs du centre d'enquête sud qui ont mis le grappin sur les trois hommes et une femme, au lendemain de l'occupation des bureaux de Raymond Bachand et de la CREPUQ, et non ceux qui se sont vu confier le projet GAMMA. «Les gens n'ont pas été arrêtés en raison de leur affiliation politique, mais parce qu'ils ont commis des actes criminels», a-t-il poursuivi, balayant du revers de la main les accusations de l'ASSÉ selon lesquelles la police suit à la trace les figures de proue du mouvement étudiant. «Les gens qu'on surveille, ce sont les gens qui commettent des actes criminels.»

Vos réactions

Jacques Morissette, Abonné, mardi 19 juillet 2011 04h53

Aucun doute.

Et ils ont absolument raison de le penser. La politique conduit à tout, même des policiers à faire ce qu'ils croient être leur devoir de contrôler ce qui les dérange.

Ça ne les dérange pas eux, les policiers exécutants. Ça dérange des gens plus haut qu'eux qui obéissent aux impératifs d'un système politique.

Quant aux étudiants, ils ne sont pas obligés de jouer les naïfs dans tout ça. Ils apprennent dans leur cours, souvent de science po, qu'on cherche à faire d'eux des marionnettes.

Qu'est-ce qui se cache derrière la trame de ces conflits? C'est le catéchisme de la religion (qui n'est pas une science!) économique.

Assez merci, Inscrit, mardi 19 juillet 2011 05h18

Histoire!

Ceux qu'on lus l'histoire sur la montée du Nazi, les chemises brune en Allemagne y verront ici la montée de la Gestapo d'Hitler à la canadienne!

Autre époque, même histoire qui se répète....

Notre gouv. harper espionne nos fax. nos courriels, nos conversions téléphoniques, nos écrits dans les blog et journaux et cela depuis assez longtemps.

Depuis longtemps, les syndicats, les partis politique ont été infiltrés mais là c'est tout ceux qui on des choses à dire contre le système, le gouvernement

Le G-8 et g-20 en est une preuve du quoi les autorités sont prêtes à aller pour faire taire la population.

Les coupures, leur programme d'autérité pour faire payer les travailleurs pour la crise fabri-

qué par les banques et financiers RESTE À VENIR, petit à petit.

On ne veut pas la révolte du peuple comme en Grèce et ailleurs alors vient le rôle de la Gestapo pour protéger le régime de droite, du bon capitaliste et pour qui ????

André Michaud, Inscrit, mardi 19 juillet 2011 09h13

le travail des policiers

ça fait partie du travail des policiers de surveiller des groupes pouvant "possiblement" inciter à des actes criminels (manifs illégales, bris de propriété...). Ne pas le faire serait irresponsable de leur part.

En autant qu'on n'empêche pas les citoyens de s'exprimer, il n'y a rien de nazi à cela. Certains voient des nazis partout...

Jacques Morissette, Abonné, mardi 19 juillet 2011 09h50

La mise en cause d'un régime policier.

J'ai lu récemment un petit bout de texte qui reflète quelque peu ce que ces étudiants décrivent: «Plusieurs thèmes semblent interdits d'expression argumentée sur les grands médias : parmi d'autres, la dénonciation du capitalisme, l'ampleur des inégalités, la contestation de la croissance, la mise en cause du régime policier.» (H. Kempf, L'oligarchie, ça suffit, France, Seuil, 2011, 187 p., p. 104)

Michel Richard, Inscrit, mardi 19 juillet 2011 09h56

Vague d'arrestations ?

Si je comprend bien, trois (peut-être quatre) membres de l'ASSE se sont fait arrêter au cours des derniers jours. Ils sont accusés d'avoir commis des actes criminels et des preuves vidéo existeraient.

Où est le scandale ? L'appartenance à une association étudiante ne procure pas une licence à enfreindre la loi ! Si des preuves sérieuses existent que des lois ont été brisées, le scandale serait de ne pas arrêter les suspects.

Monsieur Pogo, Inscrit, mardi 19 juillet 2011 10h20

@André Michaud

<< Ça fait partie du travail des policiers de surveiller des groupes pouvant "possiblement" inciter à des actes criminels (manifs illégales, bris de propriété...)... >>

... Cependant, dans une société véritablement démocratique, le rôle d'agents provocateurs ne devrait pas faire partie du travail des policiers (Cf. Les Commissions Keable et Commission McDonald).

□ Turbine, Abonné, mardi 19 juillet 2011 11h08

@Jacques Lafond

Le but de la vie est de gagner de l'argent, c'est le plus important. Peu importe ta conscience, elle ne sert à rien. Tout ce que tu as appris qui ne sert à produire de l'argent n'est pas utile. Tout rêve, toute humanité est à bannir. Dans le fond, les jeunes, fermez votre gueule et gagnez de l'argent. Tu auras une maison avec des comptoirs en marbre, mais aucune bibliothèque. Tu ressembleras à un bœuf dans le champ qui vit pour nourrir un gros plein. D'où peut bien venir le décrochage scolaire? On se le demande...

JAMAIS UN QUÉBEC PAYS, Inscrit, mardi 19 juillet 2011 11h24
Et qu'ont ils fait?

Ont ils été arrêté pour rien? ou parce qu'ils ont forcé leur entrée, occupé des bureau causé des dommages?

Les boys, prenez vos responsabilité, vous commettez des actes illégaux, il ne resteront pas impunis, de plus c'est le devoir des policiers de garder l'œil sur les groupe qui ont causé des dommages de par le passé et qui encourage les actes illégaux.

Turbine, Abonné, mardi 19 juillet 2011 12h00

La propriété du gouvernement?

Le gouvernement appartient à chaque Québécois, jeune ou vieux. La manifestation était pacifique, les policiers l'ont affirmé. Alors, dépendant de nos convictions, on peut ou non être dans une place publique. C'est dément. Où va notre démocratie? Mes taxes paient pour ces locaux et si quelqu'un veut manifester, notre démocratie en donne le droit. Gamma est anti-démocratique. Bravo les jeunes pour cette dénonciation. Je suis contre la hausse des frais de scolarité. On ne peut gagner assez d'argent pour payer un logement, des études et étudier à temps plein. Chez nous, on a de la misère à rentrer dans notre budget pour envoyer fiston

aux études. Il travaille comme un malade et fait ses devoirs jusqu'à minuit le soir et travaille les fins de semaine. Les études sont devenues une histoire de riches!

□ Michel Richard, Inscrit, mardi 19 juillet 2011 13h45

@ Turbine

Bravo pour les efforts que vous faites pour supporter les études de votre fils, et pour les efforts qu'il fait lui même. Mes enfants sont allés à l'université, j'ai une idée ce de que ça représente.

Par contre ce n'est pas parce que des locaux appartiennent au gouvernement que quiconque peut y pénétrer à sa guise. Je ne pense pas qu'il soit raisonnable de demander que tout citoyen puisse avoir accès à tous les locaux gouvernementaux en tout temps et toutes circonstances.

Vous dites que la manifestation était pacifique. Peut-être, je n'y étais pas. Mais la police et au moins un procureur de la couronne ont regardé la preuve disponible (incluant de la preuve vidéo) et pensent que des infractions ont été commises. C'est pour ça qu'on a un processus judiciaire, pour trouver ce qui s'est vraiment passé.

Encore une fois, je ne vois vraiment pas d'injustice ici.

□ Lise Moga, Inscrit, mardi 19 juillet 2011 17h34

Tu brises, tu paies...

J'ai écouté Gabriel Nadeau-Dubois et sa perception de l'illégalité était plutôt floue, élastique. "Ça se fait souvent", ou "dans toutes les manifestations, il y en a qui brisent" ce n'est pas des excuses très très matures. Quatre étudiants ont été arrêtés pour des gestes illégaux. Si la preuve est convaincante, ils seront traduits devant la justice. Qu'ils assument! Avouons que ça débute bien mal une vie mais, à l'âge qu'ils ont, ils devraient savoir ce qu'ils font.

□ Turbine, Abonné, mardi 19 juillet 2011 19h14

Des gros mauvais méchants

D'accord M. Richard, mais des étudiants en colère pour des politiques injustes ne font pas le poids devant des criminels endurcis qui sont relâchés faute de tribunaux adéquats. Ne pensez-vous pas qu'on devrait réviser notre vue d'ensemble?

Gabriel Nadeau-Dubois ne me semble pas dangereux. Il a la langue bien pendue et c'est parfait.

J'aimerais que mes taxes servent à arrêter et juger de vrais criminels que de mettre sur pied un projet de surveillance politique. Ce qui est anti-démocratique.

Big brothers...Qui sont les plus dangereux?

LA PRESSE: Des élus étudiants se disent persécutés – Mardi 19 juillet 2011



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE
L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a retenu les services de l'avocate Véronique Robert pour porter plainte contre l'escouade à la Commission des droits de la personne.

« Les gens que nous avons arrêtés, c'est parce qu'ils ont commis des actes criminels, pas parce qu'ils ont tenu une réunion. »
Ian Lafrenière, du SPVM

VINCENT LAROUCHE

Alors qu'ils s'apprentent à lancer une campagne contre la hausse des droits de scolarité, des représentants d'associations étudiantes collégiales et universitaires se disent victimes d'une vague d'arrestations « sans précédent » menées par les enquêteurs de l'escouade GAMMA (Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes) de la police de Montréal.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui regroupe 45 000 élèves et étudiants, affirme que 4 de ses militants, dont 3

sont des élus nationaux de l'organisation, ont été arrêtés à leur domicile récemment par ces policiers affectés à la surveillance des mouvements « anarchistes » et « marginaux » .

Les infractions qui leur sont reprochées auraient été commises lors de deux occupations houleuses en mars dernier, l'une aux bureaux de la Conférence des recteurs et des principaux d'universités, l'autre au bureau du ministre Raymond Bachand. Une employée du bureau du ministre avait alors été blessée légèrement.

« Il faudrait être très naïf pour ne pas voir le lien clair entre cette vague d'arrestations en été et le début dans quelques semaines d'une mobilisation que nous souhaitons historique contre la hausse des frais de scolarité » , a déclaré hier le secrétaire aux communications de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois.

Selon le porte-parole, la police pourrait vouloir « casser les reins » du mouvement étudiant avant la rentrée.

« L'ASSÉ n'est certainement pas anarchiste et, malheureusement pour le SPVM, elle n'est pas marginale » , dit-il.

Deux des personnes arrêtées ont déjà comparu en cour municipale, sous des accusations d'introduction par effraction, de complot, de méfait et de prise de possession d'un lieu par la force. Si elles sont reconnues coupables, elles risquent six mois de prison et 5000\$ d'amende.

Ces deux accusés sont Guillaume Vézina, étudiant en science politique à l'UQAM et secrétaire à l'information de l'ASSÉ, ainsi que Vanessa Clavelle, élue de l'Association des étudiants en

sciences humaines de l'UQAM. Les deux autres doivent comparaître le 26 juillet.

La preuve contre eux repose sur des vidéos et sur les révélations d'un informateur civil.

L'ASSÉ répliquera en portant plainte à la Commission des droits de la personne contre l'escouade GAMMA, qu'elle accuse de cibler ses membres en raison de leurs opinions politiques.

L'Association a aussi retenu les services d'une avocate d'expérience, Véronique Robert, ancienne procureure de la Couronne qui a participé aux superprocès des Hells Angels après l'opération Printemps 2001.

Celle-ci s'inquiète de voir les policiers cibler les mouvements contestataires. « Il peut y avoir des actes ponctuels dans des manifestations, mais je ne vois pas ce qui justifie de surveiller constamment des jeunes parce qu'ils sont militants. Ils ne sont pas soupçonnés de commettre des crimes dans leur quotidien! »

Au SPVM, le sergent Ian Lafrenière répond que GAMMA n'est pas une escouade permanente, mais un groupe ponctuel qui a pour mission d'arrêter les manifestants qui enfreignent la loi. Il rappelle que des policiers ont été rudoyés lors des occupations étudiantes et que sept agents ont été blessés lors d'une manifestation soulignant la Journée internationale des travailleurs, le 1er mai.

« Les gens que nous avons arrêtés, c'est parce qu'ils ont commis des actes criminels, pas parce qu'ils ont tenu une réunion. Et oui, il va y avoir d'autres arrestations. Ceux qui commettent des crimes, nous allons les arrêter » , a-t-il ajouté.

MÉTRO: L'ASSÉ juge une escouade du SPVM discriminatoire – Mardi 19 juillet 2011

▶ L'ASSÉ dénonce l'escouade GAMMA, spécialisée dans les mouvements marginaux et anarchistes

▶ Elle a demandé un avis à la Commission des droits de la personne à la suite de l'arrestation de quatre de ses militants



Steeve Duguay / Métro

«La création de l'escouade GAMMA est inacceptable, a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, de l'ASSÉ. Après avoir fait l'objet d'allégations de profilage social, voilà que le SPVM annonce fièrement qu'il fait dans le profilage politique.»

L'escouade GAMMA

- (Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes) a été créée par le Service de police de Montréal il y a deux ans.
- Le SPVM a expliqué la mise sur pied de GAMMA par les gestes violents qui sur-

viennent à répétition lors de manifestations.

- Les premières arrestations liées à l'escouade sont survenues dans la semaine du 4 juillet, en lien avec la manifestation des travailleurs du 1er mai dernier.
- Jacques Robinette, le responsable de l'escouade GAMMA, a expliqué à Radio-Canada que «les gens ont le droit de manifester (...) par contre, ce qu'on ne peut pas tolérer comme service de police, c'est que nos policiers soient victimes des voies de fait».

JENNIFER GUTHRIE

L'Association pour une solidarité étudiante (ASSÉ) a annoncé, lundi, le dépôt d'une plainte formelle à la Commission des droits de la personne du Québec pour contester la création de l'escouade GAMMA (Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes) par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). L'ASSÉ souhaite connaître le mandat de l'escouade, formée il y a deux ans. Elle veut aussi obtenir l'opinion de la Commission des droits de la personne avant de décider si elle entamera d'autres procédures contre le SPVM. «Nous voulons savoir si la Commission des droits de la personnes considère que l'escouade GAMMA est discriminatoire, a expliqué Gabriel Nadeau-Dubois, secrétaire aux communications de

l'ASSÉ. Selon nous, la création de cette escouade est inacceptable. Après avoir fait l'objet d'allégations de profilage social, voilà que le SPVM annonce fièrement qu'il fait aussi dans le profilage politique. Même les pays les plus totalitaires n'affichent pas aussi ouvertement qu'ils font de la répression politique fondée sur les opinions de leurs citoyens.»

Selon l'association étudiante, qui compte 45 000 membres, l'escouade GAMMA contrevient à l'article 10 de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, qui prévoit que tous les Québécois sont protégés contre la discrimination fondée sur ses convictions politiques.

«L'escouade Gamma enquête, épie et file des personnes dans leur quotidien, même si elles ne sont pas susceptibles de commettre des crimes, a déploré Me Véronique Robert, avocate-criminaliste. C'est très troublant.»

L'ASSÉ a d'ailleurs vivement dénoncé la récente arrestation de quatre de ses militants, dont trois sont des élus nationaux de l'organisation. Ces militants ont été interpellés à la suite de leur participation à l'occupation du bureau du ministre des Finances, Raymond Bachand, le 24 mars, et du bureau de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ), le 31 mars.

«Il faut être naïf pour ne pas voir un lien entre ces arrestations, la présence de l'escouade GAMMA et le grand mouvement de contestation

étudiante qui se prépare pour l'automne, a lancé Gabriel Nadeau-Dubois. C'est un moyen de démoraliser le mouvement étudiant. Mais j'ai un message clair pour le SPVM : «vous pouvez nous poursuivre, nous arrêter et nous frapper, mais jamais vous ne réussirez à entamer notre volonté à lutter pour nos droits.»

Les militants arrêtés devraient notamment faire face à des accusations de complot, de méfait et d'entrée par effraction.

Automne chaud en vue

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) prévoit un automne chargé.

Dès la mi-août, l'association prévoit organiser des «actions de visibilité et de perturbation» afin de rappeler à la population l'opposition de la communauté étudiante face aux hausses des droits de scolarités annoncées dans le dernier Budget Bachand.

D'autres actions sont prévues au moment de la rentrée scolaire. Le mouvement de protestation étudiant culminera à la mi-novembre avec une manifestation nationale.

«Ce sera notre dernier avertissement, a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois. Si le gouvernement refuse de reculer, nous n'excluons par un débrayage à l'hiver.»

24 HEURES / LCN: L'ASSÉ porte plainte contre le SPVM – Mardi 19 juillet 2011



Photo : Sarah Bélisle

Gabriel Nadeau-Dubois, de l'ASSÉ, dénonce les arrestations de quatre militants de l'organisation. Il est accompagné de Véronique Robert, avocate représentant les accusés.

Sarah Bélisle

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) déposera une plainte contre le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour discrimination politique auprès de la Com-

mission des droits et libertés du Québec au cours des prochains jours.

L'ASSÉ espère ainsi dénoncer l'arrestation de quatre de ses militants, dont trois membres de l'équipe exécutive nationale de l'association.

« Le caractère politique de ces arrestations ne fait aucun doute pour nous, assure Gabriel Nadeau-Dubois, secrétaire aux communications de l'organisation. Il s'agit d'une tentative du SPVM de décapiter le mouvement étudiant à la veille d'une lutte historique contre l'augmentation des frais de scolarité ».

Les quatre militants de l'ASSÉ ont été arrêtés près de quatre mois après les faits qui leur sont reprochés en lien avec des manifestations survenues les 24 et 31 mars contre la hausse des frais de scolarité.

Ils feront face, entre autres, à des accusations de voies de fait, de méfaits, d'introduction par effraction et de prise de possession par la force d'un lieu.

L'ASSÉ, qui représente quelque 45 000 étudiants de cégeps et d'universités québécoises, entend bien ne pas se laisser décourager et promet de mener d'importantes actions de protestation contre l'augmentation des frais de scolarité, et ce, dès la rentrée. Ils n'excluent pas de débrayer pendant l'hiver si leurs revendications ne sont pas entendues.

Le SPVM défend ses arrestations

« On fait tout pour laisser les gens manifester, assure le sergent Ian Lafrenière, porte-parole du SPVM. Mais il y a une ligne très claire à ne pas franchir. Et oui, nous allons courir après ceux qui la franchissent. C'est notre travail. »

Contrairement à ce que soutient l'ASSÉ, M. Lafrenière affirme que ces arrestations n'ont pas été effectuées dans le cadre du projet GAMMA qui surveille les mouvements marginaux et anarchistes.

D'autres arrestations sont à prévoir en lien avec ces manifestations.

THE GAZETTE: Students criticize police 'wave of repression' - Group is angry activists arrested – Tuesday, July 19, 2011



DARIO AYALA THE GAZETTE

Four members of L'Association pour une solidarité syndicale étudiante have been arrested in connection with the occupation in March of Finance Minister Raymond Bachand's office and a demonstration protesting a hike in university tuition fees.

KAREN SEIDMAN GAZETTE UNIVERSITIES REPORTER

Saying they must battle a "wave of repression" that is sweeping the province, students took the Montreal police force to task on Monday for turning student protesters into criminals with the recent arrests of four activists months after a demonstration against tuition-fee hikes.

"This is an unprecedented wave of arrests," said Gabriel Nadeau-Dubois, spokesperson for L'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

ASSE says four of its members – three of them on the group's executive committee – were arrested recently in connection with the occupation of Finance Minister Raymond Bachand's office on March 24 and a demonstration on March 31.

Nadeau-Dubois said each student is facing between four and nine charges, including mischief, aggression and breaking and entering, and more arrests are expected.

"We are a legitimate organization that represents 45,000 students," Nadeau-Dubois said at a news

conference. "There is nothing criminal in our intentions or actions."

It was the second time in a week that a group has criticized Montreal police's GAMMA unit, created in January to deal with increasing vandalism and assaults on police officers during protests.

Last week, the Coalition against repression and police brutality accused the Montreal force of targeting people for their political beliefs.

Both groups have filed complaints with the Quebec Human Rights Commission.

Last winter, Quebec announced a plan to raise university tuition by \$325 a year over five years beginning in September 2012, which sparked several protests.

Nadeau-Dubois said more demonstrations are planned for this fall, as well as the possibility of a strike.

Montreal police spokesperson Ian Lafrenière said he was "embarrassed" by the students' accusations of intimidation.

"When you occupy an office and someone gets a broken wrist and there's a broken window, that's not a peaceful demonstration," he said.
 "I agree that people should be allowed to demonstrate. If you do nothing illegal, we won't bother you."
 He said some students at the March 31 demonstration had Molotov cocktails and "criminal intentions."

But Nadeau-Dubois said the worst infraction students committed was to put stickers on the walls.
 Now, he said, students are being targeted by the police, and investigated and arrested at their homes as a means of intimidating them.
 He said peaceful occupations have been used as a tactic of protest for decades by students, women and minorities. "I have a message for the

Montreal police," Nadeau-Dubois said. "You can chase us, arrest us and hit us but you will never succeed in intimidating us."
 "No police squad will stop our fight to halt the increase of tuition fees."

RADIO-CANADA / MONTRÉAL: Des étudiants portent plainte contre le SPVM - Mise à jour le lundi 18 juillet 2011 à 22 h 18 HAE



Photo: La Presse Canadienne /Graham Hughes
 Manifestation étudiante à Montréal contre la hausse des droits de scolarité

Les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont porté plainte à la Commission des droits de la personne contre le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). La plainte vise l'escouade policière GAMMA, chargée de la surveillance des groupes marginaux et anarchistes.
 En conférence de presse lundi, l'ASSÉ a dit être l'objet de harcèlement et de profilage politique de la part de cette escouade, qui a procédé dernièrement à l'arrestation de quatre de ses membres, dont trois élus nationaux.
 Les quatre personnes ont été arrêtées relativement à des [manifestations survenues en mars dernier](#), dont l'occupation des bureaux du ministre des Finances, Raymond Bachand, et de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). L'organisme protestait alors contre les hausses des frais de scolarité prévues dans le budget du ministre Bachand.

Les quatre personnes arrêtées feront face devant les tribunaux à une série d'accusations dont entrée par effraction, méfaits, complot et prise de possession d'un lieu par la force.

Une violation de la Charte québécoise des droits et libertés

Selon l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, la création l'escouade GAMMA par la police de Montréal est une violation de l'article 10 de la Charte québécoise des droits et libertés qui protège les citoyens contre la discrimination fondée sur les convictions politiques.

Le mouvement étudiant accuse aussi l'escouade GAMMA de tenter de le torpiller avec ces arrestations qui interviennent avant la tenue d'autres manifestations qui doivent avoir lieu cet automne.

Pour l'ASSÉ, le caractère politique de ces arrestations-là ne fait absolument aucun doute.
 — Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ

« Pour nous, il s'agit manifestement d'une tentative délibérée de la part du SPVM de décapiter le mouvement étudiant québécois à la veille d'une de ses luttes historiques. Il faudrait être très naïf pour ne pas voir le lien clair entre une vague d'arrestations ciblées alors qu'une lutte d'ampleur va prendre son envol dans quelques semaines », a déclaré le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois.

Les « luttes historiques » dont parle Gabriel Nadeau-Dubois font référence au combat que l'ensemble des associations étudiantes entendent mener avec plus d'ardeur, cet automne, contre les hausses de droits de scolarité. Cette lutte doit rassembler les principaux regroupements d'associations étudiantes que sont la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale (FECQ).

Aucun ciblage, affirme le SPVM

Par la voix d'un de ses porte-parole, le Service de police de la Ville de Montréal a démenti cibler les membres de l'ASSÉ. Le SPVM précise par

ailleurs que les quatre personnes interpellées ne l'ont pas été par les agents du GAMMA, mais par le centre opérationnel Sud.

« Les quatre individus en cause n'ont pas été arrêtés en raison de leur allégeance à l'ASSÉ », indique Ian Lafrenière. Selon le porte-parole du SPVM, leurs arrestations ont été motivées par « une seule et unique raison » : les actes criminels perpétrés par les intéressés. « Certains ont été appréhendés en possession de cocktails Molotov, d'autres avaient commis des méfaits ou des voies de fait », a détaillé le policier, qui rappelle au besoin que ces actes sont illégaux.

L'ASSÉ a réfuté ces propos du SPVM. Selon Gabriel Nadeau-Dubois, les arrestations ont été effectuées aux domiciles des personnes visées. Il soutient que c'est donc impossible que ces personnes aient eu, par exemple, des cocktails Molotov chez elles.

Lors de son dernier budget, le ministre Bachand a annoncé que les droits de scolarité seront revus à la hausse de 325 \$ par année à partir de l'année scolaire 2012-2013. Ces droits, qui atteignent 2168 \$ en 2011-2012, passeront ultérieurement à 3793 \$ en 2016-2017.

Pour le moment, la plainte de l'ASSÉ a été adressée à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Le regroupement « évalue toutes les options » et il n'est « pas exclu » qu'il tente d'autres recours devant le tribunal.

Radio-Canada.ca avec Presse canadienne

audio-vidéo

[L'Association pour une solidarité syndicale étudiante porte plainte à la Commission des droits de la personne du Québec, rapporte Isabelle Lavigne.](#)

[Véronique Darveau, détaille les motivations de la plainte de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.](#)

[Isabelle Richer reçoit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ, à l'émission L'été du monde.](#)

LE DEVOIR: Idée: Guet des mouvements marginaux - Profilage politique à Montréal, par Francis Dupuis-Déri, professeur de science politique à l'UQAM et sympathisant du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) - Lundi 18 juillet 2011



Photo : Agence Reuters
 Christine Muschi
 Le profilage politique, rarement considéré en Occident, a été discuté en tant qu'attitude discriminatoire des policiers, en fonction de certaines identités politiques, réelles ou perçues. Par ailleurs, le Service de police de la Ville de

Montréal (SPVM) a été épinglé pour ce type de discrimination par le Comité des droits de l'homme de l'ONU en 2005 pour sa pratique des arrestations de masse lors de manifestations associées à l'extrême gauche.

On apprendait récemment l'existence d'une nouvelle escouade policière à Montréal. Cette information paraît à la suite de l'arrestation, plusieurs semaines après l'événement, de quatre personnes associées au Parti communiste révolutionnaire (PCR) qui auraient bousculé des policiers intervenant contre la manifestation anticapitaliste du 1er mai. La nouvelle escouade a pour acronyme GAMMA et se nomme Guet des activistes et des mouvements marginaux et anarchistes. Elle relève de la Division du crime organisé, rien de moins...

Le SPVM et le profilage politique

Avec le GAMMA, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) vient donner raison à qui l'accuse de pratiquer la discrimination politique. Ainsi, au printemps 2010 avait lieu le colloque «Le profilage discriminatoire dans l'espace public: profilage racial, social ou politique» (à la mémoire de l'avocate Natacha Binsse-Masse), organisé par la Ligue des droits et libertés, en partenariat avec le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) et le Service d'aide aux collectivités (SAC) de l'UQAM, qui a permis de réfléchir à trois formes de discrimination policière.

En résumé, le profilage racial désigne la discrimination selon la couleur de la peau ou l'appartenance ethnique, alors que le profilage social désigne la discrimination en fonction du statut socio-économique (personnes itinérantes, prostituées ou consommant des drogues, surtout au



centre-ville de Montréal). Ces profilages s'expriment par du harcèlement, de la brutalité et un nombre disproportionné d'arrestations et d'emprisonnements.

Lors de ce colloque, le profilage politique, rarement considéré en Occident, a été discuté en tant qu'attitude discriminatoire des policiers en fonction de certaines identités politiques, réelles ou perçues. Par ailleurs, le SPVM a été épinglé pour ce type de discrimination par le Comité des droits de l'homme de l'ONU en 2005, pour sa pratique des arrestations de masse lors de manifestations associées à l'extrême gauche. Même si l'arrestation de masse s'apparente à un déni des libertés d'assemblée et d'expression, l'enquête publique réclamée par l'ONU n'a jamais eu lieu... De plus, la requérante du recours collectif dans la cause Engler-Stringer contre la Ville de Montréal, lancé à la suite d'une arrestation de masse en 2003, affirme que le SPVM pratique une «discrimination fondée sur [les] convictions politiques». En s'inspirant de la définition du profilage racial avancée par la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, le «profilage politique» est alors défini comme «toute action prise par une ou des personnes d'autorité à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public, qui repose sur des facteurs tels l'opinion politique, les convictions politiques, l'allégeance à un groupe politique ou les activités politiques, sans motif réel ou soupçon raisonnable, et qui a pour effet d'exposer la personne à un examen ou à un traitement différent».

Ce qu'en disent les études universitaires

Dans les années 1970, J. A. Frank et Michael Kelly ont publié des études, au sujet de 286 manifestations tenues en Ontario et au Québec entre 1963 et 1975, indiquant que la probabilité de violence policière contre les manifestants est influencée par la façon dont «un groupe revendicateur est [...] perçu par les autorités», c'est-à-dire en fonction de son «statut dans la société». Un groupe risque plus d'être réprimé s'il rejette «les valeurs dominantes» et s'il est considéré comme «communiste» ou «anarchiste». Les groupes sont d'autant plus «vulnérables» à la répression qu'ils n'ont pas de liens institutionnels et organiques avec le pouvoir, ni d'«amis en haut lieu».

En décembre 2010 paraissait une nouvelle étude intitulée *Asymmetry in Protest Control?* et signée par Patrick Rafail, de l'Université d'État de la Pennsylvanie. Ce sociologue a analysé 1500 manifestations organisées à Vancouver, Toronto et Montréal, pour constater que 14 % des manifestations tenues à Montréal sont la cible d'arrestations et que «la police de Montréal s'en prend systématiquement à certains groupes de contestataires» en raison de leur identité politique, c'est-à-dire en fonction de ce qu'ils sont, et non de ce qu'ils font dans une manifestation. À titre d'exemple, rappelons les propos d'un policier ayant témoigné à un procès à la suite d'une «arrestation préventive» (dixit l'officier André Durocher) d'environ 500 personnes, en 2002, avant même le début d'une manifestation contre une réunion préparatoire du G8.

Selon le juge Massignani (jugement du 23 septembre 2004), l'agent a expliqué qu'il y avait, dans la foule rassemblée, «des drapeaux rouges représentant l'anarchie et des gens à problèmes», ce qui annonçait «un potentiel de violence». Que les drapeaux rouges soient ceux des communistes et non des anarchistes reste ici secondaire; ce témoignage d'un policier, comme plusieurs autres d'ailleurs, indique clairement que les policiers procèdent par amalgame, confondant appartenance idéologique, «gens à

problèmes» et violence, ce qui permet de justifier la répression, même «préventive».

Il apparaît évident que le profilage politique est discriminatoire, tout comme ce que pratique le GAMMA, dont l'existence a été dénoncée par Alexandre Popovic, porte-parole de la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP). Selon M. Popovic, avec «l'escouade GAMMA, le SPVM montre son vrai visage: celui d'une police politique qui méprise la liberté d'opinion et le droit à la dissidence».

Une police politique

Le retour d'une police politique n'est pas si surprenant, étant donné que le Canada est maintenant sous le joug d'un gouvernement conservateur majoritaire (et paranoïaque) et que le capitalisme n'en finit plus de produire des injustices et de la misère. Mais si une police politique est discriminatoire selon le droit libéral, le GAMMA l'est même triplement

Premièrement, le GAMMA discrimine parce qu'il cible en fonction des identités politiques, soit les «marginiaux» et les «anarchistes». Mais à quoi reconnaître les «marginiaux»: est-ce l'association étudiante du cégep du Vieux-Montréal, mais pas celle du cégep Brébeuf (ou l'ASSÉ, mais pas la FEUQ)? Un groupe maoïste, mais pas un comité adéquat?

Et quelles sont les «activités» anarchistes qui sont sous surveillance? Le GAMMA espionne-t-il le Salon du livre anarchiste de Montréal? De plus, le GAMMA est discriminatoire de par son nom, qui stigmatise, aux yeux du public et des tribunaux, des citoyens et citoyennes identifiés à des idéologies politiques déviantes, «politiquement incorrectes», voire dangereuses (pour qui?) et potentiellement criminelles.

Enfin, par la menace que représente sa simple existence, le GAMMA participe d'une répression discriminatoire. Combien d'agents infiltrés sont déployés dans les réseaux anarchistes et «marginiaux»? Le GAMMA partage-t-il avec d'autres corps policiers ses informations (et ses soupçons) au sujet d'anarchistes et de «marginiaux» de Montréal? Ses enquêteurs rendent-ils visite à des employeurs, à des propriétaires de logements et à des parents de «marginiaux» et d'«anarchistes» pour leur poser des questions indiscrettes, voire les intimider et les forcer à collaborer?

Puisque le GAMMA relève de la Division du crime organisé, on peut se demander s'il est criminel aujourd'hui à Montréal d'être anarchiste et politiquement «marginal»? Chaque fois qu'il y a une police politique, il y a un abus et discrimination, alors pourquoi le GAMMA serait-il différent? M. Popovic a déposé une plainte à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse lui demandant de «faire enquête sur l'escouade GAMMA afin de déterminer si son mandat contrevient aux dispositions de la Charte des droits et libertés de la personne». Espérons que d'autres voix s'élèveront pour protester contre la mise sur pied d'une police politique à Montréal.

Francis Dupuis-Déri, professeur de science politique à l'UQAM et sympathisant du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP)

Veillez noter que le titre de cet article a été modifié après publication.

Vos réactions

● Simone Denis, Abonné, lundi 18 juillet 2011 07h39

Guet des mouvements marginaux

Salut Laurence,

un article de ton ami Francis Dupuis-Déri.

Bonne journée.

Dan

● Marc O. Rainville, Inscrit, lundi 18 juillet 2011 08h04

Que ma voix s'élève...

"Espérons que d'autres voix s'élèveront pour protester contre la mise sur pied d'une police politique à Montréal."

À quand une escouade gros BETA pour faire le ménage dans le Service de police ?

● SDenault, Inscrit, lundi 18 juillet 2011 10h27
Le Devoir frileux

On voit bien ici avec la mise en place d'une police de répression de la liberté de manifester qu'on est en train de perdre du terrain quant à nos droits les plus fondamentaux d'être en désaccord avec la façon dont le système marche et le droit de le dire haut et fort. Et il a fallu attendre l'article de Francis Dupuis Déry pour que le Devoir parle de la nouvelle escouade idéologique de la police de Montréal! Ce n'est pas bon signe.

Je suis très inquiétée par cette escouade et j'ai beaucoup de questions, de qui vient cette idée ? Combien ça coûte tout ça? Comment jugent-ils de la pertinence d'intervenir ou non? Qui guettent-ils? Et enfin, pourquoi, de quoi ont-ils vraiment peur, qui a peur de quoi?

C'est sûrement pas à cause de deux ou trois vitrines brisées, il y a plus de dommages causés pour une coupe Stanley et on ne s'en fait pas outre mesure.... n'est ce pas?

● Nike, Inscrit, lundi 18 juillet 2011 11h25

Un peu de sens critique mes amis.

Ben Voyons, n'importe qui, qui s'y connaît le moins en politique sait que les Black Block et autre crétin du genre n'ont rien à voir avec l'anarchisme.

Que ce professeur fasse l'apologie de ces mouvements et fasse passer la nouvelle escouade Gamma qui essaie d'épingler de réel criminel me laisse un peu perplexe qu'en t'à son jugement ou ses motivations...

● Marc O. Rainville, Inscrit, lundi 18 juillet 2011 12h39

@ Nike

Je pense que c'est le Hulk qui avait abusé des rayons GAMMA. Le Nike, lui, me laisse un peu perplexe... Ce n'est pas tant sa prose bancale que l'absence de sens critique qui la nourrit... Bref, ne peut probablement pas mieux faire.

● Guillaume Mathieu, Inscrit, lundi 18 juillet 2011 13h25

Attention...

On ne parle pas de black bloc dans l'article, on parle des anarchistes. Certes, certains anarchistes ont parfois recouru à la destruction de propriété privée (et attention, ceci n'est pas de la violence, sinon la saisie des avoirs de Moubarak devra être considérée violente aussi) parmi la variété d'action qu'ils entreprennent (considérons par exemple le salon du livre anarchiste ou la librairie l'Insoumise). Toutefois, former une équipe d'enquête sur "les anarchistes", est aussi aberrant que de former une équipe d'enquête sur "les partisans du canadiens"; c'est d'espionner et mettre à sac leur mouvement, plutôt que de faire leur travail de prévention des méfaits, ce qui semble trop demander au policier du SPVM.

On ne choisit pas ce à quoi l'on croit, mais on peut choisir de le cacher, et si on a à le faire, c'est vraiment signe que la démocratie est en danger ! Si on laisse passer ça, est-ce qu'on va laisser passer une brigade anti-syndicaliste (je suis sûr qu'on peut en trouver qui ont fait des méfaits), anti-féministe (encore une fois) ou anti-mouvement étudiant ?

● Fontainebleu, Inscrit, lundi 18 juillet 2011 18h29

Un déconnecté...

On voit bien ici l'opinion d'un prof profondément déconnecté, l'escouade GAMMA n'a rien à foutre

de l'opinion d'un tel groupe ou un autre, cela intéresse davantage un universitaire comme le prof Dupuis. En revanche, l'escouade se soucie d'épier les manifestants et de porter des accusations lorsqu'ils commettent des gestes ou actes criminels. Maintenant, si, selon lui, le gang des CASSÉ est plus ciblé qu'un autre groupe, il se devrait davantage se questionner sur leur façon de se comporter lorsqu'ils manifestent. Également, il devrait se questionner sur le genre de démocratie de bas étage (vote à main levée, prise de contrôle des assemblés et des postes de direction par des gens radicaux, peu portés sur la réflexion) que ce groupe défend si fièrement,

• SDenault, Inscrit, mardi 19 juillet 2011 00h21

Qui sont les anarchistes ?

L'escouade GAMMA n'est pas la solution parce que ça va avoir des effets pervers sur les mouvements citoyens. Le peuple n'aime pas sentir qu'il n'ont pas le droit de s'exprimer, surtout les Québécois... De plus, Gamma va avoir de la misère à répertorier les gens qui sont des anarchistes ou qui vivent avec certaines des valeurs anarchistes. Tous ce monde ne fait pas nécessairement partie de groupes connus qui se déclarent anarchistes comme tel et même, ils ne s'identifient pas nécessairement comme des anarchistes eux-mêmes même si ils le sont dans le fond! Présentement, il y a plein de monde en opposition avec le système capitaliste d'extrême droite qui prévaut, ces gens là ne sont pas dan-

gereux comme tel, mènent leur vie dans la société et en parallèle, sont créatifs et posent des actions intéressantes, indépendantes et alternatives dans leurs milieux pour améliorer la condition humaine, la leur et celle des autres.

Je pense qu'avant de profiler les anarchistes, la police aurait avantage à lire sur ce que c'est que l'anarchisme et à se défaire des gros préjugés faciles.. comme, c'est tous des cassés, des enragés, ils sont tous des casseurs de vitrines, etc. Je suggère la lecture du livre de Cindy Milstein, Anarchism and its Aspirations à tout le monde qui veulent en savoir plus sur ce que c'est, j'ai beaucoup appris en le lisant.

LE DEVOIR: Escouade GAMMA: l'ASSE porte plainte à la Commission des droits – Lundi 18 juillet 2011



Photo : Jacques Nadeau – Le Devoir
La manifestation du 31 mars avait réuni plusieurs milliers d'étudiants au centre-ville de Montréal.

La Presse canadienne

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) porte plainte à la Commission des droits de la personne contre l'escouade policière GAMMA, qui enquête sur les groupes marginaux et anarchistes.

Au cours d'une rencontre avec la presse, lundi à Montréal, le regroupement d'associations étudiantes a qualifié de « police politique » cette escouade spécialisée du Service de police de la Ville de Montréal. L'ASSE affirme que la création de cette escouade contrevient à l'article 10 de la Charte québécoise des droits et libertés qui protège contre la discrimination fondée sur les convictions politiques.

L'ASSE a de nouveau déploré les arrestations qui ont eu lieu dans ses rangs depuis les manifestations et occupations de bureaux des 24 et 31 mars contre les hausses annoncées des droits de scolarité. Les bureaux du ministre des Finances Raymond Bachand, puis de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) avaient alors été occupés.

La manifestation du 31 mars avait réuni plusieurs milliers d'étudiants, qui avaient marché pacifiquement au centre-ville de Montréal durant plusieurs heures. À la toute fin de la manifestation, toutefois, un petit groupe s'était détaché et s'était rendu dans les bureaux de la CREPUQ, situé dans un édifice de Lotor-Québec. L'escouade tactique avait dû intervenir.

L'ASSE dénombre quatre arrestations dans ses rangs, soit trois hommes et une femme, pour divers chefs d'introduction par effraction, complot, méfait et prise de possession par la force d'un lieu. Mais l'association appréhende d'autres arrestations. « Pour l'ASSE, le caractère politique de ces arrestations-là ne fait absolument aucun doute. Pour nous, il s'agit manifestement d'une tentative délibérée de la part du SPVM de décapiter le mouvement étudiant québécois, à la veille d'une de ses luttes historiques », a commenté le porte-parole de l'ASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

La « lutte historique » à laquelle il fait référence est le combat que l'ensemble des associations étudiantes entendent mener avec plus d'ardeur,

cet automne, contre les hausses de droits de scolarité. Et ce combat doit inclure les principaux regroupements d'associations étudiantes que sont la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale (FECQ).

De l'aveu même de M. Nadeau-Dubois, l'ASSE « se distingue par ses moyens d'action » et n'hésite pas à « brasser la cage un peu plus que d'autres » si elle estime qu'elle n'obtient pas l'écoute souhaitée. Mais, selon lui, l'ASSE n'est ni un groupe anarchiste ni un groupe marginal, comme sont censées l'être les cibles de l'escouade GAMMA.

Pour le moment, la plainte de l'ASSE a été adressée à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Le regroupement « évalue toutes les options » et il n'est « pas exclu » qu'il tente d'autres recours devant le tribunal.

Lors de son dernier budget, le ministre Bachand a annoncé que les droits de scolarité seront haussés de 325 \$ par année à partir de l'année scolaire 2012-2013. Ces droits, qui atteignent 2168 \$ en 2011-2012, passeront ultimement à 3793 \$ en 2016-2017.

LA PRESSE: Trois élus de L'ASSÉ arrêtés – Lundi 18 juillet 2011

DAPHNÉ CAMERON

Trois élus de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) auraient récemment été arrêtés par la police de Montréal à la suite de l'occupation des bureaux du ministre Raymond Bachand et de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) au printemps dernier.

Selon des informations qui n'ont pas été confirmées par le SPVM, les trois militants, qui ont été libérés sous promesse de comparaître, font face à des accusations de complot, de méfait et/ou d'entrée par effraction. Ces actes auraient été commis lors des manifestations pour protester contre la hausse des droits de scolarité annoncée dans le dernier budget Bachand. Selon l'ASSÉ, un membre de l'exécutif de l'Association ainsi que le responsable du comité de mobilisation

sont du nombre. Une quatrième personne, une élue d'une association étudiante de l'UQAM, aurait également été arrêtée au cours des dernières semaines.

Le 24 mars dernier, une trentaine de manifestants ont investi les locaux montréalais du ministre des Finances, Raymond Bachand. Un mur vitré a été fracassé lors de l'occupation.

Une semaine plus tard, le 31 mars, le SPVM a déployé son escouade tactique après qu'une soixantaine de personnes se furent introduites dans un édifice du centre-ville qui abrite les locaux de la CREPUQ, en marge d'une manifestation étudiante qui avait tourné au vinaigre.

Le secrétaire aux communications de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois, a vertement critiqué ces arrestations. À son avis, la mise en accusation d'élus d'une association étudiante s'inscrit dans

une logique de « criminalisation » et de « répression » des mouvements sociaux. Il affirme que, dans les deux cas, les manifestants ont quitté avant que la police ne termine de lire l'avis d'éviction.

Il voit un lien avec la création, en janvier, de l'escouade GAMMA (Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes). Cette nouvelle équipe d'enquête de la police de Montréal a pour objectif premier de contrer les méfaits et les actes de violence dans les manifestations anarchistes.

Ce matin, l'ASSÉ tiendra une conférence de presse au cours de laquelle elle annoncera des recours légaux contre le SPVM. L'ASSÉ représente 45 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL: L'escouade Gamma à Montréal a les mouvements politiques marginaux à l'œil – Mise à jour le jeudi 14 juillet 2011 à 18 h 44 HAE

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) justifie la mise sur pied d'une escouade spécialisée dans la surveillance des mouvements politiques marginaux par des actes de violence survenus à répétition lors de manifestations.

Créée il y a deux ans, l'escouade Gamma a procédé la semaine dernière à ses premières

arrestations, en lien avec la manifestation du 1er mai.

Pour les policiers, ces manifestations peuvent à tout moment dégénérer.

Les gens ont le droit de manifester, nous sommes dans une société démocratique, par contre ce qu'on ne peut pas tolérer comme

service de police, c'est que nos policiers soient victimes des voies de fait de gens qui sont associés à ces groupes-là.

— Inspecteur Jacques Robinette, responsable de l'escouade Gamma

Marc-André Cyr, étudiant au doctorat en science politique et socialiste-libertaire, voit en cette

escouade une autre forme de profilage de la part des policiers. Il qualifie la démarche de « profilage politique ».

M. Cyr nie les allégations des policiers en réclamant le droit de manifester son désaccord avec « l'emprise de l'économique et du politique sur nos vies ».

Les militants marginaux et les policiers se rejoignent, toutefois, sur le fait que la crise économique apportera des perturbations profondes dans notre société et les accrochages entre manifestants et représentants de l'ordre seront difficilement évités.

Radio-Canada.ca avec un reportage de Marc Verreault

[Les commentaires \(7\)](#)

Envoyé par [Charles Lafleur](#) de Montreal, 15 juillet 2011 à 08 h 50 HAE

Oups là, et notre cher maire, autorité politique et chef de la police, ne réagit pas?

Le fichage systématique est une dérive dangereuse, témoignage d'un état qui se flicailise à outrance.

Il est amusant de constater que l'escouade gamma a procédé à des premières arrestations...ce que n'importe quel corps de police aurait pu effectuer si, effectivement, il y avait eu de la violence envers les policiers.

Question au passage à Radio Canada, le fait de ne plus pouvoir signer sous un pseudo les commentaires des articles, serait-il dû à une demande de la police, plus spécifiquement de l'unité gamma?

[En accord \(11\) » - En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [Valdemar Daninsky](#) de Montreal, 14 juillet 2011 à 21 h 34 HAE

Vont-il faire aussi enquête sur les partisans du Canadiens, parce qu'avec eux que l'on gagne ou

que l'on perde la Coupe Stanley il a toujours du grabuge.

[En accord \(40\) » - En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [Alain Racicot](#) de Montréal, 14 juillet 2011 à 21 h 34 HAE

Hmmm! Je ne serais pas surpris que l'escouade Gamma soit surveillée de près par certains organismes. En fait, il est connu que des agents provocateurs du gouvernement viennent parfois faire justement du grabuge dans des manifestations pacifiques afin de tenter de discréditer des mouvements totalement légitimes en démocratie!

Toutefois, depuis quelques années, la démocratie et le contrat social se meurent peu à peu. Par conséquent, il me semble clair que des gouvernements en place ont peur des revendications légitime de la population. Du fait même, l'escouade Gamma pourrait bien être tout sauf escouade vouée à la surveillance! Méfions-nous dans le présent contexte politique, car nous ne semblons pas être encore au bout de nos peines chers concitoyens!

[En accord \(39\) » - En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [Yves Roy](#) de Châteauguay, 14 juillet 2011 à 20 h 12 HAE

Mouvements politiques marginaux dite vous?

Est-ce que cela signifie que les policiers ont le Parti Libéral du Canada et Le Bloc Québécois à l'œil?

[En accord \(52\) » - En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [Pierre-Luc Gilbert](#) de Montréal, 14 juillet 2011 à 19 h 38 HAE

Je crois que manifester pacifiquement est un bon moyen de faire entendre notre mécontentement. Cependant, quand des enjeux sont grand et quand le gouvernement refuse d'écouter la

population, il se peut que nous prenions des moyens un peu plus «musclés» pour se faire entendre et c'est tout à fait normal.

Ce qui est inquiétant dans tout ça c'est qu'on cède toujours un peu plus de notre liberté et qu'une bonne partie d'entre nous n'y voit que du feu.

P. s. : Michel Arseneau, corrigez vos fautes et ponctuez un peu votre texte, j'aimerais mieux comprendre vos propos.

[En accord \(51\) » - En désaccord \(16\) »](#)

Envoyé par [Michel Arseneau](#) de Montreal, 14 juillet 2011 à 19 h 11 HAE

wow quel concept cest sur que la police c est fait pour proteger la police en partant mesdames et messieur de la police si vous etiez plus axez sur la justice que la loi tous ce petit bandit d agent provocateur et petit paien ou kesse tu voudras serait deja en dedans et tu n aurais pas besoin de ton escoude de super bozo parce que tout vos police serait occuper a arreter les ti bandit du square berri et tout les autres qui devrais passer par une enquete public ou d autre pour fraude ou anti corruption comme ca peut etre que le monde n aurait pas a manifester et vous varger dedans parce que vous arrivez comme des ti ramboe et rambo ps vous connaissez mon adresse

[En accord \(4\) » - En désaccord \(30\) »](#)

Envoyé par [Diane Richer](#) de Montréal, 14 juillet 2011 à 19 h 06 HAE

Merci Monsieur Cyr de rappeler les véritables enjeux qui attendent le Québec.

La répression c'est bon pour les dictatures, pas pour les démocraties.

[En accord \(59\) » - En désaccord \(19\) »](#)

LA PRESSE: Une escouade surveillera les mouvements anarchistes – Jeudi 14 juillet 2011



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Tania Dubeau-Gaudreault, Charles-André Therrien et Liliane Dupont ont comparu hier à la suite du premier coup de filet de l'escouade GAMMA. Daphné Cameron, La Presse

La police de Montréal a confirmé hier la création d'une équipe d'enquête destinée à surveiller les mouvements «marginaux et anarchistes», à la suite d'incidents violents survenus au cours de plusieurs manifestations.

Le premier coup de filet de l'escouade GAMMA (Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes) a mené, hier, à la comparution d'un homme et de deux femmes accusés de voies de fait contre des policiers lors d'une manifestation anticapitaliste, le 1er mai dernier.

Selon la preuve, Patrice Legendre, 42 ans, Liliane Dupont, 50 ans, et Tania Dubeau-Gaudreault, 19 ans, faisaient partie d'un groupe de manifestants qui a attaqué des policiers avec des bâtons et des manches de drapeaux lors d'une marche visant à souligner la Journée internationale des travailleurs. Un autre suspect, Charles-André

Therrien, 31 ans, a également été arrêté pour entrave au travail des policiers.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) soutient que, alors que des agents arrêtaient un «agent provocateur» (un manifestant qui tente d'attiser la foule et de provoquer les policiers), des protestataires cagoulés et masqués s'en sont pris à eux.

Sept policiers ont été blessés dans l'échauffourée. Au moins trois d'entre eux ont souffert d'une commotion cérébrale. Certains sont toujours en arrêt de travail.

Hier, la Couronne a fait savoir qu'elle souhaitait resserrer les conditions de mise en liberté des accusés. L'avocat qui les représente, Me Étienne Poitras, a demandé une remise à lundi afin d'avoir le temps d'analyser la volumineuse preuve, produite hier matin.

Nouvelle escouade

Les actes de violence sont de plus en plus fréquents dans les manifestations à Montréal, fait valoir Jacques Robinette, chef du service des enquêtes spécialisées du SPVM. C'est ce qui a poussé la police de Montréal à créer l'escouade GAMMA en janvier dernier. Le groupe relève de la division du crime organisé.

«Toutes les manifestations sont devenues sujettes à des débordements, à du soulèvement populaire, à de la provocation et, éventuellement, à des voies de fait et à des méfaits à l'égard des policiers, a-t-il expliqué lors d'une entrevue avec La Presse. Maintenant, peu importe la manifestation, peu importe le rassemblement, il faut être présents et avoir le radar

bien ouvert pour déceler la présence de mouvements anarchistes.»

L'officier nie que l'escouade GAMMA vise à empêcher les rassemblements et les manifestations politiques ou idéologiques.

Interrogé dans les couloirs du palais de justice de Montréal, Patrice Legendre a donné peu de détails sur la mêlée qui a mené à son arrestation. Il a critiqué la mise en place de l'escouade GAMMA. «Juste l'appellation de l'escouade est surréaliste», a-t-il dit, quelques minutes avant sa comparution. «Je suis un militant contre le système capitaliste, pour les droits des travailleurs, des pauvres et de l'ensemble des personnes exploitées. C'est certain que ce n'est pas apprécié par les pouvoirs publics, en particulier en période de crise économique. Il y a constamment des tentatives des autorités policières, comme on l'a vu récemment au sommet du G20, d'empêcher l'expression des militants.»

Hier, des dizaines de militants ont assisté à la comparution des quatre accusés, dont Mathieu Francoeur, porte-parole de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC), qui avait organisé la manifestation du 1er mai. «Depuis plusieurs années, il y a des militants qui sont sous surveillance et des policiers infiltrés dans les manifs, a-t-il affirmé. Qu'ils regroupent ça sous une escouade spéciale pour justifier leurs budgets, ce n'est pas vraiment surprenant. Ce qui nous inquiète plus, c'est le lien avec le crime organisé. On ne voit pas le rapport entre le monde interlope et des gens arrêtés dans la manifestation des travailleurs du 1er mai.»

JOURNAL DE MONTRÉAL: Manifestants: La police veut serrer la vis: quatre militants anticapitalistes accusés d'avoir frappé des agents de la paix – Jeudi 14 juillet 2011



PHOTOS CHANTAL POIRIER

✓ Tania Dubeau-Gaudreau et Charles-André Therrien (ci-dessus) sont, avec Patrice Legendre et Liliane Dupont, les quatre personnes accusées de voies de fait contre des policiers, le 1er mai à Montréal. Ils sont défendus par Me Étienne Poitras (ci-contre)

Daniel Renaud, Le Journal de Montréal
Se disant de plus en plus victimes d'intimidation durant les manifestations, la police de Montréal veut imposer des conditions plus sévères à quatre militants anticapitalistes qui ont été accusés hier d'avoir frappé des policiers lors de la manifestation des travailleurs du 1er mai, à Montréal.

Patrice Legendre, 52 ans, Liliane Dupont, 50 ans, Charles-André Therrien, 31 ans et Tania Dubeau-Gaudreau, 29 ans, ont été accusés de voies de fait, voies de fait avec lésions, utilisation d'un drapeau dans un dessein dangereux et entrave, hier, au Palais de justice de Montréal.

Ils étaient accompagnés d'une demidouzaine de parents, amis, et membres de la Convergence de la lutte anticapitaliste (CLAC) venus les appuyer. Les quatre militants anticapitalistes sont soupçonnés d'avoir frappé des policiers alors que ceux-ci tentaient d'arrêter un homme qu'ils considéraient comme un agitateur durant la manifestation du premier mai dernier.

L'arrestation a dégénéré en affrontement au cours duquel quelques policiers ont été blessés. La plupart ont souffert de lacérations, mais l'un d'entre eux a subi une commotion cérébrale.

Plus sévères

Si les accusations ont été portées, la comparution des quatre militants a toutefois été reportée à lundi prochain pour donner le temps à leurs avocats d'étudier la volumineuse preuve, «constituée principalement de photos et de vidéos», a indiqué Me Étienne Poitras.

À la suite de leur arrestation le cinq juillet, les militants ont été libérés sous les conditions

usuelles de pas communiquer entre eux et de garder la paix.

Or, la Couronne et la police veulent, selon les accusés, limiter leur droit de manifester, notamment en leur interdisant de porter des sacs à dos et des bannières.

«C'est une arrestation abusive et injustifiée. La police veut trouver des responsables. On veut restreindre le mouvement des travailleurs dans leur lutte contre la bourgeoisie», s'est offusqué l'un des accusés, Patrice Legendre.

Une première

M. Legendre et les autres militants ont été arrêtés par les enquêteurs d'une nouvelle escouade appelée GAMMA (Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes) qui relève de la Division du crime organisé de la police de Montréal.

«Il y a eu des actes de vandalisme commis sur des auto-patrouilles. On s'est également aperçu que lors de manifestations comme celle contre la brutalité policière du 15 mars, les policiers sont victimes de menaces et de voies de fait de la part d'individus cagoulés», explique le directeur adjoint Jacques Robinette, responsable des enquêtes au SPVM.

«Ce sont souvent les mêmes acteurs qui reviennent dans ces manifestations. GAMMA nous permet de mieux analyser ces groupes et d'aider nos policiers de premières lignes», conclut l'officier.

LA PRESSE: Forum: Profilage politique, par Marc-André Cyr, étudiant au doctorat en science politique et «membre à part entière de la turbulente famille anarchiste» - Mis à jour le lundi 11 juillet 2011 à 14h59

C'est apparemment sans provoquer de grincement de dents que le Service de police de Montréal s'est doté d'une nouvelle escouade appelée GAMMA (Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes) qui relève de la Division du crime organisé de la police de Montréal.

Depuis quand les policiers s'en prennent-ils ouvertement à certaines tendances idéologiques plutôt qu'à d'autres? Depuis toujours, cela est évident, il suffit d'un minimum de lucidité pour s'en convaincre: les socialistes et les anarchistes ont de tout temps subi les foudres systématiques des États d'Occident; de même que, au Québec, les Saint-Martin, Borduas et Chartrand ont subi celles de la Belle province.

On ne savait cependant pas que le profilage politique était désormais légal et clamé sans aucune forme de pudeur - comme c'est le cas, accessoirement, dans les pays totalitaires.

Une organisation spécifiquement dédiée à la lutte aux anarchistes, il suffisait d'y penser. Il faut croire que les Services canadiens de renseignement et de sécurité (SCRS), qui bénéficient

de budget record depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, étaient débordés.

Il faut également croire que les quelques 4000 arrestations politiques et les nombreux cas d'abus de pouvoir à l'encontre des mouvements sociaux, qui sont tellement choses courantes qu'ils furent dénoncés par l'ONU en 2005, ne sont plus suffisants.

Il faut se rendre à l'évidence: la matraque, les arrestations, les nombreuses lois limitant le droit de grève, l'intolérance face aux manifestations et les lois spéciales ne pourront pas contenir éternellement la colère générée par la crise économique et la corruption de nos élites.

Les premières opérations de GAMMA se déploient d'ailleurs à la suite d'une manifestation anticapitaliste qui regroupait quelque 2000 personnes - nombre record pour une telle manifestation depuis 2001. Et cette répression est également à mettre en lien avec les arrestations qu'ont subies les militants de l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante) cette semaine. Les forces de l'ordre sont minimalement conscientes des enjeux politiques qui se trament. Le prin-

temps arabe et les soulèvements en Grèce et en Europe en sont la preuve: l'État aura bientôt besoin de muscle s'il veut continuer à protéger le statu quo favorable à la classe politique et économique.

Les moins naïfs savent depuis longtemps que la police joue un rôle idéologique - les opérations entourant la Crise d'octobre dont nous fêtons le triste trentième anniversaire l'an dernier en fourni une preuve éloquent - on croyait cependant que ce rôle en était un gênant, et qu'il valait mieux taire ses objectifs. Tel n'est plus le cas. Le profilage politique a désormais son escouade subventionnée. Si cette nouvelle a de quoi réjouir les amis de la hiérarchie économique et politique, il est cependant une bien triste nouvelle pour les amis de la liberté, de l'égalité et de la démocratie.

Message aux enquêteurs du SPVM: contrairement à ce que laissent entendre vos propos, les maoïstes ne sont pas des anarchistes. Tolstoï, Léo Ferré, George Brassens, Albert Camus, Paul-Émile Borduas, Claude Gauvreau et Armand Vaillancourt, par contre, en sont.

LA PRESSE: Les suspects auraient rossé des policiers – Vendredi 08 juillet 2011

Au moins sept policiers avaient été blessés, mais la nature de leurs blessures n'avait pas été divulguée. Selon nos sources, trois ou quatre policiers, agressés à coups de bâton, auraient eu une commotion cérébrale.

Daphné Cameron, La Presse

Le SPVM a récemment arrêté quatre personnes soupçonnées de s'être attaquées à des policiers lors d'une manifestation anticapitaliste à Montréal, le 1er mai dernier, a appris La Presse. Les quatre suspects seront accusés d'agression armée, de port d'arme dans un dessein dangereux, de voie de fait sur des agents de la paix et d'entrave au travail des policiers.

La manifestation, organisée par la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC), visait à dénoncer « le système capitaliste oppresseur et générateur de pauvreté ». La police avait alors déclaré que la manifestation avait dégénéré ; une vitrine avait été saccagée et six personnes avaient été arrêtées. Au moins sept policiers



<p>avaient été blessés, mais la nature de leurs blessures n'avait pas été divulguée. Selon nos sources, trois ou quatre policiers, agressés à coups de bâton, auraient eu une commotion cérébrale. Hier, le Service de police de la Vi l le de Montréal (SPVM) a confirmé que des arrestations avaient eu lieu la semaine dernière, mais il s'est abstenu de commenter l'affaire avant la comparution des prévenus, qui ont été libérés sous promesse de comparaître le 13 juillet prochain.</p> <p>Dans un communiqué publié mardi sur le site internet du Centre des médias alternatifs du Québec, le Parti communiste révolutionnaire (PCR) affirme que les prévenus, au nombre</p>	<p>desquels se trouverait un de ses militants, ont été arrêtés sur « la base d'éléments de preuve dérisoires » .</p> <p>« Le contenu des interrogatoires et la présence d'un enquêteur de l'équipe intégrée sur la sécurité nationale laissent croire que d'autres motifs se cachent derrière cet te opération » , di t le communiqué.</p> <p>Le PCR affirme que les policiers ont tenté d'établir un lien entre le militant arrêté et l' attentat mené l'été dernier contre le centre de recrutement des Forces armées canadiennes à Trois-Rivières. L'explosion, qui n'avait pas fait de blessé, avait été revendiquée par le groupe Résistance internationaliste. L'Équipe intégrée</p>	<p>sur la sécurité nationale, formée de membres de la GRC, de la Sûreté du Québec, du SPVM et du Service canadien du renseignement de sécurité, enquête toujours sur l'affaire.</p> <p>« Curieuse coïncidence, le lendemain des arrestations de Montréal, l'équipe intégrée sur la sécurité nationale installait pour trois jours un poste de commandement à Trois-Rivières, face au centre de recrutement... Nous savons que les policiers ont alors présenté des photos des quatre personnes arrêtées le 29 juin à la population de Trois-Rivières en espérant trouver quelqu'un qui les impliquerait d'une manière ou d'une autre », dit encore le PCR dans son communiqué.</p>
--	--	--

JOURNAL DE MONTRÉAL: Policiers blessés: Quatre manifestants du 1er mai arrêtés – Vendredi 08 juillet 2011

<p>DANIEL RENAUD Le Journal de Montréal</p> <p>Les policiers d'une nouvelle escouade créée pour lutter contre les mouvements marginaux ont arrêté quatre personnes relativement aux blessures subies par des policiers, lors de la manifestation de la fête du Travail le premier mai dernier.</p> <p>Les quatre suspects, deux hommes et deux femmes âgés entre 19 et 52 ans seront accusés, le 13 juillet, de voies de fait, agression armée, port d'une arme dans un dessein dangereux et entrave.</p> <p>Ils ont été arrêtés la semaine dernière par les enquêteurs d'une nouvelle escouade appelée GAMMA (Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes) qui relève de la Division du Crime organisé de la police de Montréal. Il s'agit des premières arrestations de cette escouade dont la création a été pensée il y a un an, à la suite de méfaits commis contre des</p>	<p>auto-patrouilles dans des postes de quartier de Côte-des-Neiges et d'Hochelaga-Maisonneuve. Les menaces envers la police et les affrontements avec les policiers sont de plus en plus fréquents depuis quelques années et avec cette escouade, le SPVM veut mieux supporter ses patrouilleurs et coordonner sa lutte aux groupes marginaux et anticapitalistes.</p> <p>D'autres arrestations pourraient suivre relativement aux événements du premier mai dernier. À coups de 2x3</p> <p>Ce jour-là, des policiers ont tenté d'arrêter un individu qu'ils considéraient comme un agitateur durant la manifestation organisée par la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) de Montréal.</p> <p>Mais des manifestants, cagoulés et armés de 2x3, nous a-t-on dit, se seraient mis à frapper les agents.</p>	<p>Six d'entre eux ont été blessés, souffrant principalement de coupures. L'un d'eux a cependant subi une commotion cérébrale.</p> <p>Un communiqué du Parti communiste révolutionnaire publié sur le site internet du Centre des médias alternatifs de Montréal identifie l'un des individus arrêtés comme étant Patrice Legendre, 52 ans, un ouvrier communiste qui se ferait appeler William.</p> <p>Selon le communiqué, la police se demande si Legendre pourrait être impliqué dans l'attentat à la bombe survenu au bureau de recrutement des Forces canadiennes à Trois-Rivières il y a un an. Cet attentat, revendiqué par la Résistance internationaliste, n'a toujours pas été élucidé.</p> <p>Le même groupe a revendiqué des méfaits commis contre un pylône d'Hydro-Québec en Estrie en 2004 et l'explosion de la voiture du porte-parole de l'Institut canadien des produits pétroliers, Carol Montreuil, en 2008.</p>
--	---	---

LES DÉGRISEURS : MANIFESTE

LE DEVOIR: Libre opinion - «Nous, les vaincus»? , par Philippe Saint-Hilaire-Gravel, anarchiste et militant écologiste de 22 ans – Mardi 12 juillet 2011

<p>S'ouvrant sur ces mots, «Nous, les vaincus, les marmots, les anormaux, les perdus, bref, la jeunesse du Québec, nous», le Manifeste des dégriseurs publié récemment dans Le Devoir prétend s'exprimer au nom de ma génération et semble persister dans l'espace public. Puisque peu de répliques sont données au texte dans la génération des principaux intéressés, ainsi faussement représentés, voici un aperçu des raisons qui me font rejeter le contenu du Manifeste et les intentions des auteurs. Il s'agit, pour ma part, de me désolidariser de cette initiative politique qui m'inquiète.</p> <p>Déjà, en ouvrant leur déclaration, les dégriseurs en excluent les femmes, militantes omniprésentes et centrales de «la jeunesse dynamique» qu'ils entendent représenter: ils ont peur de la honte que les pères légueront aux prochaines générations...</p> <p>Outre cette omission, qui, je l'espère, est involontaire et irréfléchie, les dégriseurs se posent comme une élite de la pensée jeune, «face à ce monde larvaire, croulant» de vieux et de têtes grises. Pourtant, mépriser le monde que l'on veut changer, c'est ne pas y croire, et ne pas croire, c'est la base de l'échec en idéalisme. Pour espérer susciter l'adhésion, il faut avoir confiance en la capacité des gens de se prendre en main et les écouter; ce ne sera pas une élite libérale, ou autre, qui pourra prendre la destinée commune sous son aile salvatrice. Il faudra un réel mouvement populaire. Les dégriseurs se cantonnent ainsi dans la tendance réformiste qui catalysa la Révolution tranquille, emmenant les Bouchard et les Charest de ce monde au pouvoir.</p> <p>Se posant en minorité éclairée, victime de la stupide ignorance des masses, les dégriseurs acceptent la prémisse de l'État technique, qui</p>	<p>veut gérer les pensées de «sa» population. Ainsi, pour moi, dès les trois premiers paragraphes, les dégriseurs se rangent du côté de l'État technocrate qu'ils prétendent combattre. Ils affirment l'incapacité de la population à se prendre en main face à «un État [qui] se doit d'être un levier permettant au peuple d'apporter des changements collectifs de manière pacifiste et conviviale».</p> <p>Selon leur vision de l'avenir, (section «Ce que nous devons faire»), il faut éviter la prise de pouvoir sur les ressources naturelles par des groupes de particuliers... alors que ce sont les groupes de citoyens qui, par exemple, s'organisent pour faire face aux extractions des gaz de schiste! La gestion des ressources par les particuliers, ou par des groupes communautaires, est à la base de toutes les revendications du mouvement écologiste-communautaire, et ce, depuis la fin des années 1970!</p> <p>Que ce soit pour l'exploitation communale des forêts en Abitibi ou pour la gérance citoyenne des déchets, c'est justement la valorisation du territoire, par ceux et celles qui l'habitent, qui est au coeur de la société écologique! De plus, je trouve leurs affirmations particulièrement frustrantes pour les autochtones, qui peuvent, a priori, être considérés comme des groupes de particuliers visant l'appropriation des ressources naturelles face à, disons, Hydro-Québec. Si les dégriseurs soutiennent les démarches centralisatrices de la société d'État envers les peuples qui habitent la terre, alors vraiment ils ont une perspective élitiste et ethnocentrée, ce que, j'espère, la jeunesse qu'ils prétendent représenter désapprouve.</p> <p>Quant à la prétendue finalité de toute civilisation, la culture, j'aimerais seulement rappeler à ces</p>	<p>messieurs que le concept de finalité de la civilisation est propre à l'idéologie du progrès qui nous a menés à l'État technocrate que nous connaissons. C'est avec ce genre d'idées que les Fukuyama de ce monde crient à la fin de l'histoire et font l'apologie de la privatisation, ou encore que les communistes grisonnants prédisent la dictature du prolétariat. Sans dissenter sur le sujet, disons que, venant de la part d'auteurs se définissant par opposition aux «idéologies de vieillards, [aux] imaginations grisâtres», je trouve ce recours aux idées d'Adam Smith et Marx dépitant, surtout en guise d'ouverture vers l'avenir.</p> <p>Pour finir, j'aimerais aussi souligner que les dégriseurs semblent demander un recours accru aux institutions, afin d'assurer la gestion rationnelle des ressources dans le bien-être collectif. Si leur vision du bien-être collectif se résume à une civilisation de la culture dans le confort matériel, je doute fort qu'ils réussissent à changer quoi que ce soit: c'était l'objectif du progressisme éclairé des années 1910 ou encore des sociaux-démocrates qui pensèrent le modèle de l'état keynésien, ce qui n'a pas empêché le cours de l'histoire que nous connaissons.</p> <p>J'ai bien peur que, à vouloir faire fi des contradictions qui ont façonné les idéologies qu'ils dénoncent, les dégriseurs se prennent les pieds dans les cordes tendues. Ils répètent, justement, les erreurs de leurs pères, pour ne pas dire leurs mères, qui ont fait la Révolution tranquille, à savoir la confiance envers le développement rationnel et les institutions. À vouloir changer de recette sans en changer les ingrédients, on risque fort de répéter l'indigestion. La condescendance et la redondance des propos du collectif m'inquiètent donc énormément.</p>
---	--	---



Voilà pourquoi j'espère que ma génération n'est pas déjà vaincue, avant même d'avoir eu le temps de s'exprimer, ni empêtrée dans les con- traditions du système et pompeuse, mais bien consciente des chaînes du développement éta- tique et centralisé, défiante des forces du capita- lisme et prête à aimer le monde qu'elle devra changer.

LE DEVOIR: Libre opinion - Les Dégriseurs et Radio-Canada, par David Vachon, membre des Dégriseurs - Mercredi 6 juillet 2011

Ce qui a pu passer pour un geste empreint d'irrationalité, voire de lâcheté (du moins, un manque complet d'opportunisme), constitue pourtant une décision mûrement réfléchie. D'abord, exposons la situation: après la publication du «Manifeste pour un Québec dégrisé» dans Le Devoir du 22 juin dernier, les Dégriseurs furent invités à l'émission Sans préliminaires animée par Franco Nuovo et diffusée à la Première Chaîne de Radio-Canada. François Legault était l'autre individu invité à l'émission de monsieur Nuovo. Bien que cela eût pu être fort intéressant de rencontrer le personnage politique le plus populaire au Québec actuellement, et de discuter avec lui pendant une heure, divers dangers étaient aussi présents. Premièrement, il nous semble bien difficile d'amener une critique de fond de certains aspects de l'approche idéologique de monsieur Legault en se basant sur quelques pamphlets qui, nous devons l'affirmer, demeurent tout de même conçus de manière fort habile. Ainsi, entreprendre un débat conflictuel avec monsieur Legault aurait probablement conféré une image quelque peu vulgaire au groupe, en les présentant comme de simples négationnistes, incapables d'une réelle force

affirmative et infestés de ressentiment. Le risque d'un suicide politique nous semblait imminent pour le jeune collectif. Deuxièmement, une seconde possibilité aurait été de montrer les limites de la démarche de monsieur Legault, par exemple l'absence d'une quelconque composante écologiste dans sa plateforme, ou encore la croyance de tendance néolibérale voulant que le problème du nivellement par le bas de l'éducation (qui est, soit dit en passant, un réel problème) puisse se voir réglé par sa privatisation partielle et par une discrimination économique des étudiants à travers la hausse des frais afférents. Considérant la grande expérience politique et l'habileté non négligeable du populiste, il nous apparaît ne faire aucun doute que chacune de nos propositions aurait été récupérée à son avantage. De cette manière, nous considérons que cette option, tout comme la mise en relation conflictuelle, n'aurait pratiquement rien amené à la démarche des Dégriseurs. Finalement, et cela représente le point le plus subtil mais le plus important, considérant la structure psychologique de l'homme ordinaire, fonctionnant sur une base principalement asso-

ciative, la présence simultanée des Dégriseurs et de monsieur Legault au sein d'une même émission aurait pu être interprétée comme une forme particulière de collaboration, et ce, peu importe le contenu réel de l'entrevue. Il nous semble encore trop tôt pour prendre position vis-à-vis de l'ancien péquiste. Il importe d'abord de ne pas se laisser griser par une poignée de confettis et risquer de se faire récupérer par une coalition qui, nous devons l'affirmer, a présentement le vent dans les voiles. Le risque de passer pour la simple jeunesse de Legault nous semblait trop grand. Voilà en gros pourquoi les Dégriseurs considèrent que cet entretien à Radio-Canada, malgré la tribune intéressante que cela aurait conférée à certaines de ses idées, n'était en fait qu'une trappe à rats. Les Dégriseurs ne se laisseront pas séduire par l'appât fromagé, de quelque nature qu'il soit. Le jeune collectif saura présenter ses propositions politiques en temps voulu, à la manière qu'il jugera profitable à l'avancement de ses positions, sans sombrer dans un opportunisme populiste et ombrageant son fondement révolutionnaire fécond.

LE DEVOIR: Des jeunes s'attaquent aux travers du Québec actuel: Dans la mouvance de la contestation en Europe, les «dégriseurs» réclament plus de créativité sociale - Mardi 21 juin 2011

À retenir

Le manifeste pour un Québec dégrisé



Photo : Source Les Dégriseurs

Fabien Deglise

Le geste improvisé a été remarqué. Le 4 mai dernier, deux jours après l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire à Ottawa et la flambée néodémocrate au Québec, une banderole fait son apparition sur un viaduc chevauchant la route 116, dans le 450 sud de Montréal. Le fond est blanc, le message sans équivoque: «Un État qui n'a pas les moyens d'effectuer des changements n'a pas les moyens de se maintenir.» Il n'y a pas de signature, mais une volonté ferme de mettre un grain de sable dans le ronron pendulaire des banlieusards.

«On aurait aussi pu écrire, "qui n'a pas l'audace de faire des changements", parce que c'est bien ça le problème aujourd'hui. Pour assurer la pérennité de notre société, un changement de paradigme s'impose. Il y a urgence, mais personne ne semble en prendre vraiment conscience. Le Québec est inerte, mais nous avons décidé de ne pas rester les bras croisés. On veut se faire entendre. Cette banderole, c'était un premier pas. Il va y en avoir d'autres», dit David Vachon, la mi-vingtaine, qui a participé à cette installation vindicative baptisée Opération dégrisa-

En effet, le cri des urnes du 2 mai dernier a fait sursauter le jeune homme et surtout fait sortir de leurs sous-sols respectifs les membres du groupe auquel il appartient: les dégriseurs (qui signent aujourd'hui «Le manifeste pour un Québec dégrisé» dans notre page Idées, sorte d'appel du 21 juin), une «nébuleuse en formation, plus pragmatique qu'idéologique», qui dénoncent le manque de créativité sociale actuelle. Ces dégriseurs cherchent à fédérer la jeunesse des villes, des banlieues et des campagnes pour ne plus subir l'héritage essoufflé du passé et façonner le nouveau paradigme que le Québec va devoir s'inventer pour survivre. En gros.

«C'est la pérennisation de notre société qui est en jeu», dit Patrice Bertolacci, membre de cette «nébuleuse» éclairée qui se voudrait éclairante et dont Le Devoir a rencontré un trio représentatif dans un café de Montréal, il y a quelques jours. «Tout le monde a l'air d'attendre celui qui va nous aider à sortir de l'impasse actuelle. Mais pendant qu'on attend, rien ne se passe».

Le refrain est connu. Mais les dégriseurs disent ne plus vouloir de ce statu quo, se montrant même prêts à mettre les pieds dans la mare pour que le Québec social retrouve un semblant de mouvement. «Nous ne voulons pas tout mettre à terre et rien proposer, assure Dave Bakken, un autre dégriseur. Notre intention, c'est de forcer un changement de cadre, contribuer à le définir pour qu'il soit à notre image et surtout à celle du monde dans lequel on voudrait que nos enfants vivent».

Ceci explique cela: les dégriseurs, qui trouvent leur origine sémantique dans l'idée que l'idéal porté aujourd'hui par les têtes grises n'est plus forcément adapté à l'époque et surtout aux aspirations des générations montantes, jugent aussi comme un échec les résultats actuels livrés par le Québec de la Révolution tranquille. «C'est un mouvement qui a été utile à une autre époque, c'est vrai, dit David Vachon. Mais, maintenant, il faut passer à autre chose. Il est temps de dégriser collectivement, comme au lendemain

d'une brosse, il faut se réveiller, prendre conscience des conneries qu'on a faites et reprendre pied dans le réel.»

En ouvrant les yeux, les dégriseurs — version locale de ces mouvements de jeunes qui cherchent de plus en plus à se faire entendre sur la planète, en Espagne, en France et au Portugal, par exemple — espèrent se débarrasser de quelques travers contemporains qui font qu'aujourd'hui, déplorent-ils, la construction d'un hôpital ou d'un échangeur autoroutier soit érigé en projet de société. Ils s'interrogent aussi sur le mode d'organisation gouvernementale actuel qui encourage les partis politiques à faire de l'électoratisme aux dépens d'une véritable politique mise au service du collectif et de l'avenir d'une nation.

Atténuer le poids du vieillissement

Dans la foulée, ces jeunes en réflexion aiment aussi pourfendre la surconsommation, le culte de l'automobile, le gaspillage, le mythe de la croissance infinie, tout comme la vision montréalocentriste du Québec et envisagent sous un autre angle le vieillissement de la population et surtout le lien entre les générations. «On le sait, dit Patrice Bertolacci, étudiant en science politique, en raison du vieillissement et de la faible croissance démographique, les jeunes vont devoir travailler plus pour financer les retraites et surtout permettre à une génération de maintenir un niveau de vie qui est déjà trop élevé. Est-ce qu'on veut s'éreinter pour maintenir un modèle où le centre commercial est devenu un temple, où les désirs ont remplacé les besoins et où le bon citoyen est celui dans sa voiture qui consomme pour soutenir la croissance?»

La question est cruciale pour les dégriseurs qui ne manquent pas d'idées pour éviter cette fatalité. Leur Québec, ils le rêvent indépendant... du pétrole et s'attendent à ce que l'on pose aujourd'hui les bases pour amorcer cet important virage. «Il faut commencer maintenant à planifier le long terme, dit David Vachon, qui étudie la sociologie et la philosophie à l'UQAM. Nous devons construire notre piste de décollage mainte-

nant pour exploiter le potentiel du Québec, de son territoire et de ses individus, un Québec qui peut devenir un fort et phare dans ces économies du XXI^e siècle qui vont devoir intégrer des composantes écologiques».

Dans cette mouvance, les dégriseurs appellent d'ailleurs le Québec à cesser de se construire sur le modèle des deux villes, Montréal et Québec, en faisant fi des régions. «Il faut que les villes se multiplient, avec entre elles des systèmes de transport collectifs et efficaces indépendants du pétrole», dit Dave Bakken, qui profite d'une année sabbatique pour courir le globe. «Nous devons aussi revoir la construction des zones-dortoirs en banlieue sur les terres agricoles les

plus productives et rapprocher la production de la consommation locale».

Renouer avec l'imagination

Dans la mi-vingtaine, les dégriseurs assurent d'ailleurs que, dans les prochains mois, d'autres coups d'éclat, à l'image de la banderole accrochée au-dessus de la 116, sont à prévoir. «Ce ne sera pas des gestes illégaux, assure David Vachon. Mais des gestes significatifs visant à faire prendre conscience aux gens que l'inertie et le manque d'imagination ont assez duré.» Et du coup, lutter aussi un peu contre les préjugés qui collent parfois à la peau de cette génération numérisée élevée et endormie au divertissement en format cathodique.

«C'est vrai, il y a un désabusement de la jeunesse qui se plaint de son environnement social, mais se réfugie dans l'alcool et les jeux vidéo au lieu d'agir, poursuit-il. Or, nous voulons faire la démonstration qu'il y a aussi des jeunes intéressés par les problèmes sociaux. Le hic, c'est qu'ils sont seuls, chez eux, à regarder des documentaires sur Internet. Or, le Québec ne peut plus se permettre de laisser cette jeunesse qui n'est pas cynique, pas nihiliste, dans cet état de silence. Quand ces jeunes vont se rendre compte qu'ils ne sont pas tout seuls, c'est là que le mouvement va s'amorcer et que la résistance va s'afficher... pas seulement sur le tablier d'un viaduc, croit-il.

LE DEVOIR: Opinion: Manifeste pour un Québec dégrisé - Rompre avec l'idéal du vert-de-gris' par Dave Bakken, Patrice Bertolacci et David Vachon - Les dégriseurs - Mardi 21 juin 2011

Nous, les vaincus, les marmots, les anormaux, les perdus, bref, la jeunesse du Québec, nous avons décidé de clamer haut et fort notre lassitude face à ce monde larvaire, croulant, déprimant, pervers. Nous en avons assez de cette vicissitude amorphe, de ce paysage politique lunaire, de cette confrérie de lunatiques endormis.

Un État se doit d'être un levier permettant au peuple d'apporter des changements collectifs de manière pacifiste et conviviale. Pourtant, en ce moment, il nous apparaît plutôt comme un écueil insurmontable auquel doit faire face toute forme de volonté populaire. Les lobbyistes en sont les sirènes, très peu séduisantes, mais pas moins efficaces, qui attirent les ambitions vers le fond. Disparition totale de tout débat de fond, dissipé dans les abysses des intentions molles et perfides.

Nous ne sommes pas des anarchistes, nous ne sommes pas des souverainistes, ni des fédéralistes, nous ne sommes aucunement maoïstes, stalinistes ou castristes, nous nous foutons de vos idéologies de vieillards, de vos imaginations grisâtres, nous ne sommes que la jeunesse dynamique, qui, déjà, craint devoir léguer un monde amer à des enfants qui auront honte de leurs pères.

Centre commercial mondialisé

Matériellement parlant, l'idéal civilisationnel actuel correspond à un centre commercial mondialisé, enveloppé d'une mer asphaltée, stationnement à volonté, et relié entre différents points de vente, par des autoroutes immenses. Idéalement parlant, la finalité de notre société moderne consiste à rendre possible la maximisation d'assouvissement des désirs du plus grand nombre de manière tendanciellement immédiate. Mais vous savez quoi?

Nous refusons catégoriquement de donner suite à un tel projet.

Nous considérons que vous êtes dans l'erreur. Nous rejetons cette filiation ainsi proposée. Cette société, nous n'en voulons tout simplement pas.

Notre bilan se résume en un mot: échec!

Un échangeur autoroutier comme projet de société: échec! La spoliation des ressources naturelles contre des redevances à deux sous: échec! Les écoles primaires changées en postes

de police: échec! L'économie d'abord: échec! La jeunesse éduquée aux jeux vidéo et au porno: échec! La réforme scolaire et le nivellement par le bas: échec! La télé-réalité: échec! Les coupons de circulaire et le panier le moins cher: échec! Les jeux télévisés et la culture médiatique: échec! Les pelouses sans pissenlits: échec! Le progrès collectif en termes de PIB: échec! La nouvelle hiérarchie sociale en pouvoir d'achat: échec! La popularité personnelle en amis Facebook: échec! Les réseaux sociaux conviviaux et la haine du voisin: échec! Le cheeseburger double à 1,39 \$: échec! Les réarrangements funéraires et la marchandisation de la mort: échec! Les soins longue durée et l'absence de fin justifiant les moyens: échec! L'achat de bonne conscience bio-équitable: échec!

Est-ce bien l'achèvement?

Le summum de la civilisation occidentale?

La victoire de la liberté sur la tyrannie?

Le modèle sociétal à conserver contre la barbarie?

Comme disait si bien le Philosophe contre Darwin: «Rien n'est à conserver, tout doit s'exalter!»

Le potentiel du Québec, tant au niveau de son territoire riche que de sa jeunesse en friche, est immensément plus inspirant que ce statu quo moribond. Aucune envie de prendre le bateau, ni même l'échangeur Turcot, pour tourner éternellement en rond. Aucune société ne peut durer sans l'élaboration de projets de société novateurs, sans une vision vers un avenir prometteur.

«Disons "Non" aux chantres de l'immobilisme pathétique, et scandons en coeur le vitalisme politique!»

Ce que nous devons faire

D'abord, nous devons refuser toute forme d'exploitation des richesses naturelles qui aurait pour ambition la seule profitabilité sur le court terme au bénéfice d'intérêts privés arbitraires. La gestion des ressources sur le territoire québécois se doit de viser un développement durable n'utilisant que des ressources renouvelables — ce qui est, par ailleurs, possible dans le cas du Québec, contexte aussi marginal que favorable relativement au reste du monde.

Il va donc de soi que l'état actuel de dépendance au pétrole doit être remis en question et que, ultimement, une transition vers un Québec post-pétrolier devra s'amorcer. Cette nécessité se

justifie, à la fois par l'imminence du pic pétrolier mondial, ainsi que par la balance commerciale négative au niveau national — du fait que le Québec n'est pas producteur de pétrole.

Une planification énergétique se voulant systématique et s'orientant sur le long terme implique un minimum de pouvoir décisionnel politique, indépendant de l'arbitraire du marché uniquement préoccupé par les intérêts privés sur le court terme. Certaines richesses collectives doivent éviter d'être appropriées par des groupes de particuliers quelconques et ne devenir que de simples marchandises perdant toute forme de valeur intrinsèque autre qu'économique. Ces richesses concernent par exemple les matières premières, la culture en général et l'éducation tout spécialement.

La marchandisation de l'éducation nous apparaît symptomatique d'un système qui tourne sur lui-même, dans une quête fantasmagique de félicité, mais qui s'use néanmoins, comme un boulon trop forcé, et en devient rond, tout en rejetant une pluie de rouille épuisée. Notre société correspond, métaphoriquement, à une toupie sur la pointe d'une montagne abrupte, ayant oublié vers où cheminer, trop apeurée de la chute prochaine.

Réhabiliter la culture

Les ailes ne pourront pousser sans d'abord réhabiliter la finalité première de toute civilisation: la culture. Si une gestion rationnelle des ressources naturelles ainsi qu'un aménagement territorial assurant une sécurité civile (énergétique, alimentaire, etc.), au sein d'une société indépendante du pétrole, s'avèrent nécessaires en tant que condition de possibilité du bien commun, il importe tout autant de considérer les institutions sociales et économiques comme relevant de leviers collectifs, et ainsi rompre avec le fétichisme édulcoré stipulant l'économie comme une fin en soi.

La finalité d'une société s'avère être l'humain et son rayonnement culturel. Cela implique d'abord que l'on doive éviter la privatisation de l'éducation, tout autant que son nivellement par le bas. L'un la travestit, l'autre l'appauvrit — et les deux sont fort navrants. La solution, quant à elle, n'est actuellement que rumeur, murmurée humblement, par le vent du changement.

LE DEVOIR : SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 AOÛT 2011 :

ÉDUCATION : RENTRÉE SCOLAIRE

Finissants du secondaire - Que doivent-ils savoir ? : « Pour certains élèves, il n'est pas facile de se rendre jusqu'au bout de la formation générale »





Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Préparation de l'épreuve de français du 5e secondaire à l'école Pierre-Dupuy, à Montréal.

Martine Letarte

Certains disent que les jeunes ne savent plus écrire, qu'ils obtiennent leur diplôme au rabais. Au contraire, d'autres affirment que depuis la réforme, ce que les jeunes doivent maîtriser est plus complexe qu'avant. Que doivent réellement savoir les finissants du secondaire? Le Devoir a discuté de la question avec trois personnes sur le terrain.

«Au départ, il faut savoir que, parmi les pays de l'OCDE, le Québec est un des endroits où le niveau de formation générale est le plus élevé. Ailleurs, les élèves se spécialisent plus tôt», affirme Jessika Valence, directrice du deuxième cycle au collège Saint-Paul, un établissement privé de la banlieue sud de Montréal.

De plus, l'école québécoise va au-delà de l'apprentissage des matières de base. «Au Québec, on demande aux élèves de devenir autonomes dans la société, de devenir des citoyens responsables, d'avoir un esprit critique, de faire preuve de raisonnement. Nous leur apprenons aussi à être capables d'aller chercher l'information dont ils ont besoin. C'est important qu'ils apprennent à être débrouil-lards», affirme-t-elle.

Auparavant directrice adjointe à la pédagogie, Mme Valence croit que c'est également primordial de leur donner le goût d'apprendre. «Aujourd'hui, explique-t-elle, les gens changent souvent d'emploi et ils doivent toujours apprendre. On leur montre aussi à travailler en équipe, à utiliser des technologies de l'information et des communications. Les compétences transversales ont été malmenées par plusieurs, mais, fondamentalement, ces compétences préparent les élèves au monde du travail, à la vraie vie.»

En français

Ces compétences transversales n'éliminent évidemment pas les compétences disciplinaires. «Pour avoir leur diplôme, les élèves doivent être capables de lire plusieurs textes, d'en extraire de l'information, de la synthétiser, de se positionner par rapport à cette information, de se bâtir un point de vue et de l'exprimer à l'oral ou à l'écrit en adaptant leur style à la situation», indique Sylvie Rouleau, conseillère pédagogique en français à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB), à Montréal.

Peut-on s'attendre à ce qu'un finissant du secondaire écrive sans fautes? «Non, pas plus que Monsieur ou Madame Tout-le-monde n'écrit sans fautes! Nous essayons toutefois d'amener les élèves à s'améliorer. En même temps, la compétence d'écriture comprend un ensemble d'éléments. C'est bien d'écrire presque sans fautes, mais, si l'élève n'a aucune structure ni cohérence dans ses textes, ce n'est pas mieux! Nous travaillons à ce que l'élève soit compétent dans tous ces éléments», affirme Mme Rouleau.

Chaque élève ne maîtrise évidemment pas tous ces aspects de l'écriture avec autant de facilité. Très multiculturelle, la CSMB accueille par exemple de nombreux élèves issus de l'immigration dont le français n'est pas la langue maternelle.

«Souvent, ces élèves maîtrisent très bien le code et font moins de fautes d'orthographe que ceux dont le français est la langue maternelle. Par contre, ils ont souvent plus de difficulté à personnaliser et à varier leurs phrases», explique-t-elle.

Fait-on encore des exposés oraux traditionnels? «Oui, mais avant, il y avait seulement le modèle de l'exposé seul devant la classe. Maintenant, il y a aussi d'autres modèles, comme des débats et des discussions en groupes. Ces autres formes d'expression orale exigent de développer d'autres habiletés, parce que les élèves doivent prendre position, comprendre ce que les autres disent et faire des liens dans leurs interventions avec ce que les autres ont dit», explique Sylvie Rouleau.

En mathématiques

En mathématiques également, on ne s'en sort pas: algèbre, trigonométrie, géométrie et fonctions sont toujours au programme. «L'activité mathématique n'a pas changé tant que ça avec la réforme. Ce qui a le plus changé, c'est l'utilisation de contextes de la vie courante. On présente

maintenant l'activité mathématique comme quelque chose qui fait partie de l'activité humaine, et non comme quelque chose qui existe à l'extérieur de la réalité», explique Christian Morasse, conseiller pédagogique en mathématiques à la CSMB.

L'élève a le choix entre trois profils de mathématiques, soit sciences naturelles, technico-sciences, ou culture, société et technique. «Le premier est orienté vers les sciences pures, le deuxième vers les sciences appliquées, alors que le troisième est davantage tourné vers les sciences humaines. C'est bien, parce que les élèves choisissent les mathématiques qui sont les plus orientées vers leurs projets», affirme M. Morasse.

Peu importe le profil choisi, le conseiller pédagogique remarque une constante: la difficulté qu'ont les élèves à résoudre des problèmes complexes en mathématiques. «On résout ces problèmes en plusieurs étapes, précise-t-il. Ils demandent un traitement de l'information et ils exigent que l'élève développe une stratégie de résolution de problème. Ce n'est pas rien! C'est la compétence la plus longue à acquérir. Avant l'implantation de la réforme, les élèves faisaient généralement beaucoup moins de tâches complexes du genre.»

Tout le reste

L'anglais est aussi incontournable. Doit-on s'attendre à ce qu'un élève soit bilingue en terminant son secondaire? «Non, affirme Jessika Valence, mais il devrait être capable d'aller aux États-Unis et de se débrouiller. Par contre, ses connaissances ne seront pas nécessairement suffisantes pour lui permettre d'occuper un emploi qui exige de grandes compétences en anglais.»

Un finissant du secondaire doit également avoir d'autres acquis dans des domaines variés, que ce soit en biologie, en chimie, en physique, en art, etc. Y a-t-il un décalage entre les visées du programme et la réalité?

«Souvent, affirme Mme Valence. Pour certains élèves, il n'est pas facile de se rendre jusqu'au bout de la formation générale. Chaque milieu comporte aussi ses réalités distinctes. Bien que l'on cherche à normaliser les apprentissages réalisés d'un établissement à l'autre par l'administration d'épreuves uniques, chaque école, voire chaque enseignant, ne se rend pas nécessairement aussi loin dans le programme.»

Au primaire - Que faut-il avoir appris à la fin de la 6e année?: «Le rôle des parents est aussi de prolonger le scolaire»

Amélie Daoust-Boisvert

À la fin de la 6e année, un enfant sait lire, écrire et compter. Un pas de géant pour un enfant en six ans, souligne Catherine Dupont, une maman de cinq enfants qui a été tour à tour enseignante et directrice d'école pendant 25 ans. Entretien avec celle qui est maintenant directrice des programmes au ministère de l'Éducation.



Photo : Source Commission scolaire Eastern townships

Un chemin qui le mène à savoir... lire, écrire et compter, bien sûr!

En regardant le primaire, «on a le sentiment que c'est la phase la plus facile, observe Catherine Dupont, avec qui Le Devoir s'est entretenu en

juin dernier. Que ce n'est pas compliqué! Mais c'est peut-être au primaire que, comme être humain, j'apprends le plus de choses. Je passe d'un monde où tout est mélangé, où ce sont les sens qui perçoivent les choses uniquement, à un monde où on m'apprend à décoder ce qu'il y a autour de moi. L'enfant apprend à appréhender le monde autour de lui en apprenant qu'il y a des lunettes différentes, qu'on appelle des disciplines. C'est un pas énorme pour ce petit-là qui a toujours joué!»

Avant même de se demander si son enfant «en sait assez», le parent devrait prendre conscience de ce bond énorme, ce changement de paradigme qui s'opère en six ans à peine, avance Mme Dupont.

Lire

Du classique La petite maison dans la prairie aux romans d'aventures fantastiques des Chevaliers d'Émeraude, avant d'entrer au secondaire, un enfant peut déjà apprécier un roman jeunesse. Mais il peut également écouter un film, être attentif à une conférence ou assister à une pièce de théâtre. Comment ça s'écrit, «théâtre», de-

mande-t-il? Et bien, il sait aussi chercher dans le dictionnaire!

«Quand on regarde nos grands-parents, plusieurs a-vaient un cours primaire. Beaucoup fonctionnent dans la société avec une 5e ou une 6e année. Il faut amener les enfants assez loin pour être capables de décoder ce qui est écrit autour d'eux», résume Catherine Dupont. Pour elle, on ne soulignera jamais assez que la lecture, «ce n'est pas juste quand je m'assois dans un coin à la bibliothèque avec un roman».

Elle conseille de présenter «de tout, des reportages, des courts romans, pour qu'il réalise que la lecture, c'est presque chaque heure que j'en ai besoin dans la vie. Maman m'envoie faire une commission, je dois pouvoir lire le nom de la boîte de céréales. Le rôle des parents, oui c'est de vérifier les devoirs, mais aussi de prolonger le scolaire, d'allumer l'enfant par rapport au scolaire. Être à l'affût de ce que l'enfant manifeste comme curiosité.»

Écrire

Écrire correctement et utiliser trois mille mots, voilà le défi que doivent relever les enfants avant leur 12e anniversaire. «C'est un gros bagage.

Quand je dis que c'est un pas énorme !», s'exclame Catherine Dupont. Et non seulement le jeune élève doit connaître l'orthographe: n'oublions pas les règles de grammaire. «Il doit appliquer ses règles d'accord. Il apprend que la langue qu'il parle avec papa et maman est un système organisé. Qu'on ne met pas les mots dans n'importe quel ordre. Il doit apprendre à se corriger, à réviser.»

Une étape cruciale qui lui permet finalement de coucher ses idées sur papier et, ultimement, être compris par son interlocuteur.

Compter

Après trois mille mots... Un million de chiffres! «À la fin du primaire, un enfant sait compter jusqu'à un million, dit Catherine Dupont. Mais le jour où il a compris la question de la régularité, il peut compter à l'infini!» ajoute-t-elle en riant.

Additionner, soustraire: tant de choses à maîtriser et, bien sûr, les fameuses tables de multiplication et de division sont toujours de mise. Ce qui mène tranquillement l'enfant à la géométrie.

«Il apprend les formes: pas la formule pour trouver l'aire, mais il comprend qu'un rectangle a un tour et une surface, il appréhende la géomé-

trie par les sens. Il apprend les bases de la notion de mesure, le temps, l'espace, les longueurs.»

C'est aussi avant la fin du primaire que les enfants mènent leurs premières enquêtes: que ce soit pour trouver la proportion de blonds dans une classe ou comprendre la probabilité de tirer un «six» aux dés. «Il place les grands morceaux grâce auxquels au secondaire il va faire des apprentissages beaucoup plus difficiles. On essaie de leur faire comprendre que ça sert dans la vie de tous les jours.»

... et tout le reste

Après tout cela, il y a encore les sciences, les arts, l'histoire, la géographie et tant d'autres choses. Car le français et les maths ne suffisent pas pour comprendre le monde. Par exemple, dit Catherine Dupont, «c'est très important, la notion de passé en histoire, car pour un jeune enfant son grand-père et l'homme de Cro-Magnon, c'est à peu près du même niveau!»

«C'est pour ça qu'il y a plus que du français et des mathématiques, pour que ce soit un enfant épanoui comme être humain, en mesure d'apprendre... Toute sa vie!

Aide financière aux études - « Les étudiants vont devoir payer de leur poche les bonifications annoncées » : La FEUQ dénonce les dernières mesures budgétaires déposées par Québec



Photo : Agence Reuters Marcelo del Pozo

Émilie Corriveau

À la veille de la rentrée des classes, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) vient de déposer un mémoire au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études portant sur les mesures budgétaires 2011-2012 du gouvernement du Québec. Malgré les bonifications annoncées au programme d'aide financière aux études, d'après la fédération, celui-ci comporte toujours d'importantes lacunes.

«La hausse des frais de scolarité, c'est le noeud du problème», lance d'emblée Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Représentant un montant total de 1625 \$ réparti sur cinq ans, malgré les bonifications annoncées au programme d'aide financière aux études, la hausse des frais de scolarité qu'a annoncée le gouvernement du Québec en mars dernier risque, d'après la FEUQ, d'engendrer une utilisation du programme de prêts et bourses plus grande que ce que le système en place peut absorber.

«Actuellement, 25 % des sommes d'argent générées par les frais de scolarité sont réinvesties dans le programme d'aide financière aux études. Ce que le gouvernement a décidé de faire, c'est de hausser ce pourcentage et de récupérer plutôt 35 % des sommes d'argent que générera la hausse des frais de scolarité. Si le gouvernement avait conservé le taux de péréquation de 25 %, le montant qui aurait été transféré à l'aide financière n'aurait pas suffi à couvrir le maintien des plafonds actuels de prêts», explique Mme Desjardins.

Ainsi, 116 des 118,4 millions annoncés par le gouvernement proviendront du transfert des sommes payées par les étudiants en frais de scolarité vers le programme d'aide financière aux études. La somme manquante, soit 2,4 millions, sera assumée par le gouvernement.

Dans le contexte où, en février dernier, le gouvernement du Canada annonçait une augmentation de 70 millions du support financier accordé au Québec en vertu du Programme canadien des bourses d'études, la FEUQ déplore que le gouvernement québécois ait choisi de bonifier le programme d'aide financière aux études en s'appuyant sur une hausse des frais de scolarité plutôt qu'en utilisant une partie des sommes allouées par le fédéral.

«C'est frustrant, parce que les étudiants vont devoir payer de leur poche les bonifications annoncées et qu'ils ne verront probablement pas d'amélioration au programme d'aide financière aux études. Ce que nous souhaitons, c'est que les sommes allouées au Québec pour le Programme canadien de bourses aux étudiants servent à la bonification du programme d'aide financière aux études», commente Mme Desjardins.

Décalage

Dans le même esprit, la FEUQ dénonce l'absence de mesures assurant l'indexation des dépenses admises au programme d'aide financière aux études dans le budget 2011-2012 et réclame qu'un mécanisme de régulation soit mis en place.

«Ce qu'on constate, c'est qu'au cours des dix dernières années, on n'a procédé qu'à deux indexations. Ça fait donc huit années sans indexation, soit de 1995-1996 à 1998-1999 et de 2002-2003 à 2006-2007. De ce côté, on a beaucoup de rattrapage à faire, car il y a d'importantes différences entre les coûts pris en compte par le programme et les coûts réels encourus par les bénéficiaires. Ce qu'on demande, c'est une règle qui fixe l'indexation à chaque année et que cette indexation soit équivalente à l'indice des prix à la consommation», précise la présidente de la FEUQ.

À titre d'exemple, Mme Desjardins signale que les sommes allouées aux frais de subsistance, lesquels comprennent le logement, la nourriture, les dépenses personnelles et le transport en commun, sont souvent insuffisantes pour répondre aux besoins réels des étudiants.

«Actuellement, on alloue 49 \$ en nourriture aux étudiants par semaine. Ça fait sept dollars par jour, pour combler trois repas. C'est très peu! Une étude de l'Université de Montréal démontre que pour respecter les recommandations du guide alimentaire canadien, il faut en moyenne 89 \$ par semaine. C'est 40 \$ de plus que ce qui

est calculé par l'aide financière aux études», note Mme Desjardins.

La FEUQ estime également que l'actuel programme d'aide financière aux études ne prend pas suffisamment en compte les changements technologiques et sociaux qui ont eu lieu dans la société au cours des dernières décennies. Notamment, elle souligne le fait que l'accès à Internet soit toujours considéré comme un luxe.

«Aujourd'hui, Internet, c'est un outil indispensable pour les étudiants universitaires. La majorité des étudiants communiquent avec leurs enseignants par courriel et beaucoup doivent consulter l'Internet pour effectuer leurs travaux, mais c'est encore considéré comme un bien de luxe. C'est donc l'étudiant qui doit défrayer la totalité de la facture», souligne Mme Desjardins.

Contribution parentale

D'après la FEUQ, le gouvernement québécois doit également réviser ses calculs en matière de contribution parentale. Actuellement, le programme d'aide financière aux études s'appuie largement sur les contributions parentales, puisqu'en vertu du Code civil du Québec, les parents ont le devoir de contribuer au financement des études de leurs enfants. Ainsi, les ressources financières des deux parents sont prises en compte dans le calcul de la contribution parentale aux études, sauf si les parents ne vivent plus ensemble. Alors, seuls les revenus du parent avec lequel l'étudiant habite sont pris en considération.

D'après la FEUQ, le gouvernement québécois surestime la capacité de payer des parents. «La contribution parentale est ciblée à 35 000 \$ à terme. Ce que ça signifie, c'est que des parents qui ont un revenu brut annuel de 35 000 \$ en couple devraient être en mesure de contribuer aux études de leurs enfants. C'est irréaliste. Le résultat, c'est que beaucoup d'étudiants doivent se débrouiller avec une contribution parentale moindre que ce que le gouvernement calcule, tout simplement parce que leurs parents n'ont pas la capacité d'en faire plus. D'après nous, il faut rehausser le niveau de contribution parentale à 45 000 \$. C'est plus réaliste», commente Mme Desjardins.

Suite à son analyse des mesures budgétaires 2011-2012, la FEUQ a formulé une série de recommandations à l'intention du gouvernement québécois. De nature publique, le mémoire de la FEUQ peut être obtenu auprès du Comité consul-

Dans les classes - Les syndicats obtiennent des avancées dans le cas des élèves en difficulté : « On devrait tenir compte de l'expertise de celles et de ceux qui font l'école au quotidien »



Photo : Source FAE

Pierre Saint-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement

Réginald Harvey

Les deux grands syndicats de l'enseignement, la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), ont fait des progrès dans l'épineux dossier des élèves en difficulté. Et encore et toujours, les bulletins font l'objet de controverses dans le cadre d'une réforme où il apparaît bien difficile d'évaluer les élèves à leur juste valeur. Revoilà la rentrée.

Pierre Saint-Germain, président de la FAE, dégage les grandes lignes du projet sur les élèves en difficulté qui a été largement approuvé par les instances syndicales: «On parle d'ajouts d'argent importants pour les profs de façon à ce qu'ils puissent davantage encadrer ces jeunes; avec le support d'une somme de 25 millions de dollars répartis sur quatre ans, ils seront libérés pour rencontrer les parents et d'autres professionnels de même que pour remplir les dossiers sur le suivi des enfants. Il y aura aussi un montant de 6 millions de dollars versé pendant la même période, qui servira à soutenir les enseignants dans les plans d'intervention, ce qui sert à bonifier des mesures déjà en place.» Des paramètres communs entre commissions scolaires et syndicats faciliteront de plus l'encadrement de l'intégration de ces enfants dans des groupes ordinaires ou encore aideront à leur trouver une place adéquate dans le réseau.

Une étape est franchie pour régler ce problème récurrent: «Après dix ans de dénonciation de la politique ministérielle en vertu de laquelle on incluait de façon un peu aveugle ces élèves dans les classes ordinaires sans offrir les services appropriés, on a réussi à faire évoluer ce modèle-là; l'intégration à tout prix est maintenant derrière nous et on verra les résultats à l'usage avec le temps.»

Il tourne la page sur ce dossier de cette manière: «L'entente est intervenue entre la Fédération des commissions scolaires [FCS] et les enseignants, mais il y a tout un volet de la question qui fait l'objet de revendications depuis plusieurs années et qui n'est toujours pas réglé: c'est celui de l'accès à des services spécialisés. On aura beau avoir des mécanismes d'encadrement plus facilitants, le prof va se retrouver tout aussi isolé si on n'a pas de ressources professionnelles pour aider les enfants.» Les efforts se poursuivront pour en obtenir.

Encore les bulletins... et l'école publique

L'évaluation des apprentissages refait surface année après année depuis les débuts de la réforme scolaire. Pierre Saint-Germain examine la situation: «On est maintenant rendu dans l'ère post réforme ou du nouveau pédagogique et la question du bulletin a été dénoncée par l'ensemble des enseignants au Québec et non seulement par la FAE.»

Il résume leur position: «Il faut procéder à des modifications sur celui-ci; il en va de même sur toute la question de l'enseignement et de l'évaluation quant à la place occupée par les connaissances par rapport aux compétences.» Il pose le problème: «Quant à nous, les programmes ne sont pas vraiment centrés sur les connaissances et, à partir du moment où ils mettent l'accent sur les compétences, on ne voit pas comment on peut évaluer davantage les connaissances si elles ne sont pas nommément inscrites et identifiées dans les programmes.»

La situation se présente comme suit au sujet du bulletin unique: «À la rigueur, chaque école au Québec pourrait avoir l'équivalent de son propre bulletin; le formulaire est unique mais le contenu du message ne l'est pas.»

Sur un autre sujet brûlant d'actualité, il se montre inquiet quant à l'application des conventions de gestion qui lui apparaissent comme «une fausse lutte au décrochage» causant des pressions indues chez les enseignants. Le président soutient finalement que la FAE se fera encore une fois cette année le porte-étendard de l'école publique: «Toute la question de la revalorisation de cette école et de la profession demeure au coeur de nos préoccupations. Cette année, on en sera à notre troisième édition de la semaine pour la promotion de l'école publique; on récidive avec l'appui de plusieurs partenaires.»

Du côté de la FSE

La Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) concluait à son tour un accord sur les élèves en difficulté à la fin de juin. Sa présidente, Manon Bernard, se penche sur cette entente de principe qui s'appliquera dès la rentrée: «Auparavant, les élèves ne pouvaient pas être reconnus comme ayant des troubles d'apprentissage avant la troisième année du primaire; ils le seront dorénavant dès la fin de la première année. La définition sur les troubles change:

dans les cas de dyslexie, de dysphasie et de déficience légère, on parlait d'élèves à risque, alors que ceux-ci sont maintenant considérés comme ayant des troubles.» Elle ajoute sur ce plan: «Un meilleur dépistage va conduire vers de meilleures interventions qui seront plus ajustées aux besoins réels.»

Elle fait ressortir un deuxième élément de nouveauté: «Pour faciliter la mise en place de différents modèles organisationnels en lien avec la composition de la classe, il y a l'ajout de certaines sommes d'argent; en l'espace de quatre ans, on parle de 16 millions de dollars récurrents. À ce montant, s'ajoute un autre million de dollars en allocation de temps pour faire le suivi des plans d'intervention.» Un suivi de dossier sera de plus assuré: «Des travaux se poursuivront pour mettre un frein aux abus causés par le trop grand nombre d'élèves en difficulté dans les classes. En même temps, on va aussi regarder les lignes directrices sur ce dossier que la ministre Line Beauchamp devrait annoncer prochainement pour voir si c'est applicable dans les milieux ou si cela demeure de l'ordre des bonnes intentions.»

Compressions, conventions et bulletins

Les commissions scolaires ont subi au printemps d'importantes réductions budgétaires dont la présidente craint les effets sur le réseau scolaire: «Il y a 110 millions de dollars qui ont été retranchés de leur budget. On veut s'assurer qu'une telle mesure n'ait pas d'impact sur les services aux élèves et sur l'organisation scolaire.»

Mme Bernard s'inquiète, sous un autre angle, de la mise en place des conventions de gestion visant à améliorer la réussite scolaire: «Celles-ci ont introduit des cibles chiffrées sans ajout des moyens nécessaires pour les atteindre, ce qui a conduit à des dérives dans certains endroits tout en mettant de la pression supplémentaire sur les enseignants, chez qui le décrochage risque d'augmenter.»

Au chapitre des autres dossiers à surveiller, elle signale encore celui du programme d'anglais intensif et celui du bulletin unique: «Sur le plan de l'évaluation, on a réclamé certains ajustements qui nous semblent réalistes et faisables sans obtenir de réponse et on espère les recevoir en début d'année.»

Elle tire cette conclusion et propose cette vision après avoir fait le tour des points majeurs à l'ordre du jour à la rentrée: «Ce qui englobe tout ce que je viens de dire, c'est la valorisation de la profession enseignante qui est souvent mise à mal. Il y a certains groupes qui proposent des moyens pour y arriver sans prendre l'avis des principaux intéressés. Si l'éducation est une priorité, comme plusieurs l'affirment au Québec, on devrait respecter l'opinion et tenir compte de l'expertise de celles et de ceux qui font l'école au quotidien.»

Choisir une école - Pour anglophones d'abord !: Our Kids de retour à Montréal

Pierre Vallée

L'entreprise média canadienne Our Kids présentera pour la troisième fois à Montréal son exposition annuelle portant sur les écoles privées. L'événement se tiendra le dimanche 18 septembre, de midi à 16h, au Hilton Montréal Bonaventure.

Our Kids est la création d'Andrew Stawicki et de Peter Robertson, alors respectivement photographe et chef de la section photographique au

Toronto Star, et de leurs épouses Margaret Stawicki et Michelle Robertson. À la fin des années 90, ces deux couples étaient déçus de ne pas pouvoir trouver facilement de bons renseignements concernant les choix éducatifs qu'ils pouvaient offrir à leurs enfants. Ils décidèrent de remédier à la situation en créant l'entreprise média Our Kids. Leur première publication, parue en 1997, est Our Kids Go To Camp, un guide portant sur les camps de vacances. «Le choix de

s'intéresser d'abord aux camps de vacances, explique Agatha Stawicki, fille du fondateur, éditrice chez Our Kids et responsable de l'exposition montréalaise, c'est que les camps de vacances sont une véritable tradition canadienne.»

La réponse à cette initiative fut si favorable que l'entreprise lança un second guide, Our Kids Go To School, portant cette fois sur les écoles privées canadiennes. Au fil des ans, on rajouta d'autres publications, dont une portant sur les

maisons de retraite. En 2000, l'entreprise prend le virage Internet et crée des sites web pour ses publications. On crée aussi un site plus général qui s'adresse aux parents: ourkids.net. «Notre site ourkids.net reçoit plus de 100 000 visites chaque mois, ce qui en fait l'un des sites canadiens pour parents les plus fréquentés.»



En 2002, Our Kids a l'idée d'organiser des expositions portant sur les écoles privées de manière à répondre au besoin, manifesté par les parents qui fréquentaient le site Internet, de rencontrer en face à face les représentants des écoles auxquelles ils étaient intéressés. Our Kids tient pareilles expositions annuelles à Toronto, Oakville, Vancouver et, depuis trois ans, à Montréal.

Expo Montréal

Bien que l'ouverture officielle de l'exposition soit à midi, les parents qui le veulent pourront assister à 11h à un panel d'une heure portant sur l'école privée. Dès midi, les parents et leurs familles pourront accéder au hall d'exposition où les attendent les kiosques des écoles inscrites à l'exposition. «Nous organisons aussi plusieurs

conférences tout au long de la journée afin d'informer les parents sur les nombreuses particularités des écoles privées. Par exemple, l'on croit à tort que les écoles privées ne sont accessibles qu'aux parents les plus fortunés, mais il existe de nombreuses bourses disponibles qui peuvent alléger la note et dont peu de parents connaissent l'existence. Il sera aussi question des besoins spéciaux des enfants pour lesquels plusieurs écoles privées offrent des services spécialisés.» Une de ces conférences présentera aux parents les tenants et aboutissants de la loi 115, dite passerelle.

La force et l'originalité de l'événement, et ce qui en fait le succès, selon Agatha Stawicki, c'est de réunir sous un même toit la majorité des acteurs de l'école privée. «Notre notoriété auprès des parents fait en sorte que non seulement il y sur place des représentants et des étudiants de chaque école exposante, mais dans la plupart des cas, le directeur de l'école est également sur place.»

Le but de l'exposition n'est pas de vendre des inscriptions. «Il y a des parents qui se décident sur le champ et inscrivent sur place leur enfant. Mais la plupart cherche plutôt à bien se renseigner. Ensuite, pour prendre leur décision finale, ils assisteront aux portes ouvertes des écoles auxquelles ils sont intéressés.»

Le coût de l'inscription sur place est de 20 \$ par famille, mais il est préférable de le faire en ligne. «Nous offrons un rabais de 50 % à ceux qui s'inscrivent en ligne. De plus, nous leur fournissons la liste des écoles inscrites à l'exposition ainsi qu'une série de documents d'information afin qu'ils puissent mieux préparer leur visite.»

Le fait français

De la trentaine d'écoles qui participent à l'exposition montréalaise, la très grande majorité sont des écoles privées anglophones situées au Québec, seules deux ou trois écoles se présentant comme bilingues. La plupart offrent des cours d'immersion en français. Toutes les conférences seront prononcées en anglais. L'événement se déroule donc principalement en anglais, bien que certains représentants des écoles privées anglophones québécoises soient bilingues. On comprendra donc que cette exposition s'adresse avant tout aux parents anglophones de la grande région montréalaise ainsi qu'aux francophones souhaitant offrir une éducation en anglais à leurs enfants.

«Si l'événement a lieu en anglais, c'est que notre choix de tenir l'exposition à Montréal, en plus de la tenir dans nos autres villes canadiennes, est notre réponse aux parents montréalais anglophones qui utilisent notre site Internet et qui souhaitent, comme les autres parents, participer à pareille exposition. De plus, les écoles qui, dès le départ, ont démontré un intérêt et qui se sont inscrites sont des écoles anglaises. D'ailleurs, nous travaillons en collaboration avec l'Association des écoles privées du Québec, qui représente les écoles privées anglophones. Si les écoles privées québécoises francophones et les parents francophones démontraient un intérêt pour participer à notre exposition, nous serions heureux de les accueillir et, dans ce cas, nous ferions évidemment davantage de place au français. Par ailleurs, nous avons commencé à traduire en français une partie de notre site Internet et nous avons l'intention de poursuivre dans cette voie.»

Les cégeps en pleine adaptation - « Montréal déborde ! » : Des « exclusivités nationales » pour les régions



Photo : Source FCQ

Jean Beauchesne, président et directeur général de la Fédération des cégeps

Claude Lafleur

En 1970, Robert Bourassa cherchait à se faire élire comme premier ministre du Québec en faisant la promesse audacieuse de créer 100 000 emplois. Aujourd'hui, on prévoit que d'ici, cinq ans, 700 000 postes seront à pourvoir, notamment à la suite du départ à la retraite des baby-boomers. C'est dire que toutes les institutions qui forment la main-d'œuvre de demain s'activent à combler ce besoin pressant.

Les cégeps forment près de 80 000 jeunes aux techniques, en plus d'en préparer 85 000 autres à poursuivre leurs études à l'université.

Les cégeps sont toutefois confrontés à nombre d'embûches, parfois même paradoxales. Ainsi, alors que les collèges de la région de Montréal font face à un surcroît d'étudiants — ils rejettent de 700 à 900 candidatures chaque année —, ceux des régions éloignées souffrent de cruelles baisses de clientèle. En outre, les cégeps tentent de répondre aux besoins des entreprises et des adultes qui ont besoin de formation continue, mais se butent à un manque de souplesse et d'adaptabilité à cause du mode de fonctionnement qu'on leur impose.

Voilà ce que constate Jean Beauchesne, président et directeur général de la Fédération des cégeps, le rassemblement des 48 collèges publics du Québec. «Des 700 000 postes à pourvoir d'ici cinq ans, dit-il, on estime que de 100 000 à 125 000 techniciens seront requis, il y a donc pour nous une pression importante de ce côté-là.»

4000 adultes en attente

Les cégeps peuvent répondre aux besoins de main-d'œuvre de deux façons, de poursuivre M. Beauchesne. Il y a d'une part les jeunes étudiants qui obtiennent un diplôme d'études collégiales (DEC) de trois ans en technique et, d'autre part, les adultes qui retournent sur les bancs d'école afin d'acquiescer une attestation d'études collégiales (AEC) ou pour rehausser certaines de leurs compétences.

Or, la formation continue des adultes se bute à un sous-financement chronique et à un manque de souplesse, poursuit Jean Beauchesne. «La nécessité de rehausser la qualification des adultes en emploi est un enjeu majeur pour nous, insiste-t-il. Le gros problème, c'est le financement de la formation continue. Actuellement, les cégeps disposent d'enveloppes "fermées", des montants forfaitaires qui, une fois épuisés, laissent des adultes sur des listes d'attente. Ces enveloppes "fermées" ne fluctuent pas en fonction des clientèles qui s'inscrivent dans nos programmes», déplore-t-il.

Ainsi, chaque année, il y aurait près de 4000 adultes en attente de formation et ce, uniquement pour les douze cégeps de Montréal, rapporte M. Beauchesne. «Problème majeur!», lance-t-il navré.

Migration vers Montréal

Quant à la formation des jeunes étudiants, les cégeps se trouvent confrontés aux conséquences de la dénatalité. «Nous prévoyons des pertes de 25 000 à 30 000 étudiants d'ici sept ans, due à la

dénatalité», rapporte le p.-d.g. de la Fédération des cégeps. Cette baisse de clientèle représente 15 % de la population étudiante.

«Évidemment, ces baisses affectent davantage les cégeps en région éloignée, dit-il, ce qui nous interpelle beaucoup. Comment ces cégeps pourront-ils continuer de proposer une offre de formation de qualité si les masses critiques [d'étudiants] ne sont plus là?»

Paradoxalement, les cégeps de la région de Montréal font face à une vague d'étudiants. «L'île de Montréal déborde!», résume M. Beauchesne. Ce paradoxe s'explique du fait que nombre de jeunes en région désirent venir vivre à Montréal. «C'est dire qu'à cause de cette migration, la baisse démographique affecte moins Montréal et ses zones limitrophes que les régions. Néanmoins, ce phénomène nous cause des soucis puisqu'il nous faut accueillir ces populations qui nous arrivent.»

« Exclusivités nationales »

Pour contrer le dépeuplement des régions, les directions des cégeps préconisent la création de formations techniques réservées aux régions. «Nous appelons cela des "exclusivités nationales", explique Jean Beauchesne. Par exemple, on sait que l'éolien est très présent dans le Bas-Saint-Laurent alors qu'aux Îles-de-la-Madeleine, l'érosion des milieux fragiles offre la possibilité de formations techniques exclusives en ces domaines.»

Déjà, certains collèges offrent une douzaine d'«exclusivités nationales». Par exemple, le cégep de Saint-Félicien propose une technique de milieux naturels exclusive, alors que les techniques du journalisme ne sont enseignées qu'au cégep de Jonquière. «Si on prend le cas de jeunes qui veulent oeuvrer à la préservation de la nature, partir de Montréal pour eux afin d'aller étudier à Saint-Félicien n'est pas un enjeu!», relate Jean Beauchesne.

Il déplore cependant que certaines techniques très en demande sur le marché du travail soient pourtant ignorées par les jeunes. «Donnons l'exemple de la maintenance industrielle, dit-il. Nos jeunes imaginent qu'il s'agira pour eux de travailler dans des usines sales ou sur de vieilles machines... En réalité, il s'agit d'un domaine hautement technologique. C'est même un domaine drôlement intéressant puisque l'usine d'aujourd'hui doit être propre, bien organisée et

technologiquement avancée. Hélas, à Rimouski, ce programme est en difficulté de recrutement alors que les entreprises s'arrachent les finissants!»

Belle jeunesse

Le p.-d.g. de la Fédération des cégeps se montre néanmoins optimiste quant aux 700 000 postes à pourvoir. «Nous avons affaire à une très belle jeunesse, dit-il, une jeunesse qui fait un tas de choses intéressantes... Les jeunes d'aujourd'hui

sont très imaginatifs, très créatifs et autonomes en termes de nouvelles technologies... Tout cela nous place devant une variété de situations qui nous obligent à ajuster les services qu'on doit leur rendre. Mais le fait est que nos jeunes sont fort intéressés à se former comme citoyens et comme travailleurs de demain... ce qui met beaucoup de pression sur nous!»

Les arts à l'école - Si on jouait ? : « Une heure d'enseignement par semaine au primaire... c'est peu »



Photo : Jacques Grenier - Le Devoir
L'enseignement de la musique a connu un léger déclin dans les écoles du Québec depuis qu'il n'est plus obligatoire.

Amélie Daoust-Boisvert

Au primaire, la musique a le pouvoir d'aider les plus jeunes à mieux lire et même à mieux compter. Pour les plus vieux, elle peut devenir une véritable motivation qui renforce le sentiment d'appartenance à son école.

«Souvent, les gens demandent quelle est l'importance de la musique à l'école. En fait, elle est pleine de compétences transversales, elle est transdisciplinaire!», explique le professeur à l'Université d'Ottawa, Jonathan Bolduc. Il dirige le laboratoire Mus-Alpha, où il explore la contribution de la musique à l'apprentissage, principalement la lecture et l'écriture.

Les connaissances musicales — rythme, sons, tonalités — aident le jeune enfant à apprendre à lire. «De 6 à 8 ans, un enfant devrait faire 20 minutes de musique par jour», estime M. Bolduc. En effet, c'est à cet âge que les compétences musicales se développent en concomitance avec les capacités langagières. «Meilleure est la conscience des sons, des rimes, meilleurs [les enfants] sont en lecture et en écriture.»

Pour les plus vieux, la musique peut devenir un puissant motivateur. Le chercheur observe «qu'il y a deux types d'élèves qui vont continuer la musique: les plus forts et ceux qui voient dans la

manque de temps pour les autres spécialités», estime Jean-Sébastien Gascon. En Gaspésie, un problème différent se pose: la distance à parcourir entre les écoles pour un spécialiste qui souvent enseigne dans cinq ou six établissements. Les candidats ne se bousculent pas...

Déclin scolaire

Malheureusement, l'enseignement de la musique a connu un léger déclin dans les écoles du Québec, depuis qu'il n'est plus obligatoire.

«En 1998, toutes les écoles primaires offraient des cours de musique», rappelle Jean-Sébastien Gascon, coordonnateur de la Fédération des associations de musiciens éducateurs du Québec (FAMEQ). Rares étaient donc les enfants qui, pendant leurs six années de primaire, n'avaient pas tâté du xylophone. Mais aujourd'hui, 86 % des écoles enseignent la musique aux 1^{re} et 2^e années, 82 % aux 3^e et 4^e et seulement 77 % aux 5^e et 6^e années, confirme le ministère de l'Éducation.

Le virage a été amorcé en 2005, quand le nouveau régime pédagogique québécois a omis de préciser combien de temps devait être consacré à la musique à l'école. Libre à chaque établissement d'en décider. Désormais, une école peut choisir de ne jamais offrir la musique sur les six ans qu'un enfant passe entre ses murs.

Entre arts plastiques, danse, art dramatique et musique, le régime pédagogique demande que deux disciplines artistiques soient enseignées chaque année, dont une seule pendant les six ans. Les enfants accèdent donc à deux ou trois arts différents pendant leur formation. Dans un mémoire déposé au ministère de l'Éducation en octobre 2009, la FAMEQ juge que «la liberté [pour les écoles] de choisir une discipline met en péril l'enseignement de la musique» et même «la relève musicale».

Musique, anglais ou... éducation physique

Les enseignants constatent que la musique entre désormais en compétition avec l'éducation physique et l'anglais pour l'espace alloué aux matières transmises par un spécialiste, soit quatre heures et demie au total chaque semaine. «La pression pour enseigner davantage l'anglais, à Montréal entre autres, fait en sorte qu'on

manque de temps pour les autres spécialités», estime Jean-Sébastien Gascon. En Gaspésie, un problème différent se pose: la distance à parcourir entre les écoles pour un spécialiste qui souvent enseigne dans cinq ou six établissements. Les candidats ne se bousculent pas...

«Une heure d'enseignement par semaine au primaire... c'est peu», déplore aussi Denyse Blondin, ancienne enseignante et chercheure au Département de musique de l'UQAM.

La musique reste tout de même omniprésente chez les enfants, souligne-t-elle: selon un sondage qu'elle a mené auprès de 1400 enfants de 5^e et 6^e année, ils disent en écouter en moyenne 150 minutes... par jour! Avec une préférence par genre: rock pour les garçons, pop pour les filles.

Par ailleurs, un enfant sur dix suivra des cours de musique en dehors de l'école au cours de son primaire, a constaté la chercheuse.

Mais comment les intéresser au classique s'ils ne jurent que par Rhianna ou Lady Gaga? «Si le prof s'éclate, ça marche», assure Daniel-Guy Germain, qui enseigne la musique dans une école du sud-ouest de Montréal. Pour les amateurs, l'enseignant n'hésitera pas à leur faire entendre une mélodie d'Eminem sur l'ordinateur. «Après, je pourrai me permettre de leur parler de Beethoven!»

«Les jeunes sont des spécialistes de la musique qu'ils écoutent, selon Denyse Blondin. Elle constate qu'il peut être très exigeant d'enseigner à des pré-ados qui développent leurs goûts personnels. Dans son enquête, ils ont confié aimer le rock et le pop, mais la musique en français et la musique classique sont presque absentes du radar. Pour Mme Blondin, «on subit les conséquences du boom technologique: les enfants ont accès à la musique tôt. Ils développent un goût, mais pas un goût très éduqué.»

D'où l'importance des profs de musique qui doivent trouver la passerelle pour développer leur esprit critique tout en les intéressant. Et même, arriver ainsi à rattraper des élèves qui, par la musique, vivent enfin une réussite ou s'intègrent à un groupe là où ils étaient auparavant rejetés.

Et si on dansait ? : Apprendre à danser? Suffirait d'avoir un peu de rythme et un peu d'audace pour oser, devant son miroir ou sur la piste, les premiers déhanchements. Mais pour devenir un vrai de vrai danseur? Un professionnel? C'est une autre histoire...

Catherine Lalonde

En danse, si le rythme et l'audace sont nécessaires, il faut aussi y ajouter une capacité d'incarnation, un minimum de souplesse, énormément d'énergie, une grande tolérance à la fatigue physique et beaucoup, beaucoup de ténacité.

Souvent, la piqure s'attrape tout jeune, dans les classes de danse créative, de ballet, de hip-hop ou de jazz pour enfants et pré-ado. Ensuite? Plusieurs chemins sont possibles, dépendant aussi du style de danse — ballet, contemporain, commercial, hip-hop, etc — qu'on veut creuser.

Il est possible de se composer une formation à la carte, un parcours en partie autodidacte, en partie composé de cours pris à droite et à gauche dans les centres chorégraphiques, les écoles privées et les studios tels Divertimento, Studio Bizz, Louise Lapierre, Circuit-Est à Montréal ou La rotonde à Québec. On peut y ajouter des stages et ateliers intensifs, ici ou ailleurs, auprès de compagnies, d'écoles ou de festivals reconnus, puisque la communauté de la danse en est une fort nomade.

Les écoles de formation professionnelles offrent, de leur côté, des routes d'apprentissage plus balisées.

Le bal des auditions

Le ballet vous appelle? Les exigences techniques et esthétiques demeurent très pointues et la formation doit encore être entamée très jeune, surtout pour les filles. L'École supérieure de ballet contemporain du Québec offre un programme danse-études, aussi ouvert sur le contemporain, depuis la troisième année du primaire jusqu'au diplôme d'études collégiales (DEC). L'École de danse de Québec offre aussi un programme danse-études, tourné davantage vers la formation classique pour les élèves du primaire, et plus ouvert sur le contemporain pour les élèves de niveau secondaire et collégial. On peut

<p>y cueillir un DEC technique ou une attestation d'études secondaires (AES). Les cégeps de Saint-Laurent et Montmorency proposent chacun un programme en danse. Ces programmes pré-universitaires sont un tremplin vers les formations professionnelles offertes par les universités, LADMMI ou les autres écoles professionnelles. Les étudiants sortants auront, grâce aux classes d'anatomie, de rythmique,</p>	<p>d'improvisation et d'histoire, entre autres, un niveau intermédiaire en danse. L'UQAM et Concordia donnent de leur côté accès aux reconnaissances universitaires. On peut s'y spécialiser en interprétation, en enseignement ou en création chorégraphique. LADMMI, l'école de danse contemporaine, a un statut particulier. L'école propose un DEC en danse de trois ou quatre ans, mais la formation</p>	<p>solide en fait plutôt l'équivalent d'un conservatoire. Pour accéder à toutes ces écoles, l'audition est un passage obligatoire. Une classe de danse, parfois joutée d'une séance d'improvisation et d'une entrevue, permet de choisir les cohortes dansantes de demain.</p>
---	---	--

ENDETTEMENT : SONDAGE RBC – TD CANADA TRUST

MÉTRO : Étudiants lourdement endettés – Jeudi 18 août 2011

<p>En chiffres : 27% Selon Statistique Canada, la proportion de diplômés postsecondaires dont les dettes d'études atteignaient 25 000 \$ ou plus était de 27 % en 2005.</p>	<p>penses d'études et leurs dépenses courantes; cela peut leur causer beaucoup de stress, a affirmé Kavita Joshi, directrice générale, Services bancaires aux étudiants, RBC. Il n'est donc pas surprenant qu'ils aient tendance à repousser les préoccupations concernant leurs prêts d'études et leurs dépenses.»</p> <p>Mme Joshi suggère aux étudiants de s'en tenir à un budget pour mieux gérer leurs dettes et alléger le stress lié aux questions d'argent. Rechercher diverses options de financement, notamment les divers programmes de bourses, peut aussi aider à boucler les fins de mois.</p>	<p>De plus, les étudiants sont nombreux (54 %) à s'inquiéter de ne pas avoir suffisamment d'argent. Les femmes se soucient plus de leurs finances que les hommes, dans une proportion de 61 % contre 48 %. Cependant, seuls 20 % des répondants ont indiqué avoir l'intention de s'en tenir à un budget mensuel.</p> <p>Ce sondage RBC a été réalisé par Vision Critical dans le cadre d'entrevues en ligne menées du 14 au 22 mars 2011 auprès d'un groupe de 1 000 étudiants de première année au collège ou à l'université.</p>
--	--	--

RBC : Un sondage RBC montre que les étudiants accumulent d'importantes dettes dès maintenant mais prévoient s'en occuper plus tard : Des outils en ligne permettant d'établir un budget peuvent aider les étudiants à économiser – Mercredi 17 août 2011

<p>TORONTO, le 17 août 2011 — Selon le sondage RBC de 2011 sur l'épargne et les dépenses des étudiants, le tiers (33 %) (dont 37 % d'étudiantes et 27 % d'étudiants) des étudiants de première année inscrits à des programmes d'études postsecondaires s'attendent à avoir accumulé des dettes importantes à l'obtention de leur diplôme, mais s'en inquiéteront seulement à ce moment (38 %). Les inquiétudes sont plus vives chez les étudiantes (44 %) que chez les étudiants (30 %).</p> <p>Ces préoccupations des étudiants sont fondées. Selon un rapport publié en janvier 2010 par Statistique Canada, les personnes qui ont obtenu un diplôme en 2005 avaient accumulé en moyenne des dettes d'études de 18 800 \$, alors que ce montant ne se chiffrait qu'à 15 200 \$ une décennie plus tôt. De plus, la proportion de diplômés d'institutions d'enseignement postsecondaire dont les dettes d'études atteignaient 25 000 \$ ou plus a bondi de 17 % en 1995 à 27 % en 2005.</p> <p>« Nombre d'étudiants de niveau postsecondaire vivent seuls pour la première fois et doivent composer avec leurs dépenses d'études et leurs dépenses courantes ; cela peut leur causer beaucoup de stress. Il n'est donc pas surprenant qu'ils aient tendance à repousser les préoccupations concernant leurs prêts d'études et leurs dépenses, a déclaré Kavita Joshi, directrice générale, Services bancaires aux étudiants, RBC. S'en tenir à un budget permet de mieux gérer ses dettes et d'alléger le stress lié aux questions d'argent. »</p> <p>De plus, 34 % des répondants (36 % des femmes et 30 % des hommes) affirment dépenser moins qu'auparavant grâce aux outils de calcul budgétaire disponibles en ligne ou au moyen de téléphones intelligents. De nombreux étudiants (54 %) s'inquiètent de ne pas avoir suffisamment d'argent pour leurs études. Les femmes se soucient plus de leurs finances que les hommes, dans une proportion de 61 % contre 48 %. Cependant, seulement 20 % des</p>	<p>répondants ont indiqué avoir l'intention de s'en tenir à un budget mensuel.</p> <p>« Les applications de gestion financière en ligne constituent d'excellentes ressources pour vous aider à faire le suivi de vos dépenses et à savoir à quoi vous consacrez votre argent, a ajouté Mme Joshi. Quand vous avez le contrôle de vos finances, il est beaucoup plus facile de vous concentrer sur l'atteinte de vos objectifs durant vos études et après l'obtention de votre diplôme. »</p> <p>Mme Joshi offre trois conseils aux étudiants afin de leur éviter un « D » en matière de finances personnelles à la fin de leurs études :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Préparez un budget et respectez-le - Un budget vous aidera à vivre selon vos moyens et à éviter d'accumuler des dettes inutiles durant vos études. Pour diminuer le stress lié aux questions d'argent, fixez-vous un budget maximum et des paramètres financiers. L'outil de RBC Banque en direct maGestionFinancière peut vous aider à faire le suivi de vos dépenses et de vos habitudes de consommation. 2. Prenez le contrôle - Faites le bilan de vos dépenses. Des outils comme la page Vérification de budget étudiant RBC et la Calculatrice de versement du prêt du site Web Meilleure vie étudiante de RBC peuvent vous aider à mieux gérer votre argent. De plus, profitez d'événements-conseils tels que les séminaires de 20 minutes que RBC a lancés récemment à l'intention des étudiants. Vous y obtiendrez, entre autres, de judicieux conseils sur l'établissement d'un budget, les moyens vous permettant de tirer meilleur parti de votre argent et les diverses sources de financement à votre portée. 3. Recherchez diverses options de financement - Explorez toutes les sources de financement qui s'offrent à vous, et plus particulièrement celles qui vous procurent des montants que vous n'aurez pas à rembourser, notamment les divers programmes de bourses. Envisagez ensuite la possibilité 	<p>d'obtenir des prêts d'études offerts par le gouvernement et les banques. RBC octroie plus de 300 000 \$ en bourses d'études chaque année. De plus, divers concours destinés aux étudiants vous offrent la chance de gagner des prix en argent.</p> <p>À propos du sondage RBC de 2011 sur l'épargne et les dépenses des étudiants</p> <p>Le sondage RBC de 2011 sur l'épargne et les dépenses des étudiants a été réalisé par Vision Critical dans le cadre d'entrevues en ligne menées du 14 au 22 mars 2011 auprès d'un groupe de 1 000 étudiants de première année au collège ou à l'université représentatif de cette population à l'échelle nationale. Aux fins du sondage, les participants sont des étudiants inscrits dans un collège ou une université au Canada et qui en sont à leur première année d'études. Au total, 86 % des répondants avaient 18 ou 19 ans ; le groupe comportait des proportions à peu près égales d'hommes et de femmes. La marge d'erreur maximale du sondage est de ± 3,1 %, 19 fois sur 20.</p> <p>À propos des applications de gestion des dettes et des autres outils financiers de RBC</p> <p>Le nouvel outil en ligne maGestionFinancière de RBC permet à tous les particuliers clients de RBC Banque en direct d'établir un budget et de faire le suivi de leurs habitudes de consommation, sans frais. Que les Canadiens souhaitent bénéficier de meilleurs services bancaires courants, protéger ce qui compte pour eux, épargner et investir, emprunter en toute confiance ou prendre leurs affaires en main, le Centre d'expertise RBC peut répondre à leurs questions (www.centredexpertiserbc.com). Des conseillers de RBC, qui sont disponibles pour clavarder en direct, offrent aux Canadiens des conseils professionnels gratuits et sans obligation au sujet des produits et des services de RBC, ainsi qu'un service personnalisé.</p> <p>- 30 -</p> <p>Personne-ressource, médias : Raymond Chouinard, Relations avec les médias, RBC, 514 874-6556</p>
---	---	--

MÉTRO : Comment payer ses études – Mercredi 17 août 2011

<p>L'ÉDITIONNOUVELLES.COM</p>	<p>Selon un sondage TD?Canada Trust, réussir à se procurer assez d'argent pour payer ses études</p>	<p>postsecondaires est une source de stress pour la majorité des étudiants canadiens. Voici cinq</p>
-------------------------------	---	--



conseils de Paul Lelièvre, vice-président de district, Métropole Ouest, TD Canada Trust, pour mieux budgéter.

1. Explorez vos options financières

Informez-vous sur les prêts et les bourses auxquels vous êtes admissible. N'oubliez pas d'envisager toutes les options possibles.

2. Obtenez une marge de crédit pour étudiants

Obtenir une marge de crédit pour étudiants auprès de votre banque peut être une façon judicieuse de vous assurer de disposer d'assez d'argent pour payer vos livres, vos droits de scolarité et votre loyer; de plus, le taux d'intérêt

est inférieur à ceux dont sont assortis les prêts ou les cartes de crédit.

3. Préparez un budget

D'abord, déterminez à combien s'élèvent vos revenus. Ensuite, déterminez le montant de vos dépenses, comme les droits de scolarité, les livres et le loyer. Soustrayez de vos revenus le montant estimatif de vos dépenses. Si le résultat est négatif, vous devez revoir vos dépenses ou envisager d'autres façons de financer vos études.

4. Retrouvez-vous les manches

Travailler à temps partiel pendant vos études vous permettra d'acquies une expérience précieuse et de gagner plus d'argent. Les universités et les cégeps ont des centres de carrière qui

offrent aux étudiants des ressources les aidant à trouver du travail. Une recherche rapide sur l'internet permettra aussi de trouver des conseils et des astuces utiles en ce qui a trait aux entreprises d'emploi.

5. Faites fructifier votre argent

Vous travaillez fort pour économiser de l'argent pour vos études, alors faites fructifier vos économies. Établissez un virement automatique préautorisé vers un compte d'épargne libre d'impôt pour profiter des avantages de l'intérêt composé et faire croître vos fonds à l'abri de l'impôt.

www.leditionnouvelles.com

24 HEURES : Étude ne rime pas toujours avec endettement – Lundi 15 août 2011

Étude ne rime pas toujours avec endettement

Les étudiants québécois sont les plus enclins à travailler à temps partiel pendant leurs études et, malgré la hausse des frais de scolarité, ils réussissent presque tous à épargner une partie de leurs gains pour l'avenir.

24 HEURES — Cependant, la moitié d'entre eux (51 %) admettent se sentir inquiets (35 %) ou stressés (16 %) lorsqu'ils songent au financement de leurs études.

Selon le sondage de 2011 de TD Canada Trust sur les finances des étudiants, deux tiers des étudiants prévoient être endettés à l'obtention de leur diplôme, et près d'un étudiant sur cinq prévoit avoir des dettes de plus de 25 000 \$.

Malgré leurs inquiétudes, 87 % des étudiants du Québec affirment qu'ils réussissent quand même à épargner pour réaliser des objectifs, tant à court qu'à long terme.

Les objectifs prioritaires sont l'épargne-études (39 %), suivie de près par un dépôt pour l'acquisition d'une maison (37 %).

« L'obtention d'un diplôme d'études postsecondaires nécessite un investissement important, et il est rassurant de constater qu'autant d'étudiants prennent leurs finances au sérieux et réussissent à épargner pour l'avenir, déclare Drew Wawin, vice-président de district, TD Canada Trust. Nous savons qu'il peut être stressant ou même intimidant de gérer soi-même ses finances et, par conséquent, nous encourageons les étudiants à venir discuter avec nous s'ils ont besoin d'aide pour comprendre comment gérer leur argent. »

Alors que près d'un tiers des étudiants canadiens ont déclaré faire des études postsecondaires parce que leurs parents s'y attendent (32 %), ce nombre était considérablement plus faible au Québec, seulement 16 % des étudiants ayant indiqué que les attentes de leurs parents les poussent à faire des études.



Le coût moyen d'un diplôme d'études collégiales ou universitaires d'une durée de quatre ans, pour les étudiants québécois ayant quitté le domicile familial, est d'environ 48 000 \$. PHOTO PHOTOF.COM

Vers le marché de l'emploi

Les étudiants québécois croient en très grande majorité que le fait d'inclure l'obtention d'un diplôme d'études postsecondaires dans leur curriculum vitae les aidera à se faire remarquer sur le marché de l'emploi d'aujourd'hui (94 %), et 49 % d'entre eux jugent que cela est essentiel.

Ils sont les plus enclins au pays à penser qu'une maîtrise, en plus d'un diplôme de premier cycle, s'impose pour être concurrentiel au travail de nos jours (42 % contre 36 % à l'échelle nationale).

Le défi, pour beaucoup d'étudiants, est le coût. Le coût moyen d'un diplôme d'études collégiales ou universitaires d'une durée de quatre ans, pour les étudiants québécois ayant quitté le domicile familial, est d'environ 48 000 \$.

Afin d'apaiser certaines de leurs in-

quiétudes liées aux finances, plus des trois quarts des étudiants québécois déclarent travailler pendant l'année scolaire (78 %, contre 69 % à l'échelle nationale).

Sept sur 10 (69 %) travaillent 11 heures ou plus par semaine pour joindre les deux bouts.

Dépenses des étudiants

Outre les dépenses de base, les principales dépenses discrétionnaires des étudiants sont les frais de transport, comme l'essence, l'assurance auto et le transport en commun (45 %), les frais de restaurant (15 %), et la nouvelle technologie, comme les téléphones cellulaires et les ordinateurs portatifs (13 %).

Gérer les dépenses

Pour financer ces achats et d'autres encore, 47 % des étudiants du Qué-

bec affirment qu'une carte de crédit constitue la façon la plus commode de régler les dépenses courantes; 39 % mentionnent une carte de débit.

En amorçant l'âge adulte sur le plan financier, les étudiants devraient profiter des avantages financiers qui leur sont offerts.

Par exemple, un compte bancaire pour étudiant, un programme d'épargne automatique et une carte de crédit étudiant sont tous des éléments importants de la trousse d'outils financiers d'un étudiant, soutenus par une bonne compréhension de la façon de rendre ces produits efficaces pour soi.

Demander conseil

Plus de la moitié (59 %) des étudiants québécois se disent intéressés à recevoir des conseils professionnels relativement à la façon d'établir un bud-

get, d'épargner et de réduire leurs dettes. « Une foule d'outils, de ressources et de conseils en matière de finances sont offerts aux étudiants qui recherchent de l'aide, que ce soit en ligne, à la banque ou par l'intermédiaire d'un membre de la famille compétent et expérimenté, indique M. Wawin. La littérature en matière financière est une habileté fondamentale et elle est cruciale pour votre avenir; par conséquent, assurez-vous de veiller à votre éducation ou de faire appel à quelqu'un qui est en mesure de vous aider. »

En voici des exemples :

- Utiliser une carte de débit pour faciliter les M des dépenses et s'assurer de respecter son budget. La plupart des comptes pour étudiant offrent des opérations bancaires sans frais mensuels. De plus, en se limitant au nombre d'opérations permises dans le compte, l'étudiant évite les frais de dépassement de limite.
- Il existe également des programmes d'épargne qui permettent aux étudiants d'épargner automatiquement de l'argent chaque fois qu'ils effectuent un retrait au GAB ou un achat par carte de débit.
- Une carte de crédit peut être utile à un étudiant pour effectuer le suivi de ses dépenses, gérer sa trésorerie et établir sa cote de crédit. Cependant, il importe que les étudiants comprennent bien le fonctionnement du crédit et utilisent une carte de crédit pour les urgences qu'ils pourront rembourser à l'échéance. Les cartes conçues expressément à l'intention des étudiants peuvent les aider à économiser en leur offrant de précieux avantages, comme l'absence de frais annuels, des primes-voyages ou une remise en argent.

TD CANADA TRUST: Les étudiants québécois sont motivés à étudier ET à épargner – Mercredi 10 août 2011

Le sondage de 2011 de TD Canada Trust sur les finances des étudiants révèle que 87 % des étudiants du Québec réussissent à épargner malgré le coût des études --

Le 10 août 2011 (Montréal, QC) – Les étudiants québécois sont les plus enclins à travailler à temps partiel pendant leurs études et, malgré la hausse des frais de scolarité, ils réussissent presque tous à épargner une partie de leurs gains pour l'avenir. Cependant, la moitié d'entre eux (51 %) admettent se sentir inquiets (35 %) ou stressés (16 %) lorsqu'ils songent au financement de leurs études. Selon le sondage de 2011 de TD Canada Trust sur les finances des étudiants, deux tiers des étudiants prévoient être endettés à l'obtention de leur diplôme, et près d'un étudiant sur cinq prévoit avoir des dettes de plus de 25 000 \$.

Malgré leurs inquiétudes, 87 % des étudiants du Québec affirment qu'ils réussissent quand même à épargner pour réaliser des objectifs, tant à court qu'à long terme. Les objectifs prioritaires sont l'épargne-études (39 %), suivie de près par un dépôt pour l'acquisition d'une maison (37 %).

« L'obtention d'un diplôme d'études postsecondaires nécessite un investissement important, et il est rassurant de constater qu'autant d'étudiants prennent leurs finances au sérieux et réussissent à épargner pour l'avenir, déclare Drew Wawin, vice-président de district, TD Canada Trust. Nous savons qu'il peut être stressant ou même intimidant de gérer soi-même ses finances et, par conséquent, nous encourageons les étudiants à venir discuter avec nous s'ils ont besoin d'aide pour comprendre comment gérer leur argent.

Alors que près du tiers des étudiants canadiens ont déclaré faire des études postsecondaires parce que leurs parents s'y attendent (32 %), ce

nombre était considérablement plus faible au Québec, seulement 16 % des étudiants ayant indiqué que les attentes de leurs parents les poussent à faire des études. Les étudiants québécois croient en très grande majorité que le fait d'inclure l'obtention d'un diplôme d'études postsecondaires dans leur curriculum vitae les aidera à se faire remarquer sur le marché de l'emploi d'aujourd'hui (94 %), et 49 % d'entre eux jugent que cela est essentiel. Ils sont les plus enclins au pays à penser qu'une maîtrise, en plus d'un diplôme de premier cycle, s'impose pour être concurrentiel au travail de nos jours (42 % contre 36 % à l'échelle nationale).

Le défi, pour beaucoup d'étudiants, est le coût. Le coût moyen d'un diplôme d'études collégiales ou universitaires d'une durée de 4 ans, pour les étudiants québécois ayant quitté le domicile familial, est d'environ 48 000 \$.

Afin d'apaiser certaines de leurs in-

certaines de leurs inquiétudes liées aux finances, plus des trois quarts des étudiants québécois déclarent travailler pendant l'année scolaire (78 % contre 69 % à l'échelle nationale). Sept sur dix (69 %) travaillent 11 heures ou plus par semaine pour joindre les deux bouts.

Les dépenses des étudiants : déplacements, restaurants et technologie

Outre les dépenses de base, les principales dépenses discrétionnaires des étudiants sont les frais de transport, comme l'essence, l'assurance auto et le transport en commun (45 %), les frais de restaurants (15 %), et la nouvelle technologie, comme les téléphones cellulaires et les ordinateurs portatifs (13 %).

La façon dont les étudiants gèrent leurs dépenses

Pour financer ces achats et d'autres encore, 47 % des étudiants du Québec affirment qu'une carte de crédit constitue la façon la plus commune de régler les dépenses courantes; 39 % mentionnent une carte de débit.

En amorçant l'âge adulte sur le plan financier, les étudiants devraient profiter des avantages financiers qui leur sont offerts. Par exemple, un compte bancaire pour étudiant, un programme d'épargne automatique et une carte de crédit étudiant sont tous des éléments importants de la trousse d'outils financiers d'un étudiant, soutenus par une bonne compréhension de la façon de rendre ces produits efficaces pour soi. En voici des exemples :

- Utiliser une carte de débit pour faciliter le suivi des dépenses et s'assurer de respecter son budget. La plupart des comptes pour étudiant offrent des opérations bancaires sans frais mensuels. De plus, en se limitant au nombre d'opérations permises dans le compte, l'étudiant évite les frais de dépassement de limite.
- Il existe également des programmes d'épargne qui permettent aux étudiants

d'épargner automatiquement de l'argent chaque fois qu'ils effectuent un retrait au GAB ou un achat par carte de débit. Le programme Simpl'Épargnes de la TD en est un exemple.

- Une carte de crédit peut être utile à un étudiant pour effectuer le suivi de ses dépenses, gérer sa trésorerie et établir sa cote de crédit. Cependant, il importe que les étudiants comprennent bien le fonctionnement du crédit et utilisent une carte de crédit pour les urgences ou pour régler des dépenses qu'ils pourront rembourser à l'échéance. Les cartes conçues expressément à l'intention des étudiants peuvent les aider à économiser en leur offrant de précieux avantages, comme l'absence de frais annuels, des primes-voyages ou une remise en argent.

Les étudiants souhaitent obtenir de l'aide

Plus de la moitié (59 %) des étudiants québécois se disent intéressés à recevoir des conseils professionnels relativement à la façon d'établir un budget, d'épargner et de réduire leurs dettes. « Une foule d'outils, de ressources et de conseils en matière de finances sont offerts aux étudiants qui recherchent de l'aide, que ce soit en ligne, à la banque ou par l'intermédiaire d'un membre de la famille compétent et expérimenté, indique M. Wawin. La littératie en matière financière est une habileté fondamentale et elle est cruciale pour votre avenir; par conséquent, assurez-vous de veiller à votre éducation ou de faire appel à quelqu'un qui est en mesure de vous aider. »

Pour obtenir plus de renseignements sur les finances personnelles des étudiants et l'établissement d'un budget, veuillez passer à une succursale de TD Canada Trust près de chez vous, ou visiter le site <http://www.tdcanadatrust.com/francais/etudiant/managing.jsp>.

Au sujet du sondage de 2011 de TD Canada Trust sur les finances des étudiants

Le sondage de 2011 de TD Canada Trust sur les finances des étudiants a été mené auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 adultes canadiens âgés de 18 à 24 ans, dont 231 provenant du Québec, qui sont actuellement inscrits ou qui ont été inscrits dans les deux dernières années à un programme d'études postsecondaires. Les données ont été recueillies par téléphone entre le 28 juin et le 7 juillet 2011.

Au sujet de TD Canada Trust

TD Canada Trust offre des services bancaires personnels et commerciaux à plus de 11,5 millions de clients. Elle propose une vaste gamme de produits et de services, notamment des comptes de chèques et d'épargne, des cartes de crédit, des prêts hypothécaires, des services bancaires aux entreprises, la protection de crédit, l'assurance médicale de voyage, ainsi que des conseils en matière de gestion courante des finances. TD Canada Trust fournit des services bancaires confortables grâce à son service primé et à la commodité de ses services bancaires mobiles, téléphoniques, par Internet et par GAB, offerts 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et de ses plus de 1 100 succursales, dont la plupart sont ouvertes dès 8 h et jusqu'en soirée, et dont bon nombre sont ouvertes le dimanche. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter le site <http://www.tdcanadatrust.com/francais/index.js>. TD Canada Trust est la banque canadienne de détail du Groupe Banque TD, la sixième banque en importance de l'Amérique du Nord.

- 30 -

Renseignements :

Tara Sirinyan
Groupe Banque TD
514-247-2980
Tara.sirinyan@td.com
Charles Durivage
Morin Relations Publiques
514-289-8688, poste 227
charlesd@morinrp.com



THE GAZETTE : Opinion : To improve the education system, stop subsidizing private schools, by ROBERT GREEN, teaches social sciences at Westmount High School - Tuesday, November 15, 2011

Although the next provincial election in Quebec may still be well over a year away, education is already emerging as one of its central issues.

François Legault has been clear about his intentions to bring elements of former U.S. president George W. Bush's "No Child Left Behind" to Quebec, including performance-based incentives for teachers and schools.

Meanwhile the Liberals have been flirting with controversial ideas of their own, such as making deep cuts to school boards and using performance indicators to deter-mine school funding.

What all parties seem to agree on is that Quebec's education system is in crisis.

This, however, is nothing new. For at least the last 20 years politicians have been wringing their hands over the Quebec education system's poor performance and high dropout rate. Their response has been one ill-fated policy fix after another. Prior to the latest focus on performance-based incentives, it was curriculum reform that was supposed to serve as our miracle cure.

Despite the concern over education that is constantly expressed by Quebec politicians, there is one issue with enormous implications that never seems to get the attention it deserves; it is truly the elephant in the room. The issue is public subsidies for private schools.

It's important because of what the available research tells us about successful education systems. There is a large body of research indicating that putting strong students in the same

class with weaker students creates a better learning situation for all students. Weaker students benefit by having strong academic habits modelled by the stronger students, and stronger students benefit from the leadership and mentoring roles they inevitably accept.

Because such practices are often misunderstood to be directed exclusively at improving struggling students, it bears repeating that the learning of all students, weak and strong, is improved. When full integration is done well, it is a wave that lifts all boats.

The problem with Quebec's subsidies for private schools is that they create a system based on segregation instead of integration. By making private schools significantly more affordable, they effectively remove much of the upper and middle class from public education. Since there is a well-documented correlation between socio-economic status and educational achievement, the result is an under-representation of stronger students in our public schools.

Compounding the problem is the fact that many private schools have entrance criteria that prevent students with special needs from enrolling. This results in an over-representation of such students in our public system.

All the research indicates that a public-school system with under-representation of strong students and over-representation of students with special needs is a recipe for poor student achievement. Given this, we should not be at all

surprised by the poor results achieved overall by Quebec's education system.

However, it is not simply a problem of the public system losing students from affluent families; it is also a problem of losing their parents. A wide body of research shows that parent participation is one of the key factors in a school's success. For a number of reasons, the reality is that affluent families have a far greater ability to volunteer at their child's school. When we remove these families from our public education system, we also remove the invaluable results of their volunteer efforts. Parent participation creates a form of accountability for a school that is far more connected to the real needs of local communities than any "performance indicators" dreamed up by government bureaucrats could possibly be.

As a high-school teacher in Quebec who attended high school in Ontario, these are issues I think about often. At the large public high school I went to in downtown Toronto, there were kids from Toronto's poorest and richest neighbourhoods in any given class. Each morning there were kids who arrived at school by public transport, kids who arrived in Jaguars, and everything in between. While this is commonplace in Ontario and indeed most of Canada, it is a scenario that simply does not occur in Quebec. Compared to other provinces, Quebec has by far the highest percentage of students enrolled in private schools - and the numbers are on the rise. From 2004 to 2010 the number of seconda-



ry students enrolled in private schools rose from 17 to 19 per cent. On Montreal Island it has been estimated to be as high as 30 per cent. The only way to reduce these numbers and bring many of those students and their parents back to the

public system is to end the subsidies that allow so many to opt out. Were the Quebec government to do so, the available research suggests we might finally see some real improvement in the chronically poor

results that Quebec's education system has been producing for years.

LE DEVOIR : Idées : Économie néolibérale - De l'État et du marché, par Yvan Allaire et Mihaela Firsrotu, respectivement président du conseil de l'IGOPP (Institut sur la gouvernance des institutions privées et publiques) et professeur à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM – Mercredi 28 septembre 2011

Les auteurs s'expriment à titre personnel.
On comprend facilement pourquoi la fin de la guerre froide a fait du marché libre, mondialisé et omniprésent le seul repaire idéologique des pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS.

Les affres du socialisme-communisme, les pénuries chroniques et cruelles de biens essentiels que ce système engendra, l'oppression politique des citoyens par un État policier omniprésent qui en était la marque de commerce, l'interdiction brutale pour le citoyen de quitter le pays pour trouver refuge ailleurs, tout dans ce système conduit à une répulsion pour l'État, une aversion envers tout ce qui émane de l'État. Ce sentiment est fort répandu dans les pays libérés du joug socialiste depuis la chute du mur de Berlin.

Toutefois, l'exemple fourni par l'État gluant et glauque des régimes socialistes a bien servi la promotion d'une idéologie des marchés, connue sous le nom de néolibéralisme.

Mais cette idéologie néolibérale, dont le credo est composé de déréglementation des marchés, de privatisation des services publics, de partenariats publics-privés, de libre-échange planétaire, est aussi porteuse de graves problèmes sociaux et économiques.

Second souffle pour le néolibéralisme

La déréglementation des marchés financiers, apothéose du néolibéralisme triomphant, a conduit directement à la crise financière de 2007-2008, laquelle faillit faire basculer l'économie mondiale dans une profonde dépression économique. Les suites de cette crise sont encore manifestes dans l'économie anémique de la plupart des pays développés ainsi que dans la crise de confiance que vit le système financier et bancaire européen.

La crise financière aurait dû faire en sorte que le néolibéralisme soit jeté aux poubelles de l'histoire. Pourtant, après une brève pause, ironie des ironies, cette idéologie a trouvé son deuxième souffle dans les programmes d'austérité adoptés par bon nombre d'États. Parce que la crise financière, dont le néolibéralisme est le principal architecte, a forcé les États à assumer des déficits accrus et une dette amplifiée pour composer avec la récession économique provoquée par cette crise financière, le néolibéralisme a refait surface, camouflé sous le péril de l'endettement des États.

Le vent froid du néolibéralisme souffle à nouveau sur les États et leur population. L'objectif avoué des néolibéraux est de discréditer l'État, d'en arriver à un État rapetissé, à une prise en charge par le secteur privé de nombreuses activités naguère du ressort exclusif de l'État. Pour un néolibéral pur et dur, il ne suffit pas qu'il y ait un marché: il faut qu'il n'y ait rien d'autre que le marché.

Conséquences du néolibéralisme

Dans cet État squelettique dont rêvent les néolibéraux, dans cet État où le secteur privé assume plusieurs fonctions de l'État, dans cet État ouvert au capital étranger et aux importations de tout bien et service, qu'advient-il en pratique? Les marchés «libres» ne le restent pas longtemps puisque, sans surveillance efficace, la collusion, la monopolisation, la manipulation des marchés domestiques (construction, voirie, etc.) deviennent monnaie courante et infligent d'importants coûts aux citoyens.

Sans les effectifs nécessaires, en nombre et en qualité, pour surveiller les agissements du secteur privé auquel l'État a sous-traité ses responsabilités, les services publics «privatisés» deviennent des lieux de maximisation des profits à court terme, de cupidité sans contrepoids.

Toute déréglementation ou tout affaiblissement de la surveillance dans le secteur financier deviennent une incitation à l'«innovation de produits financiers», une occasion pour les spéculateurs-traders-magouilleurs; la frénésie de l'appât du gain au sein de cette gent ne connaît pas de bornes, ne comporte aucun cran d'arrêt... jusqu'à ce que le système s'effondre.

Instances de régulation affectées

L'affaiblissement des syndicats et la libéralisation des lois du travail, dans le secteur privé et plus récemment dans le secteur public, mènent à une stagnation des salaires et des gages, à une plus grande insécurité d'emploi et à une montée en flèche de l'inégalité des revenus.

Une dilapidation du capital social de confiance, de loyauté et de réciprocité sous l'influence d'une cupidité insidieuse infectant toutes les activités économiques. Le plus grave, c'est que, une fois que les valeurs d'intégrité et de responsabilité sont détruites ou abandonnées, l'appât du gain et la corruption en viennent à infecter les instances mêmes de régulation, les gardiens et les gendarmes des marchés.

Dans le cours normal de la vie démocratique, un parti politique et un gouvernement faisant la promotion et proposant la mise en place de politiques néolibérales seraient rejetés par la majorité des citoyens en raison justement des effets nocifs de ces politiques pour la grande majorité de la population.

Les peuples accepteraient-ils longtemps de servir de chair à canon du monde bancaire, de cobayes pour leurs «innovations financières», de gogos dans les jeux truqués de la finance mondialisée? Certains croient que non, que la grogne sociale s'intensifie, que les gouvernements sont en perte de leur légitimité, signes avant-coureurs de graves troubles sociaux.

Des citoyens encore ouverts

Pourquoi alors les citoyens sont-ils encore réceptifs aux prescriptions néolibérales? Pour trois raisons.

Des rôles multiples

- Le citoyen assume plusieurs rôles: consommateur de biens et services privés, ce que nous sommes tous; payeurs de taxe, ce que nous sommes presque tous; investisseurs, directement ou indirectement par le truchement de caisses de retraite; travailleurs et de plus en plus retraités; consommateurs de biens et services publics; et occasionnellement électeurs.

Les politiques néolibérales favorisent les consommateurs de biens et services privés par l'ouverture des marchés aux importations provenant de pays en voie de développement; elles cherchent à réduire au minimum l'État et donc favorisent les payeurs de taxe; la libre circulation des capitaux avantage les investisseurs; ces avantages sont payés par le citoyen dans son rôle de travailleur par l'affaiblissement de ses protections et de son pouvoir de négociation; le citoyen dans son rôle de consommateur de biens et services

publics paie également la note puisque les néolibéraux proposent de limiter ces services et investissements publics et autant que possible les transformer en biens et services privés dont les utilisateurs devront payer le coût.

Or, les changements démographiques ont une influence sur l'importance de ces différents rôles. Sans souscrire à l'idéologie néolibérale, une population plus âgée maintenant à la retraite sera favorable à des gouvernements et des politiques qui mènent à des biens et services privés à faible prix, à des réductions d'impôts et à un contexte favorable à leurs placements. Le coût de ces politiques en matière de sécurité d'emploi, de salaires stagnants et de sous-investissement dans les services publics pourra leur sembler bien tolérable, pourvu que les programmes de sécurité de la vieillesse et de soins de santé ne soient pas visés.

Les néolibéraux, dans leur enthousiasme idéologique, font toujours l'erreur de sembler vouloir s'attaquer à ces programmes. Tant aux États-Unis qu'ailleurs, le soutien pour les politiques néolibérales chute précipitamment dès que l'on s'aventure sur ce terrain.

Gouvernements ineptes?

- Les néolibéraux partagent une haine de l'État, de ses oeuvres et de ses pompes; tous les gouvernements sont incompétents ou corrompus, ou les deux à la fois. Force est d'admettre que certains gouvernements leur donnent raison. Or, soumis aux attaques néolibérales, souvent affligés d'incompétence et de corruption, résultante des prescriptions néolibérales en faveur d'un État émacié, les gouvernements en viennent à être perçus par la population comme ineptes, incapables de résoudre les problèmes, prodiges et gaspilleurs des fonds publics. Alors, les prescriptions néolibérales de remettre au secteur privé, si efficace, si intègre, la prestation de services publics, de privatiser des activités de l'État deviennent attrayantes, voire réconfortantes.

Injustice et aide sociale

- Les néolibéraux sont convaincus que les gens qui sont pauvres sont en grande partie responsables de leur sort. Leurs mauvaises habitudes, leur manque de planification, leurs errances de jugement expliquent leur condition misérable. L'État ne devrait pas intervenir. Les programmes d'aide sociale et autres sont injustes en ce qu'ils prélèvent de l'argent durement gagné chez ceux qui sont diligents et prudents pour financer les mauvaises habitudes de gens qui manquent de discipline et de retenue.

Or, les sombres scénarios démographiques menant à un État surendetté, incapable éventuellement de financer ses programmes de sécurité sociale et de santé ont semé dans la population une bonne dose d'anxiété et de crainte de l'avenir. Dans ce contexte, les prescriptions néolibérales d'austérité dans les finances publiques, de coupes dans les programmes de soutien aux défavorisés, de réduction de la taille de l'État deviennent raisonnables, inévitables même.



Ainsi se façonnent les sympathies pour les prescriptions néolibérales chez des gens sans appartenance idéologique. Ne laissons jamais oublier aux néolibéraux et à ceux qui s'entichent de leurs prescriptions que cette idéologie porte une

immense culpabilité, une terrible responsabilité pour la crise financière qui faillit engloutir le système financier mondial et dont les effets perdurent encore.

Soyons bien conscients que la réduction de la taille de l'État peut provoquer des effets pervers en limitant sa capacité d'agir comme surveillant des intérêts publics, comme gardien de l'intégrité des marchés privés.

LE NOUVELLISTE : Entre l'éducation et la répression – Samedi 24 septembre 2011

Marie-Josée Montminy, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) Au début, l'irritation, c'était la sonnerie d'un téléphone cellulaire en pleine classe. Avec l'avènement des appareils multifonctionnels, la problématique s'est élargie. Les adolescents ont maintenant au bout des doigts la possibilité de clavarder, texter, gérer leur page Facebook, diffuser sur Internet une vidéo de leur prof. Les écoles ont dû réagir.

La plupart des établissements d'enseignement secondaire de la région interdisent l'emploi de téléphones cellulaires et appareils permettant d'enregistrer images ou son. L'utilisation des baladeurs, iPod et autres lecteurs de fichiers musicaux sont aussi réglementés dans les «codes de vie» des écoles.

Les justifications à ces restrictions sont nombreuses, et elles évoluent avec la technologie. Oui, une sonnerie qui retentit dans une classe est dérangeante. Ce premier agacement a émergé au temps où les téléphones cellulaires ne servaient qu'à... téléphoner.

Les fonctions photo et vidéo se sont rapidement intégrées aux téléphones. Les dérapages ont suivi. Des enseignants pouvaient retrouver sur YouTube, Facebook ou autre canal une vidéo ou une photo ridiculisant leur apparence ou leur «prestation» de prof.



Photo: Stéphane Lessard
Les politiques d'utilisation des cellulaires et autres appareils du genre varient d'une école à l'autre.

On ne peut parler au cellulaire dans la classe? Textons! Pour les générations moins familières avec le principe, cette opération silencieuse permet d'envoyer des «messages textes» d'un cellulaire à l'autre. Procédé silencieux oui, mais ennemi de la concentration en classe, et surtout, moyen par excellence du XXI^e siècle pour copier lors d'un examen.

Pour toutes ces raisons, la direction de l'Institut secondaire Keranna bannit l'utilisation de tout appareil technologique entre ses murs. «C'est dans le code de vie, je dirais depuis cinq ans. Ce fut une préoccupation dès les premiers balbutiements des cellulaires», explique la directrice générale Julie L'Heureux.

«Les élèves ne circulent pas avec leurs sacs à dos dans l'école et ont leur propre local de classe, donc ils n'ont pas à se déplacer. Il y a des choses qui doivent rester dans le casier, dont les cellulaires, MP3 et tous les appareils électroniques», détaille-t-elle.

Les trois écoles secondaires de la Commission scolaire de la Rivieraine interdisent aussi l'utilisation du téléphone cellulaire partout dans leurs établissements. À la Commission scolaire du

Chemin-du-Roy, seule l'école Chavigny permet une certaine utilisation du cellulaire en des lieux et périodes déterminés.

Cette consigne d'utilisation limitée est aussi adoptée dans trois écoles de la Commission scolaire de l'Énergie, alors que dans deux (Paul-Le Jeune et Val-Mauricie), le code de vie interdit strictement le cellulaire et autres appareils en tout temps et partout.

S'adapter

Aux écoles secondaires des Chutes, Champagnat, du Rocher ainsi qu'au Séminaire Sainte-Marie, on a choisi de laisser les jeunes utiliser leurs équipements électroniques dans certains lieux à certaines périodes.

«Les cellulaires, iPod et autres appareils pour écouter de la musique sont permis à deux endroits, soit à la salle des cases et à la cafétéria. Ces deux endroits-là, c'est aux élèves. Partout ailleurs, dans les corridors et les salles de classe, c'est interdit», explique Carolyn Rouillard, directrice générale de l'école du Rocher en remplacement de Marc Brunelle.

«C'est leur réalité. On est rendus là», résume-t-elle. Habituellement directrice au deuxième cycle, Mme Rouillard estime à environ 25 le nombre d'appareils qu'elle a dû confisquer l'an dernier pour punir les contrevenants à la règle.

La directrice fait aussi remarquer que la gestion du respect d'un règlement d'interdiction stricte et complète soulève certains défis, un point de vue partagé par le directeur du Séminaire Sainte-Marie Marc Saint-Onge.

«Quand les jeunes se cachent pour utiliser leur cellulaire, c'est encore pire pour moi», soutient-il. «L'an passé, on était très restrictif. Cette année, on ouvre. On fait plus de sensibilisation. Les appareils sont permis un peu partout, sauf dans les classes».

«Notre mandat est d'éduquer les jeunes à développer leur autonomie et leur sens de la responsabilité, de l'éthique et du civisme», énumère le directeur du Séminaire pour expliquer l'approche privilégiée par son établissement. «Ça fait partie de la vie d'aujourd'hui».

M. Saint-Onge mentionne que la philosophie éducative plutôt que coercitive derrière la politique d'usage des technologies est aussi imbriquée dans une démarche plus globale de sensibilisation à la cyberintimidation et à l'utilisation de médias sociaux comme Facebook.

Le code de vie de l'école secondaire Chavigny contient d'ailleurs un article précis sur l'utilisation des médias sociaux. On avertit entre autres que «les propos, les photos, les vidéos, etc. qui pourraient nuire à des membres du personnel ou à des élèves ne seront pas tolérés».

Le code prescrit également aux jeunes de ne pas oublier que «tout ce qui est publié sur un site de réseautage tel Facebook devient public», avant d'ajouter que «tout manquement à ce règlement pourrait être signalé à la Sécurité publique.

Les parents

Les sanctions punissant la dérogation aux règlements concernant l'utilisation des cellulaires et autres appareils se résument la plupart du temps à la confiscation. Secrétaire générale à la Commission scolaire de la Rivieraine, Johane Croteau observe que parfois, ce sont les parents qui s'offusquent le plus de la confiscation.

Un constat partagé par la directrice de l'Institut secondaire Keranna, Julie L'Heureux. Les parents allèguent que ce sont eux qui paient pour les frais de cellulaire de leur enfant, arguant qu'il s'agit de leur moyen de communiquer avec eux en cas d'urgence.

À Keranna, c'est le parent qui doit aller à l'école récupérer l'appareil confisqué. «Certains parents ne comprennent pas, disent que c'est le seul moyen de rejoindre leur enfant. Comme c'est eux qui financent, ils se sentent brimés dans leur propre service. Mais quand on leur explique, ils comprennent», témoigne Mme L'Heureux.

«On s'attend à ce que les parents travaillent en équipe avec nous», ajoute-t-elle, en rappelant qu'avant, il n'y avait pas de cellulaire, et que des moyens «conventionnels» (comme un «vrai» téléphone) sont encore à la disposition des parents pour rejoindre leur enfant à l'école en cas d'urgence.

Potentiel dévastateur

La présidente du Syndicat de l'enseignement des Vieilles Forges, Sylvie Théberge, considère «justifiées et correctes» les mesures intégrées dans les codes de vie en ce qui concerne la restriction de l'utilisation des téléphones cellulaires dans les écoles secondaires.

Par le passé, quand des images d'enseignants prises par des élèves à leur insu ont été diffusées sur des réseaux sociaux, les autorités de la Commission scolaire du Chemin-du-Roy ont été avisées et priées d'intervenir via leurs directions d'école. «Quand on apprend que des images sont prises et utilisées à l'insu des enseignants, sur notre territoire ou un autre, on souhaite une intervention pour éviter que les cas ne se répètent. Parce que, imaginez l'impact dévastateur que peuvent avoir des choses comme ça dans la vie d'un enseignant...», observe Mme Théberge.

Le contrôle du message: à oublier

Denis Roy, président de la firme Egzakt et observateur des enjeux relatifs à Internet et aux médias sociaux, reconnaît le dilemme entre l'approche restrictive et celle responsabilisante, dans la gestion de l'utilisation des appareils de technologies de communication dans les écoles secondaires.

«D'après moi, il faut trouver le juste équilibre, ouvrir un peu plus. Maintenant, la dynamique de communication est bi-directionnelle», analyse M. Roy, en amenant l'analogie aux relations publiques par rapport au travail des médias. L'idée d'imposer un message par les firmes de relations publiques est révolue.

«Que ce soit pour un dirigeant d'entreprise ou un directeur d'école, il faut se rendre compte qu'il n'y a plus de contrôle des canaux de communication», mentionne-t-il en évoquant la démocratisation croissante des canaux de communication. «Le contrôle du message est une chose du passé. Maintenant, est-ce qu'on s'acharne à appliquer des modèles avec des racines qui ne sont plus dans notre réalité, ou est-ce qu'on choisit de responsabiliser?», demande M. Roy.

Selon lui, les questions de droit à l'image, de sens de l'éthique et de sens moral doivent être inculquées dans les approches éducatives auprès des jeunes.

LA PRESSE : Forum : Une démission calamiteuse, par Marc Simard, professeur d'histoire au collège François-Xavier-Garneau, à Québec – Mercredi 24 août 2011





Photo: Alain Roberge

Les futurs enseignants qui échouent leur examen obligatoire de français pourront reprendre le test jusqu'à ce qu'ils le réussissent, sans limite d'essais.

La Presse a rapporté, samedi dernier, que la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) avait adopté une résolution abolissant la limite de quatre essais au Test de certification en français écrit pour l'enseignement (TECFEE). Un de ses directeurs, Bernard Garnier, justifiait cette décision en précisant que les quadruples récidivistes se verront imposer des mesures compensatoires le cas échéant, de sorte que, affirmait-il avec candeur, «ce n'est pas un bar ouvert». Rappelons que le test a comme objectif de vérifier que les futurs enseignants possèdent une maîtrise «suffisante» du français et que son seuil de réussite est fixé à 70%.

Cette décision est le symbole d'une démission collective calamiteuse en ce qui a trait à la quali-

té du français et véhicule une fois de plus le message de la démission sociétale et du nivellement par le bas. Elle n'est hélas motivée que par le refus des universités québécoises d'expulser des étudiants qui rapportent de précieuses subventions. La maîtrise du français des futurs enseignants ne devrait pas être «suffisante», mais «excellente».

Cette exigence minimale est encore plus impérieuse dans une société comme la nôtre, dont la langue est en péril. Comme professeur de sciences humaines au collégial depuis de nombreuses années, j'enseigne entre autres à ces jeunes qui se destinent à des carrières dans l'enseignement. Et le constat que je dresse sur la qualité de leur français écrit comme oral n'a rien de réjouissant.

En fait, si je demande à un groupe de 40 élèves de produire un texte de 600 mots comme celui que je suis en train d'écrire, un ou deux fera moins de cinq fautes, une dizaine en commettra de cinq à quinze et les autres dépasseront ce dernier chiffre, plusieurs le doublant ou même le triplant. Des fautes d'orthographe, de grammaire et de syntaxe (on ne parle même pas ici de la sémantique et de la ponctuation, allégrement massacrées). Et je dois malheureusement ajouter que les futurs enseignants ne feront pas partie des meilleurs 50%, sauf exception.

Qu'est-ce qui explique ce désastre ? D'abord le fait que les meilleurs élèves de sciences humaines ne se destinent pas à l'enseignement. En second lieu, et je le dis à regret, la paresse «crasse» qui s'est installée chez nos étudiants en

ce qui concerne la qualité du français. En effet, bien qu'ils disposent d'ordinateurs dotés de logiciels qui soulignent les éventuelles fautes de grammaire et d'orthographe (en rouge ou en vert), la plupart ne font pas l'effort d'effectuer les vérifications suggérées. Comme je le leur dis souvent, ils font plus de fautes que leurs prédécesseurs d'il y a 20 ans ou plus, qui rédigeaient leurs textes à la main ou à la machine à écrire. Ensuite, bien sûr, les lacunes de notre système d'éducation dans son ensemble (aggravées par les dérives déclenchées par le ministère de l'Éducation, dont des programmes d'enseignement du français absurdes), lequel a favorisé l'oral aux dépens de l'écrit et a prôné un laisser-aller funeste au nom de la réussite et de l'épanouissement personnel des élèves.

Sans compter l'actuelle vogue des textos et autres tweets, vecteurs d'appauvrissement du langage. Enfin notre laxisme collectif, tant comme parents que comme enseignants. Je dois le reconnaître, nous avons échoué à transmettre la maîtrise de notre langue et nous avons dilapidé l'héritage culturel que les générations précédentes s'étaient échinées à préserver depuis les humanistes de la Renaissance.

Les professeurs qui m'ont enseigné au primaire et au secondaire ne possédaient pas de diplôme universitaire (certains n'avaient même pas fréquenté l'École normale), mais ils ne faisaient pas de fautes. En ce qui a trait à la maîtrise du français, l'enseignant se doit d'être irréprochable : un mauvais arbre ne donne pas de bons fruits

LA PRESSE : La rentrée des manuels scolaires numériques – Lundi 22 août 2011

Au Québec, un éditeur ne peut briser la chaîne de distribution actuelle et passer strictement au numérique.



PHOTO SIMINWANG, ARCHIVES AGENCE- FRANCE PRESSE

Otheke, une petite société de Québec, s'apprête à offrir un service de location de manuels scolaires numériques, à une fraction du prix des imprimés. Une tendance de plus en plus marquée à l'extérieur de la province.

Alain mckenna

Aux prises avec une hausse de leurs frais de scolarité, les universitaires québécois pourraient trouver un peu de répit du côté des tablettes numériques, cet automne. Otheke, une petite société de Québec, mettra à leur disposition un service de location de manuels scolaires numériques, à une fraction du prix des imprimés.

Les étudiants pourront ainsi louer, pour un semestre ou une année, une version numérique des livres nécessaires pour certains de leurs cours, après quoi cette copie s'effacera, une technique appelée « chronodégradabilité » par

les experts. Au Canada anglais, où cette pratique est déjà courante, le prix d'une location est 50 à 60% moins élevé que le traditionnel achat du livre imprimé.

Chez nos voisins du Sud, c'est plus qu'un phénomène émergent. Plusieurs petites entreprises ont obtenu des millions de dollars en financement privé pour offrir un service de location de manuels de référence ou de guides scolaires numériques. Amazon, de loin le plus important détaillant de livres sur l'internet, a annoncé il y a un mois qu'il se lançait également dans la location, à travers sa liseuse numérique Kindle. Les livres ainsi loués seront jusqu'à 80% moins coûteux qu'en version imprimée.

Longue transition au Québec

Au Québec, où le secteur de l'édition et de la vente de livres est rigoureusement régi par la loi, un éditeur ne peut briser la chaîne de distribution actuelle et passer strictement au numérique. Le libraire et l'imprimé génèrent des ventes encore trop importantes pour être laissés de côté. Ça protège du même coup les libraires québécois du sort funeste que connaissent depuis quelques mois d'importantes chaînes de librairies américaines, Borders étant la plus récente en lice.

Par ailleurs, la location de livres numériques permet de s'attaquer directement à un phénomène qui gruge les revenus des éditeurs spécialisés dans le secteur éducatif : la revente de manuels usagés.

C'est pourquoi une longue transition s'amorce malgré tout vers la numérisation à plus grande échelle des livres dédiés dans ce secteur, estime Céline Fournier, directrice générale des Presses de l'Université du Québec. « La prochaine année

s'annonce comme une importante année de transition vers le numérique », dit-elle. « Certains éditeurs, comme nous, sommes prêts, mais c'est toute la machine de distribution qui doit suivre, de la direction des universités jusqu'aux libraires. »

Ainsi, les Presses des Universités du Québec et de Montréal s'y trempent un ortel, cet automne. Si tout se passe bien, l'offre de livres numériques en location s'élargira plus substantiellement dès janvier prochain, date où la société Otheke prévoit lancer plus officiellement son service de location sur la tablette iPad, d'Apple.

L'application offrira aussi une formule de recommandation entre utilisateurs, à la manière d'un réseau social spécialisé. Seule inconnue au tableau: le prix de la location, que les éditeurs concernés sont présentement en train de calculer.

Les autres éditeurs, eux, suivent la situation de près, la location de livres numériques pouvant, à terme, être offerte dans tous les secteurs du livre. Clément Laberge, responsable des services d'édition numérique chez De Marque, à Québec, voit le livre suivre la même voie que la musique et la vidéo, devenant, à terme, un service web offert à volonté, en échange d'une mensualité.

« On s'en va probablement très lentement vers cette formule. Le modèle économique derrière reste entièrement à être inventé, mais je ne vois pas pourquoi le livre ne pourrait pas être offert en diffusion sur l'internet, de la même manière que le sont présentement la musique et la vidéo. »